

TTU LIBRARY, COOKEVILLE, TN 38505



0 1151 0425641 3



TENNESSEE POLYTECHNIC

INSTITUTE

FROM THE LIBRARY OF
DR. & MRS. S. L. MCGEE

90162

WITHDRAWN



Digitized by the Internet Archive
in 2024

CE QU'IL FAUT CONNAITRE

DU

PASSÉ DE LA FRANCE

SONT PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

Ce qu'il faut connaître :

1. DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE, par PIERRE DAVAUD.
2. DE LA POLICE ET DE SES MYSTÈRES, par LÉON AMELINE, Commissaire aux Délégations judiciaires.
3. DES CRISES FINANCIÈRES DE NOTRE HISTOIRE, par MARCEL MARION, Membre de l'Institut.
4. DE NOS RESSOURCES COLONIALES, par LUCIEN HUBERT, Sénateur.
5. DE L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS, par PIERRE DAVAUD.
6. DU FASCISME (Origines et Tendances), par PAUL LOMBARD.
7. DE L'ÂME ANGLAISE, par LOUIS CAZAMIAN, Professeur à la Sorbonne.
8. DE RABELAIS, par CHARLES CAUSERET, Recteur honoraire.
9. DE LA GRÈCE ANTIQUE, par A. PUECH, Membre de l'Institut.
10. DES GRANDES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE LA III^e RÉPUBLIQUE, par L.-L. HUBERT.
11. DE L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE, par PIERRE DAVAUD.
12. DE LA ROME ANTIQUE, par A.-ALBERT PETIT.
13. DE LA DICTATURE, par F. FUNCK-BRENTANO, membre de l'Institut.
14. DE L'ÂME POLONAISE, par J.-P. PALEWSKI.
15. DE LA FINANCE INTERNATIONALE, par J. COMPEYROT, Chef du Service Financier (Société d'Études et d'Informations Économiques).
16. DE L'ÂME AMÉRICAINE, par RÉGIS MICHAUD, Ex-professeur à l'Université de Californie.

Chaque volume, petit in-8°, imprimé sur papier d'alfa, 8 francs.

*Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.*

39
B76

CE QU'IL FAUT CONNAITRE
DU
PASSÉ
DE LA FRANCE

PAR
ÉMILE BOURGEOIS
Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne



WITHDRAWN

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE FURNE
BOIVIN & C^{ie} ÉDITEURS
3 ET 5, RUE PALATINE (VI^e)

TABLE DES MATIÈRES

I. L'aube lointaine. La naissance de la Gaule romaine et chrétienne.....	1
II. Le Christianisme et l'empire des Francs.....	22
III. La Royauté capétienne et la nation française.....	44
IV. Le grand siècle des Bourbons. Le xvii ^e siècle français.....	70
V. Le Schisme de la royauté et de la nation au xviii ^e siècle.....	97
VI. La Nation française à la recherche d'un gouvernement. Bourgeoisie et démocratie.....	122
VII. Les Gestes des Français au xix ^e siècle au service des peuples de la vieille et de la nouvelle France.	158

90162

AVANT-PROPOS

*A mes petits-fils,
François et Claude Laroche.*

Vos familles qui se sont unies à Paris, faisant de vous de jeunes et bons Français, ce qui est à la fois un honneur et une charge, y sont venues, par étapes successives, à travers des fortunes diverses, des extrémités les plus opposées de la France. Vous êtes les arrière-petits-enfants d'une de ces familles de cultivateurs, de laboureurs qui, aux marches frontières de Lorraine et de Champagne, au pays de Jeanne d'Arc, ont défriché les clairières entre les forêts de la Voge, les défendant contre les pillards et les ennemis. Vos ancêtres ont été d'autre part de ces hardis Malouins, « hommes uniques en leur genre » quand ils s'appelaient Duguay-Trouin, Surcouf, La Bourdonnais, si familiers avec l'Océan et ses aventures que leur vie sur le rocher glorieux et enrichi de leurs exploits redoutés des Anglais ne fut guère que halte entre leurs courses, jusqu'au jour où ils se fixèrent à la Réunion pour reprendre plus tard la route de France par Marseille.

Notre pays de France a trois faces et trois destinées, l'une tournée vers le continent, les deux autres qui regardent la Méditerranée et l'Océan. Son passé a été,

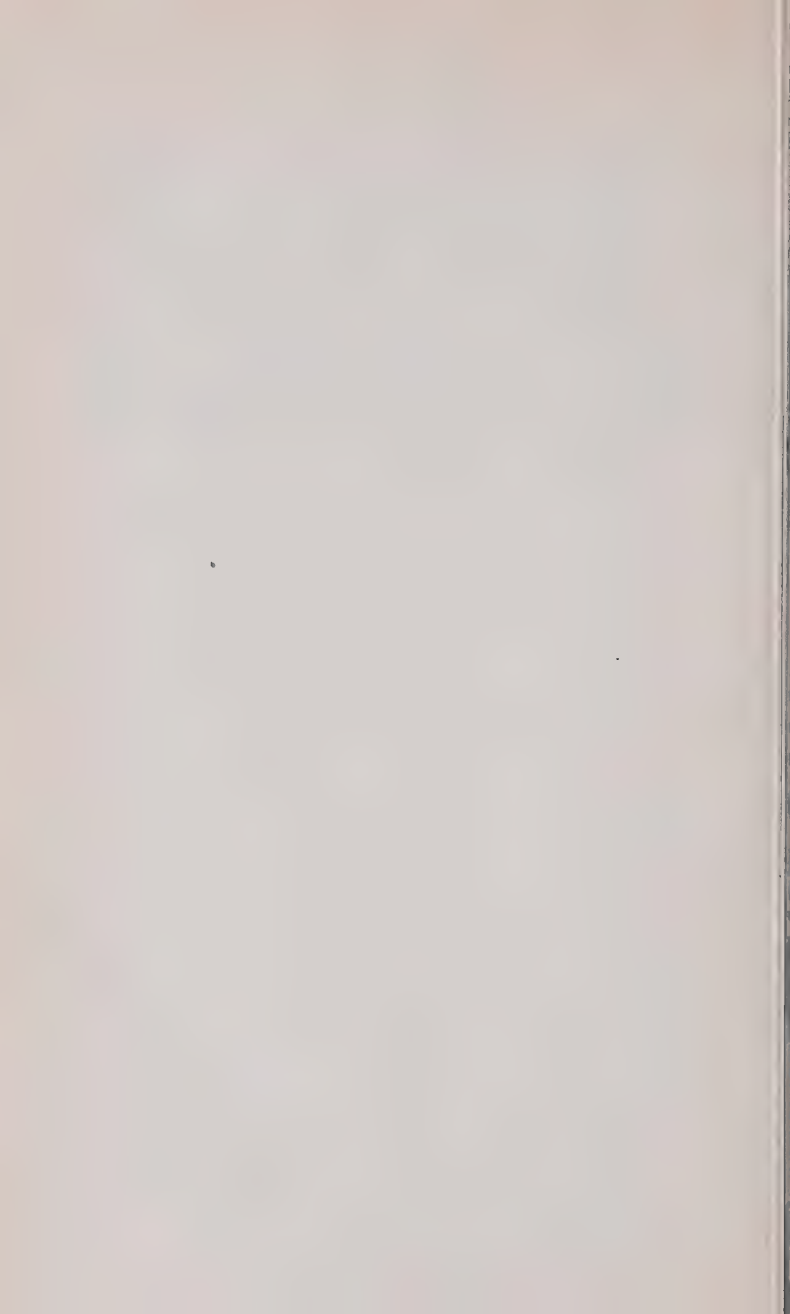
comme celui de vos propres ancêtres, partagé entre ces destinées, fait tantôt d'un effort séculaire pour défendre à l'Est le domaine de la patrie, de sa foi et de ses idées et l'y étendre, tantôt de l'instinct puissant qui de tout temps a semé, au delà des mers, sur les terres lointaines d'Orient, d'Extrême-Orient ou du Couchant, les germes féconds de son génie entreprenant et généreux. Mais ces diversités, avec le temps, se sont fondues en une harmonie nationale, œuvre à la fois de la nature, d'une force bienfaisante qui a combiné et compensé les existences régionales, des gouvernements parmi lesquels il y en eut de très grands, d'un peuple enfin qui a eu conscience et volonté de se faire lui-même au prix de durs travaux, de longues souffrances, dans des crises presque mortelles où il n'a jamais désespéré de son avenir. C'est la devise de sa capitale, centre et symbole de toutes les activités françaises, notre petite et célèbre patrie, comme la grande, demeurée insubmersible.

A ce passé de la France dont vous êtes la vivante image, sans le savoir autrement que d'instinct, par la puissance invisible et présente des aïeux, j'ai consacré cet essai que d'aucuns trouveront peut-être audacieux, à votre intention.

Pour vous je me suis cru permis, au terme prochain d'une vie donnée depuis cinquante ans à l'histoire, de lui demander, ce qui est proprement son grand office, de vous éclairer sur la route française, son point de départ, ses accidents, sa résistance et sa direction, étapes par étapes, jusqu'à notre étape à nous. Sur cette route, je me suis arrêté au seuil de celle que j'ai pu fournir moi-même dans le temps présent. Nos enfants la jugeront mieux que nous, avec le recul nécessaire. Héritiers des générations qui ont parcouru cette route au cours des âges, avant de vous y engager à votre tour, retournez-vous pour recevoir d'elles la leçon salutaire de leur labeur tenace, de leur hardiesse, de leurs épreuves, de leur confiance enfin dans les destinées d'une patrie qu'elles ont forgée à votre usage

En écoutant cette leçon, vous entendrez des voix, lointaines ou proches, d'humbles paysans, de marins vaillants, de serviteurs consciencieux du roi et de la nation, attachés à leur tâche ou à leur idéal, avec l'appel des chefs et des héros auxquels ils ont eux-mêmes obéi. Il n'y a pas de pays au monde où les âmes et le sol aient contracté une alliance plus intime et plus forte. Ce langage du passé, c'est celui de la terre fertile de France, de son ciel harmonieux, de ses rivages ouverts à la brise du large et aux vastes espoirs. Je crois en sa vertu ! Croyez en ce viatique d'énergie, de justice et de raison françaises.

E. B.



CE QU'IL FAUT CONNAITRE DU PASSÉ DE LA FRANCE

I

L'AUBE LOINTAINE. LA NAISSANCE DE LA GAULE ROMAINE ET CHRÉTIENNE.

Le cadre français. — Les temps préhistoriques. — Les peuplades primitives. — Les peuples historiques, Ligures et Ibères. — La religion des Druides. — Peuples et pays de la mer. — Les premiers rayons d'histoire. — Celtes et empire celtique. — Le domaine gaulois. — Les vieux pays de Gaule et les cités gauloises. — La civilisation gauloise et les Druides. — Vercingétorix et Rome. — La civilisation méditerranéenne en Gaule. — César et la conquête romaine. — La fusion gallo-romaine. — La place et le rôle des Gaulois dans l'Empire. — La loi romaine et l'Etat gallo-romain. — Le christianisme du premier âge en Gaule. — La prédication de saint Martin. — La civilisation des moines. — Les Francs et le baptême de Clovis.

Le cadre français. Vidal de la Blache, traçant à la demande d'Ernest Lavisse, comme introduction à son *Histoire de France*, un *Tableau de la Géographie de la France*, œuvre magistrale d'observation, de méditation et souvent de poésie, a,

mieux que personne, fait apparaître et précisé les liens étroits par lesquels l'évolution morale et sociale de la nation française, depuis quinze siècles environ, a été engagée, attachée au sol où elle a pris naissance et figure propre. Non pas que le maître ait entendu ces influences du sol et du milieu géographique sous la forme d'un déterminisme qui aurait soumis un être moral tel que notre nation, à la loi fatale de ses premières conditions d'existence matérielle. Plus clairvoyant, et adversaire en tout temps des généralisations trop faciles, il a dessiné avec méthode, de sa main de savant et d'artiste, les traits du domaine où se sont fixés et qu'ont exploité nos ancêtres, pour en décrire les ressources, le parti qu'ils en ont tiré et, par cet échange de rapports, éclairer leur histoire.

Avec lui, nous dirons que ce domaine est une masse continentale, un fragment extrême de ce grand continent qu'on a parfois appelé l'Eurasie, le comparant à cette terre de l'Amérique du Nord dont une façade regarde l'Atlantique, et l'autre le Pacifique. Entre la France et ses voisines, la distinction ne saurait assez être établie. L'Angleterre et ses îles sont un archipel, Grande-Bretagne, Irlande, Anglesey, Hébrides, Orcades, Shetland, chapelet d'îles comme le Japon. L'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Danemark, la Scandinavie sont des presqu'îles.

Les temps préhistoriques. Aussi loin que remonte notre connaissance du passé, assise sur des témoignages qui ne peuvent être que des vestiges de civilisations disparues, nous voyons ce domaine français habité, comme l'Europe elle-même, par des hommes dont l'histoire n'a point été écrite. Leurs demeures, qui ont remplacé les habitations en cavernes ou bien les cités lacustres des âges précédents, les tombeaux où ils inhumaient leurs morts sous les dolmens, leurs instruments et outils de silex poli, haches et couteaux permettent d'entrevoir avec quelque certitude leur

genre de vie qui n'était déjà plus limité à la chasse et à la pêche des primitifs. On les devine ayant pour occupation essentielle la mise en valeur, entre les étangs, marais et forêts où leurs prédécesseurs se bornaient à chercher leur nourriture, des plateaux couverts de limon propres aux semailles et aux récoltes, domestiquant les animaux, auxiliaires de leur effort et conditions de leurs subsistance, défrichant avec effort et ténacité, s'attachant déjà au sol nourricier, et pour toujours, en proportion de la peine et du profit.

Les peuplades primitives. De toutes nos habitudes nationales, c'est la plus ancienne probablement, la plus féconde, la plus résistante, longtemps du moins. Qui oserait affirmer que chez nos travailleurs du sol français et leurs héritiers pourvus par le progrès de moyens plus efficaces d'exploiter cette terre, « la bonne mère » de nos vieilles légendes, ne se retrouvent pas, après tant de siècles écoulés, le sang, les habitudes et les sentiments de ces premiers *pionniers*, la patience obstinée, l'accoutumance au dur labeur, l'attachement enfin au coin de terre qui fait vivre et nourrit la famille, productrice, comme son chef, d'énergie, de bien-être, voire de richesse, la crainte d'en être dépouillés par de nouveaux venus, l'hésitation à le quitter dans la recherche des aventures, tous ces liens matériels et sentimentaux par lesquels hommes et sols ont commencé de s'identifier : « l'homme se contentant de peu, et la terre suffisant » ? A cette époque ne se rencontrent plus les vestiges d'art, peintures, statuettes et bas-reliefs laissés par les chasseurs de rennes dans les grottes de la Vézère, de l'Ariège, ou de l'Espagne, soit qu'ils n'aient pas été mis, dans des lieux aussi sûrs que ces demeures cachées, à l'abri de l'atteinte des générations postérieures, soit que l'effort de nos lointains ancêtres ait été tout entier employé sur cette terre à l'œuvre quotidienne du paysan défrichant, semant, recueillant les moissons et le lin pour sa nourriture, ses vêtements, ou ses réserves.

Les peuples historiques Ligures et Ibères. Mais déjà, à l'orée de ce passé obscur, s'aperçoit et se sent l'arrivée sur ce domaine péniblement acquis, de peuples vraisemblablement venus de l'est, des pays de l'ambre, de la Baltique, jusqu'à atteindre la Méditerranée par les vallées du Pô et du Rhône, dont notre Provence et la côte de Gênes gardent les dernières survivances. Ce furent les Ligures, race aryenne peut-être, que Posidonius a décrite, vigoureuse, de taille petite, dure à la peine, avide de gain, en laquelle s'était longtemps conservé le goût des barbares pour le brigandage sur terre et sur mer. Ouvriers, d'ailleurs, d'une civilisation supérieure à celle des peuples auxquels ils vinrent se mêler, ils ont avec les Aquitains et les Ibères développé les ressources du domaine qu'ils envahissaient. Utilisant les métaux, le cuivre et le bronze, pour le combat ou le travail, ils se sont fixés à leur tour au sol, donnant des noms aux plaines et aux sources. Avec leurs outils plus résistants que la pierre, leurs haches de cuivre et de bronze, ces hommes ont poursuivi et accéléré l'œuvre de défrichement, entrepris la lutte contre le marais, assaini la Limagne d'Auvergne, les étangs normands dont ils ont fait des terres fécondes entre toutes. Leurs tumuli ont révélé une population déjà dense, exploitant des récoltes chaque jour plus abondantes, pratiquant l'élevage, race qui s'est façonnée, en façonnant le sol et par contact avec l'Orient, aux mœurs des peuples sédentaires et civilisés, à leurs habitudes matérielles et morales.

La religion des Druides. Car voilà qu'entre ces tribus agricoles, forcément enfermées dans leur rude labeur, isolées sur leurs domaines par la tâche journalière, apparaît une communauté de croyances prêchées par des Druides. Ce clergé, que César nous a fait connaître en décrivant la grande place tenue par lui plus tard dans la cité gauloise, semblait, d'après les Gaulois eux-mêmes, leur être venu des peuples dont ils

furent les héritiers. Il groupait les tribus et leurs chefs en des cérémonies religieuses qui s'accompagnaient de rites sanglants et de sacrifices, en des panégyries à l'honneur des héros, dont la coutume s'est longtemps conservée après eux. L'autorité dont ce clergé parut disposer pour arbitrer les querelles et exercer la justice lui venait de l'exemple et de l'enseignement d'une loi morale qui s'imposait déjà à ces rudes populations, principe d'unité à la fois et de vie intellectuelle. Point de temples à ce culte primitif, ni d'autres sanctuaires que des enceintes à ciel ouvert dans les clairières des forêts, celles de Bretagne ou du pays de Chartres et d'Orléans. Les profondeurs des halliers, les futaies majestueuses, voûtes et piliers de ces cathédrales naturelles, lieux de recueillement et de crainte sacrée, favorisaient chez ces paysans dont la forêt étreignait à la fois et défendait les champs, l'éveil d'un sentiment religieux qui les disposait aux conceptions morales dans une conscience commune.

Peuples et pays L'infini de la mer qui, vers l'Atlantique, bordait ce domaine occupé en majorité encore par la sylve, les contacts entre les rivages de cette mer plus aisés parfois que par la terre ont servi cette réunion des sentiments et des croyances. La tradition s'est gardée que plus tard les Gaulois allèrent rechercher à sa source au delà de la Manche, dans les îles, la doctrine des Druides pour l'étudier dans sa pureté. Il ne faudrait pas négliger le rôle d'isthme continental réservé à notre domaine primitif, avec ses côtes de 3.000 kilomètres sur l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord, au Sud, vers la Méditerranée, intermédiaire entre l'Europe, les îles et les presqu'îles qui l'achèvent à l'Ouest et le Sud. Sur ces côtes ont vécu de tout temps des populations, exploitant, elles aussi avec courage, les ressources infiniment variées, d'un domaine collectif qui ne les refuse point aujourd'hui encore aux plus pauvres des hommes. A l'aube de

l'histoire, elles apparaissent déjà occupées de pêche, et de transit marin pour la recherche de l'étain des Cassitérides en Cornouaille ou des minerais d'Espagne qui permettaient le bronze. Elles formèrent une ligue des tribus de la mer, dont le centre semble avoir été le Morbihan, en relations plus fréquentes avec les havres d'Irlande, de Bretagne et de Galice qu'avec les tribus de l'intérieur. Leur activité, dont témoignent les monuments de pierre imposants de Locmariaquer et de Carnac, s'étendait jusqu'à la Scandinavie et au Danemark, au point qu'on a pu situer à 2.000 ans avant notre ère le rayonnement d'une civilisation atlantique contemporaine de la civilisation égéenne de la période du bronze, contemporaine sans doute, mais bien différente de la vie des hommes et des princes qui élevèrent en Crète les premiers palais de Cnossos. Pour ces marins de l'Atlantique l'existence était plus rude, autant qu'elle l'est demeurée par la suite, mais telle qu'ils s'y attachaient, pour ses risques et ses profits, aimant à s'isoler dans leurs cantons maritimes, comme sur un domaine dont la libre jouissance ne leur était disputée que par les assauts de l'Océan, leur pourvoyeur capricieux : habitudes et goûts qui les ont, pour ainsi dire, incorporés à la mer et tenus longtemps à l'écart, en Bretagne, des populations agricoles.

Les premiers rayons d'histoire. Ainsi, au lointain des siècles, dans les brumes des mers occidentales et les forêts primitives, se découvrent sur les rivages, sur les plateaux défrichés, dans les vallées assainies, les vestiges encore confus de la vie de nos premiers ancêtres, les traces qui révèlent leurs occupations, leur lutte pour l'existence, leurs traits physiques et moraux, effacées, mais peut-être empreintes dans la vie de leurs successeurs. On perçoit leurs efforts analogues, toutes proportions gardées, à ceux des pionniers venus d'Europe qui s'attaquèrent depuis le ^{xvii}^e siècle aux grandes forêts de l'Amérique du Nord et communi-

quèrent entre eux, à défaut de routes, par les havres de la côte atlantique. On les devine, comme ces colons, s'attachant à la terre par places, vivant de même par la mer, à l'extrémité d'un continent, ouvriers d'une tâche ingrate où s'est perdue leur mémoire, mais sur laquelle enfin l'histoire s'est levée vers la fin du vi^e siècle, donnant au domaine qui fut leur œuvre le nom des Gaulois envahisseurs.

*Les Celtes
et l'empire
celtique.*

La Gaule, tant ses destinées étaient liées à l'histoire du continent européen, celle qui s'étendait entre les Alpes et les Pyrénées, entre la Méditerranée et les rives de l'Océan, ne fut d'abord que le débris d'un empire celtique, du nom que se donnèrent les hommes de l'âge du fer, maîtres par la conquête de presque toute l'Europe depuis les Carpathes jusqu'au delà des Pyrénées et depuis les Balkans jusqu'en Bretagne.

Par l'histoire, cette fois, nous les connaissons, « ces peuples de guerre et de bruit » décrits par Michelet, courant le monde, l'épée de fer à la main, moins, ce semble, par avidité que par un vague et vain désir de voir, de savoir, d'agir, ces grands corps, mous, blancs et blonds qui firent trembler Rome et pillèrent Delphes, ces enfants du monde naissant, turbulents et courageux, aimables et bavards, batailleurs et sociables dont les qualités et les défauts auraient été imprimés à toute une race, la nôtre essentiellement, à jamais, dit-on, ineffaçables et reconnaissables encore après vingt-quatre siècles. Singulière psychologie que celle des races, mais qui n'en est pas à une contradiction près ! Ces travers héréditaires que les Français auraient tenus des Celtes agités et beaux parleurs seraient, au jugement d'autres critiques allemands, des défauts de Latins bien caractérisés. C'est l'histoire, si obscure soit-elle encore à cette époque, qui a fait en Gaule l'homme et la terre par leurs rapports mutuels.

Depuis le ix^e siècle et jusqu'au v^e avant J.-C. les Celtes

sont arrivés sur l'Europe en tempête, armés de leurs larges épées, de leur casque de fer, opprimant, refoulant les peuples. L'ouragan qu'ils ont déchaîné, Gaulois, Helvètes, Belges, ne s'est guère arrêté que devant l'effort des Romains civilisés et des Germains barbares. Et, comme l'a dit Jullian, leur langue fut, bien avant le latin, la langue conquérante du monde. Leur civilisation, dont le centre fut longtemps à cheval sur le Rhin, entre l'Auvergne, le Berry et la Bohême, apparut, présentant déjà une remarquable unité matérielle, éclatante comme les étoffes, les bijoux de soie et d'or dont ils se paraient, déjà pourvue, dans le vêtement, et l'habitation, de richesse et de confort, appuyée sur un ensemble de croyances morales et religieuses également ordonné par la coutume et les usages d'une législation primitive. Ce qu'on peut reconnaître de leur histoire, à travers cinq siècles, de 700 à 200 avant Jésus-Christ, dans leurs sépultures, et les récits des anciens, permet de penser que cette civilisation, revêtue de leur langage, ne fut pas cependant leur œuvre exclusivement. Trop peu nombreux et souvent trop mobiles pour avoir absorbé les populations antérieurement fixées au sol, Ligures de la vallée du Pô et du Rhône, Etrusques d'Italie, Ibères d'Aquitaine et d'Espagne, ces Celtes, pasteurs à l'origine plus qu'agriculteurs, pratiquant l'incinération de leurs morts, portés toujours aux combats et aventures comme les Normands plus tard, ont dû comme eux mêler leur vie à celle des domaines où ils entraient par la force. Ils ont recueilli le profit du travail anonyme qui avait mis ce sol en valeur, les coutumes qui s'y pratiquaient d'inhumer les morts, les rites religieux et les cultes de l'époque préceltique. Ils apportaient surtout l'élan victorieux et confiant qui groupa autour de leur force et de leurs aspirations une société capable de prendre place dans l'histoire, susceptible de culture, dit Strabon, et d'instruction littéraire, sensible à l'éloquence, héroïque et chevaleresque.

Le Domaine gaulois. Alors, dans la Gaule, ainsi baptisée par les Romains quand l'Empire celtique démembré s'y concentra avant de disparaître sous leurs coups, s'est dessinée la figure d'un domaine, composé à l'origine de climats et de sols variés qui n'est devenu une individualité dans le monde des peuples que par l'empreinte reçue des hommes dont les énergies successives ont plié à leur usage les ressources disposées par la nature, précisant et différenciant la contrée comme une médaille frappée à leur image, sur laquelle se lit leur première histoire.

Les vieux pays de Gaule. Sur les plateaux fertiles, étendus entre les masses forestières ou dans les clairières gagnées sur la forêt, à la place des marais convertis en terres fécondes, des villages de huttes circulaires se sont multipliés, formant les cadres auxquels les Romains ont donné le nom de *pagi*, « nos très vieux pays », centres de culture et de populations sédentaires sur lesquels se sont superposés, sans les faire disparaître, ni eux ni leurs noms, les circonscriptions religieuses ou politiques, diocèses, provinces, départements des siècles suivants. Par le rapprochement qui se fit alors, dans la fusion des Gaulois avec les peuplades antérieures, entre ces pays d'abord isolés, des tribus se constituèrent dont les noms comme les mœurs se sont imposés à toute notre histoire, Bituriges (Bourges et Berry), Éduens (Autun), Arvernes (Auvergne), Sequanes (Besançon), Helvètes (Suisse), Rèmes (Reims), Trévires (Trèves), Santons (Saintes et Saintonge), Pictons (Poitiers), Suessions (Soissons), Parisiens (Paris et Lutèce), assemblages de pays qui furent à l'origine des cités de paysans dont les traces se reconnaissent au tempérament obstinément agricole des héritiers de cette civilisation.

Les Cités gauloises. Ces « Cités » étaient alors de petites monarchies juxtaposées, qui portaient le nom de leurs capitales, en général placées au carrefour

des routes employées à les mettre en contact, autour de la Limagne en Auvergne, au confluent de l'Oise, de la Marne avec la Seine, de la Maine avec la Loire, au passage qui reliait vers Orléans les deux grands fleuves de Loire et de Seine. Autour de ces monarchies, dans la clientèle de chefs et juges annuels ou voyageurs et pour la défense du territoire s'étaient formées au n^e siècle des aristocraties de grands propriétaires, soldats et chasseurs énergiques, joyeux convives pour qui chantaient les bardes dans les fêtes et les batailles, accueillant les étrangers à qui ils demandaient les objets de leur luxe, étoffes de soie, parures et bijoux, chaque jour plus civilisés à leur contact, mais se querellant entre eux, ou se révoltant contre leurs chefs, que l'intérêt ou l'ambition obligeaient à faire appel à la masse du peuple. Ainsi, les hommes de la Gaule, conquérants celtes et belges, ou travailleurs attachés depuis des siècles à la terre et conquis, s'éveillaient à une vie économique et sociale, germe fécond des destinées de leurs successeurs, si elle n'eût été parcellaire encore, incertaine et troublée par l'excès de leur goût pour le plaisir et l'aventure, le caprice de leurs mœurs vagabondes et belliqueuses, les conflits entre les chefs ambitieux, les nobles indociles et la plèbe mécontente.

La civilisation et les Druides. L'avenir pour cette société eût été dans les liens qui tendaient à se former par le commerce des choses et des idées, le long des routes primitives et des fleuves, entre ces cités divisées entre elles et contre elles-mêmes. L'action religieuse, morale et judiciaire des Druides investis d'un droit de police morale qui étonnait César semblait faite pour rapprocher et pacifier, bien qu'elle rencontrât les obstacles de croyances antérieures, nées du sol pour ainsi dire, aussi complexes en leur diversité que les pays entre lesquels se fractionnait alors le domaine gaulois. Insensiblement, il parut qu'au-dessus des cantons et des rivalités

locales tendaient à se créer des communautés d'intérêt et de politique.

*Vercingétorix
et Rome.*

Il y eut même un moment, mais un moment seulement, où, après avoir fait appel pour résister à la poussée de leurs frères, Boïens et Helvètes ou régler leurs propres querelles, pour repousser l'étranger, Germains et Suèves d'Arioviste, Romains de César et de Labienus, les Gaulois se décidèrent, Arvernes et Carnutes, à prendre ou à subir un chef « national », a-t-on dit. Vercingétorix leva près de 100.000 hommes, pour chasser les armées de César et se vit secourir par 250.000 hommes : chef unique en vérité plus que « chef national ». Car il eût fallu à son service en Gaule, politiquement, une nation et surtout un Etat fort d'une conscience et d'une organisation collectives. La légende a prêté aux Gaulois, autour de la figure héroïque et tragique de Vercingétorix, animateur d'hommes et manieur d'armées improvisées, une volonté patriotique, qui ne fut en réalité qu'un éclair, un écho passager des appels éloquents du héros aux souvenirs et aux instincts guerriers de la race.

La critique, d'autre part, s'est plu avec malignité à retrouver dans l'échec final de ce grand soulèvement qui faillit pourtant briser César et sa fortune, l'effet des divisions incurables, des disputes acharnées des cités gauloises, la marque et la preuve de l'impuissance de la race, à son aurore tragique, à se défendre contre des défauts, dont le legs se serait fatalement transmis de nos ancêtres à nous-mêmes. Comme si les Hellènes, d'une autre race pourtant, et plus vite civilisés, n'avaient pas donné, depuis l'invasion des Perses jusqu'à et après la conquête romaine, le spectacle des mêmes querelles, et d'une même indifférence à l'intérêt général de toutes les communautés grecques. Et les Italiens eux-mêmes qui ne s'unirent que sous le joug imposé par Rome !

Il en fut des Gaulois comme de tous les peuples du monde ancien qui ne se pliaient point à une unité poli-

tique à laquelle les cités grecques ne se résignèrent jamais : peut-être n'étaient-ils pas plus éloignés que celles-ci de réaliser, entre eux déjà au moins, une unité de cultes et de culture, de civilisation et de progrès matériel, qu'ils devaient à leur labeur séculaire? « Il faut nous rappeler, a écrit un jour Vidal de la Blache, que nos conceptions et nos habitudes se sont accumulées sur un tuf plus ancien et plus profond qu'on n'imagine ».

La civilisation méditerranéenne en Gaule. Elles ont dérivé aussi, et notamment pour les Gaulois du v^e au ii^e siècle, de leur contact, par l'imitation, l'exemple et la recherche du bien-être, avec une civilisation supérieure, celle du monde méditerranéen qui les attira de bonne heure, et sur lequel leurs domaines au Sud restèrent toujours ouverts.

Cette civilisation méditerranéenne, héritière elle-même des plus anciennes sociétés civilisées du Nil et de l'Euphrate s'était localisée depuis des siècles, avec ses caractères propres, à l'écart de l'Europe centrale et de ses forêts, dans un climat qui ne lui ressemblait en rien : étés très secs, hivers très doux raccordés par des périodes plus ou moins humides, conditions spéciales où l'homme eût difficilement suppléé à l'insuffisance et aux caprices des récoltes, même par le pacage en été sur la montagne, en hiver dans la plaine, sans la ressource des cultures de fruits, olivier et vigne, de la pêche et du cabotage. Jardins et fruitiers s'étagant au pied des crêtes (réservoirs d'eau précieux) jusqu'aux acropoles des cités protégées des pirates, marines semées au long des péninsules, dans les replis des golfes, des baies et des archipels avaient été les cadres, tels qu'ils sont demeurés, où évolua l'activité des peuples méditerranéens, Phéniciens, Etrusques, Carthaginois et Grecs. Les Hellènes surtout, merveilleux agents du négoce, de l'art, de la pensée et de la science antiques, excellèrent à concentrer, pour les répandre sur le monde, les produits, les inventions du génie humain

tous les trésors procurés à l'humanité par l'Egypte et la Chaldée, par la Crète, et singulièrement accrus par leur propre génie.

Le domaine gaulois sur ses côtes de Provence, de Narbonnaise, jusqu'à Toulouse et à Aix, en ressentit le contact bienfaisant. Les Grecs de Phocée, fondateurs de Marseille, trafiquèrent par les vallées du Rhône, de la Loire jusqu'à l'Atlantique. Ils apprirent à leurs clients l'usage de leur alphabet et de leur monnaie, l'écriture, mais ils ne les formèrent, pour ainsi dire, qu'en passant et à la surface. La vie gauloise n'en fut qu'effleurée, tant la différence était grande, s'opposant à un rapprochement plus étroit, entre la vie côtière de la Méditerranée et les pays de l'intérieur, entre les habitudes, les façons de penser et de sentir qu'impliquait cette différence.

César et la conquête romaine. Elle ne devait s'aplanir que par la force, l'obstination et le génie d'un chef implacable venu avec ses légions, durant huit années sans répit, de la Méditerranée aussi, mais de la Méditerranée romaine.

La fusion gallo-romaine. Au lendemain de cette conquête qui, méthodiquement, par l'incendie des villes, les exécutions et les déportations en masse, châtia les Gaulois d'avoir voulu défendre leurs foyers contre l'envahisseur italien, il apparut pourtant aux vainqueurs comme aux vaincus que l'on pouvait faire de cette force employée à une œuvre de mort et de servitude, un emploi meilleur, tout d'abord un rempart contre la menace grandissante de la barbarie germanique. Les Gaulois se prêtèrent aux desseins de César qui, avec leur aide, prépara l'Empire, les enrôlant, les introduisant même au Sénat, élargit la cité romaine avec les provinces conquises, rattachées à la grande unité politique que, pour la première fois, connut la Méditerranée. Ils s'adaptèrent de bonne grâce à cette civilisation qui allait couronner les efforts séculaires poursuivis par leurs ancêtres les plus lointains sur cette terre que Stra-

bon estimait avoir été destinée par la Providence à être le lieu le plus florissant du monde. Satisfaits dans leurs besoins et dans leurs goûts, les Gaulois s'aiderent de Rome, de César devenu leur ami, reprenant leur travail encouragé et facilité, pour achever la mise en valeur de ce domaine d'exploitation, de jouissances et de vie civilisée, plus harmonieux et plus complet que les cadres étroits des pays primitifs et des cités rivales : « Cette Gaule, disait Marc-Antoine louant l'œuvre de César, qui nous envoya de si redoutables ennemis, voyez-la ! Elle est aujourd'hui cultivée comme l'Italie. Des communications nombreuses et sûres sont ouvertes d'une frontière à l'autre : la navigation est libre et assurée jusqu'à l'Océan. »

On eût dit que nos pères, pour accepter si vite la loi du vainqueur, eussent aussitôt pris conscience du grand phénomène historique produit par le rapprochement de l'Océan à la Méditerranée à travers leur domaine. Le centre de ce domaine se fixa à Lyon où naquit l'empereur Claude, d'où rayonnèrent toutes les chaussées maçonnées pour des siècles par l'ingénieur romain vers les régions de la Loire et de la Seine, vers la mer, ou par la Suisse, vers l'Europe centrale. Ce fut le creuset d'une civilisation latino-grecque dont les bienfaits et les témoignages se purent juger à l'usage acquis alors de nouvelles cultures, fruits, fleurs, légumes, à l'extension des jardins et des vergers, aux monuments de toute sorte édifiés pendant deux siècles sur notre sol, temples et basiliques, pavés de mosaïque, travaux d'art, d'hygiène et de confort, ponts, aqueducs et bains.

La place et le rôle des Gaulois dans l'Empire. Les Gaulois par les lettres, la langue, l'art et la politique entrèrent dans le grand courant de l'humanité antique au point d'être, quand au III^e siècle après J.-C., l'anarchie militaire désola l'Empire, les vrais, presque les seuls défenseurs du nom romain contre les Goths et les Perses. Rome au IV^e siècle ne fut plus dans Rome : elle fut à Lyon, à Lutèce, à Bordeaux avec un élan décisif de vie

intellectuelle qui donnait à ses poètes, à ses orateurs le premier rang, dernier éclat d'une prospérité et d'un luxe qui fit honneur aux deux races dont le labeur quotidien et la forte discipline s'associaient en une seule patrie, gardienne de la civilisation dans tout l'Occident.

Sans oublier la Gaule, les Gaulois ont aimé Rome. De son esprit et de ses mœurs, tout en demeurant tels qu'avaient été leurs ancêtres, amoureux toujours de mouvement, de paroles et de nouveautés, ils se sont imprégnés à tel point que l'empreinte subsiste après quinze siècles sur nos pensées, notre éducation, notre langage et nos institutions.

La loi romaine et l'Etat gallo-romain. Des historiens, et non des moindres, ont fait ce grief aux Latins d'avoir été pour nos pères des vainqueurs hors d'état de fournir aux vaincus qu'ils s'associèrent rien de vraiment original ni dans la pensée, ni dans l'art, coupables même d'avoir étouffé en germe une œuvre de civilisation différente et supérieure qui, sans leur brutal intermédiaire, eût pu se fonder sur les rapports directs de la Gaule et de l'hellénisme. C'est trop oublier peut-être d'abord le bienfait que Rome, disciple des Grecs, leur a procuré d'une participation qui se fût établie plus lentement, et peut-être point, du peuple gaulois aux progrès matériels, sociaux, intellectuels réalisés sur les rives méditerranéennes. Les routes qu'elle ouvrit, la lutte féconde qu'elle mena contre les forêts, les étangs et la friche, les villes nombreuses qu'elle institua, la paix qu'elle fit d'abord régner profitable au travail et au négoce ont fait une Gaule homogène, vivante et prospère, qui peut-être n'eût pu se constituer avant l'arrivée des hordes barbares déjà toutes proches. C'est méconnaître surtout les avantages de la législation de Rome, très supérieure aux lois de la coutume primitive, parce qu'elle fut une législation écrite, se développant selon des principes fixes, et d'un gouvernement ordonné qui réglait désormais les rapports des citoyens, des Gaulois citoyens

comme les autres dans l'Empire. Avec ses jurisconsultes, l'Etat romain ou le prince ont fait prévaloir la notion d'une police commune dont, par tout l'Empire, purent se réclamer les membres de cette vaste cité, quelles que fussent leur langue et leur race et dont ils devenaient à tour de rôle les agents compris, obéis et respectés.

Jamais cette notion ne se perdit : même quand la force romaine eut disparu, elle fut conservée particulièrement par la Gaule, pourvue de ses cadres d'Etat. Que de provinces de France demeurées de droit romain, que de villes où survivent les traditions des municipes et dans la vie politique de ce que fut la France après la Gaule, quelle influence singulière exercée par les hommes de loi, héritiers des jurisconsultes romains depuis nos légistes du ^{xiii}^e siècle jusqu'à Cujas, et des Constituants jusqu'aux conseillers juridiques de Napoléon, professeurs, magistrats formés par les conceptions et la pratique du droit de Rome, serviteurs de l'ordre public indispensable à la puissance de tous et à la sûreté de chacun ! Si aux habitants du domaine gallo-romain, l'Empire, les ayant groupés dans sa vaste enceinte, ne procura pas les moyens de se constituer encore en nation, d'en acquérir la conscience et les droits, il les y prépara, d'abord parce qu'il ne les absorba point, les laissant poursuivre leurs destinées, surtout parce qu'il leur donna les cadres sociaux et politiques qui leur eussent manqué pour devenir d'eux-mêmes une nation. Il ne semble pas que la Grèce, ayant dû elle-même les attendre de Rome, eût pu procurer aux Gaulois ce bienfait dont le souvenir ne s'est jamais perdu.

Le premier âge du christianisme en Gaule. De toutes les influences qui s'exercèrent alors du monde méditerranéen sur les populations de la Gaule, nulle ne fut plus durable et plus grande par ses effets que celle de l'Evangile du Christ. Elle y parut au temps de Domitien, venant directement d'Orient par

Marseille, à Lyon et à Vienne. Elle agit au milieu d'une colonie de marchands grecs d'Asie et de Syriens très nombreux dans les cités commerçantes du Rhône, et surtout parmi les humbles, plébéiens et esclaves. Les premiers martyrs et confesseurs dont Marc-Aurèle ordonna le supplice à Lyon en 177, pour leur apprendre à respecter les lois et la religion des Augustes divinisés, c'étaient saint Pothin venu d'Asie à l'évêché de Lyon, Attale de Pergame, Alexandre de Phrygie. Leur supplice et le sacrifice de l'esclave héroïque, sainte Blandine, attachée à la croix dans l'amphithéâtre, annoncé par une lettre célèbre dans les annales chrétiennes aux fidèles d'Asie, décidèrent l'effort de saint Irénée, le disciple de saint Polycarpe de Smyrne. Par son zèle, son éloquence et peut-être son martyre, l'Eglise grecque de Lyon attirait les regards du monde chrétien. Elle commença alors à se rattacher au siège de Rome, d'où serait venue, à la Gaule au III^e siècle, une mission d'apôtres, Trophimes à Arles, Martial à Limoges, Saturnin à Toulouse, Denis à Paris, martyrs à leur tour dans les persécutions de Dèce et de Valérien, héros favoris de la piété gauloise. Les progrès de la nouvelle foi en Gaule, assez mal connus encore, ne semblèrent pourtant guère dépasser l'enceinte de quelques villes et les cercles de l'aristocratie romaine. Le Christ n'était point révélé aux gens les plus nombreux, les gens des Pays, les paysans, *pagani* dont on fera plus tard « les païens ».

La prédication de saint Martin. Ce fut au IV^e siècle que commença la conversion des campagnes, de ces populations obscures et laborieuses, sans histoire, mais non sans passé, et qui ne désertèrent qu'en dernier les dieux gaulois, Mercure cher aux Gaulois, le culte des Mères et des Fées. La conversion vint des milieux militaires constitués du Rhin au Danube par les Empereurs pour la défense de la civilisation. Entre ces soldats hommes du peuple, de tous les peuples et de toutes les races : Gaulois, Francs du Nord, Burgondes

de l'Est et Pannoniens, un lent et profond travail de rapprochement s'opéra avec les gens de la terre, au hasard des cantonnements et des déplacements, déterminant un langage et comme une âme populaire nouvelle.

De la fin du iv^e siècle date, dans ces milieux, la prédication de saint Martin, soldat de Pannonie, fils de soldat, évêque de Tours au moment où s'exerçait l'action de saint Rémi sur les Francs et leur roi, prédication puissante, rayonnante d'un saint un peu démocratique, « ce qui n'a jamais nu chez nous », a dit Boissier, surtout dans nos campagnes. Partout où il passait, dans les terres de Tours, d'Autun, de Chartres le son de sa voix, l'émerveillement de ses miracles, l'austérité de ses mortifications, la charité de ses inspirations et de ses gestes, entraînaient, persuadaient les foules, qui l'accueillaient comme un treizième apôtre du Christ. Au Christ il donna la Gaule, et pour des siècles. Il y installa des sanctuaires chrétiens, du Rhin à la Garonne, toujours en route pour la foi, à l'orée des bois, auprès des sources où s'étaient si longtemps fixées les croyances populaires. Il mit saint Michel à la place de Lug le Dieu gaulois, « une franche bête ». Mercure lui donna du mal, mais la Vierge l'aïda à repousser au fond des forêts, à la surface des champs « les bonnes Dames de la terre », que la légende consola sous la forme des fées et des lutins. Par saint Martin et après lui, oratoires et paroisses se multiplièrent pour les pauvres gens de la terre, courbés pour la prière et non plus seulement pour le dur labeur. On compte en France par plusieurs milliers les Eglises dédiées à saint Martin. Et dans combien ne trouve-t-on pas la figure légendaire du soldat apôtre et charitable, donnant son manteau aux misérables. A ces paysans en effet il a parlé, il a appris aux moines de la première milice chrétienne à parler leur langage rustique ! A leurs âmes frustes, il a ouvert les portes jusque-là réservées aux privilégiés des langues grecque et latine, de la cité de Dieu, riche d'espérances et de consolation. Gou-
verné et guidé par ses évêques qu'il élisait d'abord, le

peuple puisa dans cette foi nouvelle des forces qu'il ne se connaissait pas pour défendre sa terre et sa famille contre les ravisseurs et les Infidèles, la ressource morale d'une grande communauté chrétienne, plus efficace que la résistance de la cité romaine sur laquelle l'Eglise avait d'abord calqué son organisation, et juste au moment où celle-ci chancelait impuissante sous les coups de l'ennemi barbare.

Dieu protège la Gaule. Dieu commençait de protéger la Gaule. Ce fut alors que Paris choisit au vi^e siècle, à l'approche des Huns, une patronne de famille aisée peut-être, à qui la légende donna les traits d'une bergère. La tradition s'établit que la bergère, la personne la plus humble de la famille paysanne et du village, la pauvre fille attentive au troupeau dont la laine procure le vêtement, devint aux côtés du père laboureur et de la mère la sainte de la patrie. Elle incarna la croyance à un Dieu protecteur par les humbles de la cité des humbles, qu'à l'appel de saint Rémi et de saint Martin ils invoquaient aux heures de grand péril.

La civilisation des moines. Aux jours paisibles, entre les tourmentes, les moines dont l'institution est venue aussi d'Orient, importée par saint Martin à Ligugé en Poitou, ont formé les cadres de cette société chrétienne qui s'est organisée dans les cantons de la Gaule. Comme leurs fondateurs, ils sont du peuple, lui enseignent la foi et le travail. Autour de leurs monastères, fermes et celliers, forteresses parfois, ils sèment, récoltent et engrangent. Par leur labeur intelligent et ordonné, la victoire de la terre sur la friche s'accomplit et s'achève. Auprès d'eux, les paysans se groupent, cherchant protection et leçons. Nombre de villes doivent leur naissance à ces groupements, et leur nom : Saint-Denis, Saint-Cloud, Saint Amand, Saint-Elie, Saint-Etienne, Saint-Nazaire, Saint-Yrieix, Saint-Martin. Plus les domaines des moines s'étendent, plus leurs richesses

s'augmentent des dons que leur font grands et rois pour s'assurer leur place dans la cité de Dieu, plus le peuple se réjouit. Avec eux, dans un commerce quotidien d'échanges matériels et de sentiments religieux, il a pris conscience de lui-même, de son passé de labeur, de son avenir d'espérance. C'est la fin d'un grand empire, c'est l'aube d'une nation.

Une nation qui, en poursuivant à travers les siècles ses destinées, ne laissera point modifier ses assises battues par les flots, minées pourtant par les infiltrations des invasions barbares. Son âme, comme ses champs, porte et garde pour les fils, les traces des sillons que les pères ont creusés en ces temps lointains. Les germes qu'ils y déposèrent se reconnaissent encore au cours des âges.

*Les Francs
et le baptême
de Clovis.*

Une nation franque enfin, on serait tenté de dire française, depuis que les évêques ont baptisé le conquérant barbare de la Gaule du Nord, et élu Clovis comme un nouveau Constantin pour opposer la masse de son peuple converti aux envahisseurs alamans du Rhin, aux Burgondes, et aux Visigoths ariens, pour absorber, réduire et fixer les Barbares par les Barbares. Ces Germains, Francs, Burgondes, s'étaient insinués dans l'Empire comme fédérés, agriculteurs et soldats, en groupes compacts et constitués, avec leurs rois, leur noblesse, leurs coutumes et leur langue. La poussée des Huns dans l'Europe centrale qu'ils occupaient au v^e siècle, après les Celtes les avait jetés plus nombreux et plus exigeants sur les provinces de l'Empire agonisant dont ils se partageaient les provinces. Sur le domaine gallo-romain que Clovis s'attribua par ses victoires, les Francs, l'empire disparu en Occident, entrèrent du moins dans la cité chrétienne dont ils allaient adopter la langue pour rédiger leurs coutumes, et les croyances. Tout en gardant un goût parfois rude et primitif de la liberté dans laquelle ils avaient vécu sur le Rhin, leurs mœurs et leurs lois barbares, ils se mêlèrent à la société

du clergé, des évêques, à la population gallo-romaine qui allait leur donner droit de cité dans l'histoire.

Désormais tous les éléments constitutifs de la société lentement établie sur le sol gaulois, franc maintenant, sont réunis, fondus dans une communauté durable, avant tout chrétienne, maîtresse de son domaine par la victoire de Tolbiac qui a valu aux monastères et aux Eglises sûreté et profits. « Saint Martin, disait un jour le Franc vainqueur, est un allié qui se fait payer cher. » Mais quel profit aussi Clovis n'a-t-il pas trouvé encore à se faire précéder dans sa marche contre les Visigoths hérétiques de l'arrêt rendu en sa faveur par les reliques de saint Martin, de la lueur céleste qui s'alluma à la cathédrale de Poitiers, de la biche blanche qui le conduisit au gué de la Vienne pour la victoire décisive à Vouillé. Les martyrs et les saints lui ont donné la Gaule du Rhin aux Pyrénées, ou plutôt ils l'ont confiée, sous son commandement, à la garde plus sûre encore d'un peuple armé pour la défense de ses héritages et de sa foi.

Et ce fut désormais comme une mission très haute, déléguée par eux à ces habitants groupés depuis des siècles pour la mise en valeur de ce territoire au climat tempéré, aux richesses variées dont ils avaient pris de bonne heure conscience : rien de moins que la garde d'une civilisation faite d'un triple apport, intellectuel de la Grèce, politique de Rome, religieux de la Judée. Ils y employèrent les ressources de labeur et d'énergie que leurs ancêtres avaient déployées sur ces terres de l'Occident, les seules qui, avec les rivages du Bosphore en Orient, émergeassent au ^{vi}^e siècle dans l'effondrement de l'Empire romain. « Un des plus grands faits, écrivait Ernest Lavisse, de l'histoire universelle dans lequel, par la médiation de l'Eglise, commença de se fixer, pour l'Europe et par la France, rattachée au passé le plus lointain la trame de l'avenir des nations modernes ».

II

LE CHRISTIANISME ET L'EMPIRE DES FRANCS.

La Société dans la Gaule franque. — Défense et progrès de la cité chrétienne. — Charlemagne et l'Empire franc. — Charlemagne, Alcuin et les lettres. — L'Europe chrétienne autour du pape et de l'Empereur. — La ruine de l'unité franque. — La France anarchique du X^e siècle : Barons et laboureurs. — La croisade française au XI^e siècle. — Les Français d'Orient. — L'épopée française. — L'art et la foi ; les Eglises romanes. — L'art ogival de l'Ile-de-France et les cathédrales. — Le culte royal à Reims, et l'éveil de la nation.

*La société
de la
Gaule franque.*

Pendant de longues années, les Français n'eurent guère le goût d'examiner l'histoire des premiers siècles de la royauté franque, après Clovis et avec les épigones mérovingiens. A quoi bon s'arrêter à ce que l'historien de cette époque, Grégoire de Tours, appelait « une bar-

barie déchaînée », à ce Moyen Age que Voltaire et ses contemporains flétrissaient de gothique dans l'ensemble sans épargner l'art de nos Cathédrales et la littérature des Gestes? Le *Génie du Christianisme* en restaura l'étude, Le romantisme, dont Chateaubriand détermina l'élan parmi ses admirateurs, inspira à Augustin Thierry ses *Récits mérovingiens*. Plus tard la renaissance de l'érudition française avec Gaston Paris, Gabriel Monod et Fustel de Coulanges leur fit rechercher, après les Bénédictins du XVIII^e siècle, comment des forces contraires se heurtant, indécises, élaborèrent alors une société nouvelle, qui n'était plus ni romaine, ni germanique seulement, qui, par étapes douloureuses devait imposer ses coutumes à l'Europe et à la France. Ces forces, dans leur diversité, agissaient avec la puissance d'instincts qui répondaient à des besoins matériels et moraux, tantôt de jouissances brutales, tantôt de défense et de sécurité. C'étaient le culte de la famille et du Christ, et surtout la crainte de s'exclure de la cité divine qui dispensait les peines et les récompenses éternelles.

Si on veut juger ces énergies s'exerçant sur les masses à la valeur qu'elles ont pu avoir pour garantir le passé ou ménager l'avenir, il faut moins regarder qu'on ne l'a fait aux formes, aux aventures politiques qui, sur les ruines de l'administration romaine incapable de suffire à ses charges de police et de défense sans fouler ses sujets, se sont succédé dans la Gaule franque durant plusieurs siècles. L'histoire a paru curieuse et vivante certes, elle n'est pas moins triste, sanglante et à la longue fastidieuse de ces rois et reines barbares, mérovingiens ou autres, perdus de vices, de convoitises et de jouissances, cruels et autoritaires comme Clotaire II, Chilpéric et leurs femmes, Brunehaut et Frédégonde, incapables de concevoir et de pratiquer des devoirs d'État, de protection et de gouvernement, et par un juste retour d'être servis autrement qu'en multipliant les complaisances et les largesses ruineuses pour leur pouvoir et leurs fortunes. Il faut voir plutôt, dans ces

monarchies brutales « tempérées par l'assassinat », qui toutes aboutirent à la banqueroute, s'opérer lentement une transformation de la société gallo-romaine, moins du fait des Francs et de leur conquête ou de leurs coutumes que des circonstances.

En ces époques troublées, la nécessité pour les propriétaires, dont les biens étaient uniquement ceux de la terre, de veiller de près à l'exploitation et surtout à la sûreté de leurs domaines précipita l'abandon des centres urbains. Une aristocratie de chefs, un immense peuple de séigneurs gallo-romains, héritière de l'aristocratie gauloise se cantonna dans ces domaines, d'exploitation et de défense, dans ses *villæ*, munies de clôtures et de tours de guet dont le souvenir s'est conservé par les noms de tant de localités françaises, simples villages, qui se terminent en *Villes* ou en *Villers* : Romainville, Tourgeville, Guebviller, etc... Rude, cupide et batailluese, elle groupa de force ou de gré autour d'elle le peuple des serfs, des paysans, des petits propriétaires qui, préférant la protection à la menace, devaient se lier aux puissants, pour s'en préserver, par toutes sortes d'obligations personnelles et foncières. Tout ce menu peuple, l'immense majorité de nos ancêtres, laboureurs, jardiniers et vigneron, poursuivait, à l'abri de coutumes nouvelles, la tâche séculaire qui l'attachait à la terre nourricière, sa fierté, et sa ressource. Il s'annexait plus volontiers encore, pour la poursuivre, aux domaines des Eglises et des monastères, autres groupes chaque jour plus nombreux et plus étendus, dont les noms actuels de nos villages, Moutiers, Vimoutiers, continuent à garder la trace à travers les âges. Cette vie locale d'étroit horizon où, par groupes de personnes et de territoires, seigneurs et paysans, évêques et moines incorporés à la terre, tendent à s'enfermer, était loin d'ailleurs de protéger le travail complètement contre les maux de l'anarchie, les querelles, les révoltes et les pillages des Rois, des grands, qui n'épargnaient pas et convoitaient les biens d'Eglise, dévastaient et brûlaient les

villages de leurs adversaires. Se terrer ainsi était pourtant le remède, devenu par la durée du mal, une habitude foncière.

Les mêmes faits se sont, en effet, répétés, parfois en s'aggravant, dans la décadence de la dynastie carolingienne, et au temps des premiers Capétiens. La ruine et la décomposition de la puissance publique que Rome avait apportée dans la Gaule et qui ne s'y retrouvait plus, précipitèrent jusqu'au ^x^e siècle la formation des clientèles locales pour la sûreté des personnes et des biens. Isolés plus que jamais dans leurs cantons, attendant plus de mal parfois que de bien de la monarchie capricieuse ou impuissante, les sujets, à tous les degrés de cette société laborieuse et souffrante, ont pratiqué la coutume qui leur venait du passé germanique et que commandait leur salut ou leur intérêt, des relations personnelles d'homme à homme.

De ce désordre, avec le temps, un certain ordre naquit par le contrat féodal qui donna à ces relations la forme d'un consentement mutuel et concerté. La féodalité s'était formée au jour le jour dans l'anarchie de l'Etat. Il fallut lui donner des règles et des principes : des serments réciproques de protection et de fidélité, des conditions de propriété, aides et redevances, lièrent entre elles les personnes et les terres, établirent entre les groupes formés dans le royaume aux dépens du roi, au hasard des occasions et du temps, une hiérarchie ordonnée où entrèrent les individus de tous rangs, depuis le roi jusqu'au moindre propriétaire, laïcs et clercs, les collectivités même, abbayes, communes et corporations de métier. Le défaut de droit faisait ainsi renaître un droit ou plutôt une espèce de droit, et même comme un droit public que l'on peut retrouver dans certaines de nos institutions, les États généraux et provinciaux.

Jamais cependant, ainsi que l'a dit Luchaire, régime ne passa plus vite de la légitimité qu'il semblait créer, à l'excès qui le condamna et le rendit odieux aux Français. La petite féodalité, la plus en contact avec le peuple,

fut moins propre à organiser qu'à détruire, moins soucieuse de protéger que d'opprimer, de gouverner que de rançonner, d'exploiter que de piller. Les abus de la puissance seigneuriale, la rupture des contrats de fiefs, déchaînaient des violences sans frein. Les habitudes invétérées d'une race militaire, la haine instinctive du voisin, le choc des intérêts mal équilibrés provoquaient des querelles acharnées entre les féodaux, entre parents et héritiers des luttes perpétuelles. Faute de cette justice et de cette police d'Etat que les Français ne connaissaient plus, par le désaccord entre le droit et les mœurs mauvaises et plus fortes que le droit, l'anarchie féodale demeura pour le peuple de France un temps de servitude, de spoliation, et de misère : il ne l'oubliera de longtemps.

Négligeons la surface de cette sombre époque, pour chercher ce qui, plus profondément ou de plus haut, retint résignés ou même associés encore les hommes en ces temps de désordre ou de violence : un dessein tenace de rester solidement attachés à la communauté chrétienne, malgré les défaillances de ses chefs spirituels, évêques ou abbés avilis par la contagion féodale, l'idée de la défendre comme le rempart de leurs croyances, la sauvegarde de leurs avenir en ce monde et dans l'autre, le désir enfin d'en étendre le domaine pour le salut des Infidèles et le progrès de toute civilisation, religieuse, morale et même intellectuelle. Le Moyen Age, avec ses misères, a eu cette grandeur ; la France en a gardé la fierté.

La défense et les progrès de la cité chrétienne.

Car on vit, dès le ^{vii}^e siècle, un barbare tel que Chilpéric, épris de la civilisation latine, soucieux du dogme chrétien qu'il prétendait enseigner à ses évêques, et de la grammaire dont il prescrivait les règles aux écoles, et déjà, du temps de son père Clotaire, les rois francs, héritiers de Clovis, frayant la voie à la conversion au christianisme des peuples germaniques. Le

spectacle est plus frappant encore, un siècle plus tard, sous le règne de Dagobert. Son énergie avait à peine rétabli l'unité du royaume franc qu'il menait ses armées au combat contre les Slaves, convertissait et fixait des Avars en Bavière, étendait les limites de l'empire chrétien de la Thuringe avec les Saxons jusqu'aux Pyrénées avec les Aquitains. A Constantinople, Héraclius admirait et encourageait ses exploits et le traitait en héritier de Rome.

L'œuvre de Charlemagne se préparait. Son père et son aïeul, Pépin et Charles, ces princes austrasiens en qui s'étaient conservées la vigueur et la richesse de la race, vainqueurs des Sarrasins à Poitiers, protecteurs de Boniface, l'apôtre de la Germanie, donnaient aux Francs du VIII^e siècle l'occasion de réaliser leur rêve de conquête chrétienne. Un de leurs chroniqueurs, en face de l'Islam contenu et de la barbarie défiée par leurs armes, leur a décerné le titre nouveau et significatif d'*Européens*. C'est donc perdre son temps en discussions anachroniques que de discuter la quantité de sang et d'esprit germanique retenue par ces princes du IX^e siècle. Ce n'est pas l'Austrasie, c'est l'Europe qui apparaît dans la mission de civilisation et de foi à laquelle ils consacrent leurs ressources et leurs peuples. Cette mission se révèle avec plus d'éclat encore lorsqu'en 800 à la demande du pape, Charles le Grand a relevé, pour n'en pas laisser l'avantage à l'Orient, l'Empire des Césars en Occident, dressant Aix-la-Chapelle en face de Byzance : la double base de l'arc-en-ciel qui réussit à percer les brumes tendues depuis la chute de Rome sur le vieux continent.

<p><i>Charlemagne et l'Empire franc.</i></p>	<p>Charlemagne est avant tout le chef du peuple chrétien, du <i>populus christianus</i>, en qui se mêlent tous les fidèles des provinces de la cité de Dieu, depuis la Hollande jusqu'à la Dalmatie, rattachés à Rome où le successeur de Grégoire, grand aussi, l'a couronné,</p>
--	--

groupés dans l'obéissance à leurs évêques, le culte de leurs saints et de leurs martyrs. De cette cité, l'Eglise romaine, avec l'aide des milices d'Irlandais avait ranimé la foi et réformé les mœurs. Nourri de lettres latines et en particulier de saint Augustin, « *défenseur* » tel qu'il s'est dit, de la sainte Eglise et son auxiliaire en toutes choses, l'Empereur Charles a, durant 46 années de combats ininterrompus, donné au monde chrétien l'appui de son bras et l'héroïsme de ses preux. Grande époque que celle à laquelle il a présidé, qu'il a déterminée par ses victoires : la Germanie entrant, dans l'histoire, en retard de quatre siècles sur la Gaule, avec l'apport qui ne se peut nier d'une sève toute fraîche, riche d'éléments nouveaux, ses groupements sociaux, ses énergies collectives, son goût des épopées, mais pour s'assimiler à son tour le passé intellectuel et religieux élaboré, par l'humanité civilisée sur les rives méditerranéennes. Elle n'y est pas entrée, cette fois, comme les barbares du iv^e siècle, par groupes séparés et vagabonds, se poussant entre les parois du vieux monde jusqu'à les disjoindre et précipitant leurs ruines, mais par une conversion en masse, sur son propre domaine, où les populations commençaient de se fixer et pour servir à son tour de rempart et d'avant-garde contre les Infidèles de l'Est, depuis Magdebourg jusqu'à Salzbourg. Les Francs, et leurs chefs, cette aristocratie terrienne en qui s'amalgamaient depuis trois siècles, du Rhin aux Pyrénées, les éléments gaulois, romains et germaniques ont pu se faire honneur d'avoir ainsi, pour son avenir, colonisé et civilisé l'Europe.

Charlemagne et les lettres. Grâce à eux, en effet, l'Eglise, jusquelà limitée aux provinces méditerranéennes que les Austrasiens l'aidaient à défendre contre les hérétiques et les pirates, a pris possession du continent pour le civiliser matériellement, intellectuellement. Elle a nourri de sa science les fils de Pépin, Carloman et Charles, son chevalier couronné, lui ensei-

gnant ce qu'elle pouvait lui apprendre de lettres sacrées et profanes, d'histoire, de grammaire et de musique. On a vu par ses conseils l'Etat se charger avec Alcuin des écoles, ces premières et modestes assises du foyer intellectuel qui s'allumait en Gaule, et approuvée par les Papes, la première Université de Paris. Dès lors, le rude croisé, vainqueur des Arabes et des Saxons que Barbe-rousse fit canoniser en 1164, prit figure d'un saint patron des études, longtemps invoqué dans les Ecoles de France. Lorsque cinq siècles plus tard, Charles V, plus instruit assurément, fit traduire en notre langue la « Cité de Dieu », Raoul de Presles, le traducteur, fit à son souverain cet éloge « de n'être plus un roi sans lettres, c'est-à-dire un âne couronné, mais d'ensuivre Monseigneur Saint Charles qui, entre tous les livres qu'il étudiait, se plaisait à lire Monseigneur saint Augustin ». Ce n'était pas le moindre titre que s'était donné l'Empereur à la gratitude de la postérité, d'avoir écouté les leçons d'Alcuin, abbé de Saint-Martin « pour exalter et conserver la sainte Eglise de Dieu parmi le peuple. »

*L'Europe
chrétienne
au IX^e siècle et
son chef.*

De la Société chrétienne d'alors, renouvelée agrandie par l'effort des papes et le sien, Charlemagne a été vraiment le chef conscient et résolu, dont la légende a ennobli les traits, l'Empereur à la grande barbe, à la tenue grave, au ferme courage, aux propos d'une sagesse éprouvée, figure traditionnelle entre toutes, telle qu'on se plaisait à concevoir un monarque justicier faisant la police du monde chrétien, assurant sa défense et le guidant vers ses destinées sur cette terre et au delà. L'idée que tous ces hommes attachés ou venus depuis des siècles sur le domaine de l'empire franc se firent et se transmirent de leur Empereur fut celle qui répondait à leurs besoins, qui résumait le mieux toutes leurs conceptions d'une police humaine et divine, propre à garantir leur fortune et leurs biens, leur avenir en ce monde et dans l'autre. Royauté ou empire, tels que la

tradition s'en pouvait retrouver dans les souvenirs de la monarchie juive, ou chrétienne, de Salomon ou de Constantin, le pouvoir et la figure de Charlemagne incarnent et symbolisent le gouvernement imaginé au ix^e siècle par le peuple ou ses pasteurs, prêtres et moines, qui l'ont transmise aux siècles suivants par l'image et la légende.

Au concile de Tours en 812, l'Eglise, pour être entendue des masses croyantes, a adapté son clergé à la langue romaine rustique. Et lorsqu'à Verdun, les héritiers de Charlemagne résolurent en 843 de partager entre trois son vaste domaine, ce fut, pour en informer leurs proches, nobles ou clercs, en cette même langue que pour la première fois ils leur parlèrent comme s'ils avaient commencé de n'en point pratiquer d'autres. Il n'y avait pourtant point encore, ni conscience, ni langage de ce qui devait être la nation française, mais en germe, tous les éléments essentiels de ce qui la constituera : sol, parler et habitudes distinctes de la France occidentale. Si les gens d'église et de lettres se lamentent au ix^e siècle sur la dislocation de l'Empire carolingien, cette belle unité chrétienne qui retenait par la foi les races étrangères domptées, cette unité, sur laquelle ont prévalu les habitudes locales est demeurée, du moins dans l'image de Charlemagne son créateur, comme une grande tradition des Francs ou des Français, seule capable de protéger leurs frontières et de reculer les bornes de leurs destinées.

Ces destinées, en effet, ce n'est plus seulement le besoin primitif, élémentaire d'affirmer et de soutenir leur existence, c'est un sourd et puissant instinct d'expansion dans le domaine des entreprises et des croyances. C'est le legs, peut-être trop lourd à porter, que les hommes de l'Occident, échappés à la barbarie, ont accepté de Charlemagne et de l'Eglise, sans bénéfice d'inventaire. Comme d'autres rêves auxquels ils se sont par la suite attachés, cet idéal qu'ils poursuivaient de grandeur chrétienne et de civilisation européenne, supposait des

ressources morales et matérielles qui leur ont manqué. La légende fit pleurer le vieil Empereur à la vue de ces barques venues du Nord sur lesquelles les pirates normands s'avancèrent en troupes, et chaque fois plus nombreux, pour tourner la digue qu'il avait opposée à la barbarie. Ses successeurs ont dû, pendant plus d'un siècle, de Charles le Chauve à Charles le Gros, capituler devant les Normands, se résignant au mal qu'ils ne pouvaient empêcher, à la façon des chefs de la cité romaine à son déclin. La force carolingienne épuisée, la cité chrétienne en Occident comme l'Empire de Rome se morcela, et l'on dépensa autant de misères et de sang pour détruire l'édifice impérial de 800 qu'il en avait fallu pour le bâtir. Mais sur ses ruines plane encore, comme une espérance et un gage d'avenir, le souvenir de la grande communauté dont Charlemagne demeura pour tout le Moyen Age le chef vénérable et glorieux.

La ruine de l'unité franque. De l'anarchie du ix^e au xi^e siècle, où se leva l'aube de la dynastie capétienne des ducs de France, l'histoire est longue et obscure. On y enregistre une succession de faits presque toujours analogues, sur des scènes locales, théâtres d'invasions et de rixes perpétuelles : querelles d'ambitions où les épigones carolingiens épuisent leurs dernières ressources, batailles sanglantes entre les fondateurs de grandes dynasties seigneuriales, Bourgogne, Flandre, Anjou, Bretagne, Aquitaine, entre eux et contre les derniers représentants de la race de Charlemagne, incursions dévastatrices des Normands, ou des armées sarrasines qui se terminent par leur établissement sur les côtes de Normandie et de Provence. Les événements politiques, les changements de règne ou de puissance que les annales de cette époque incertaine et trouble ont recueillies, s'efforçant de les éclairer parfois, ne constituent que l'enveloppe, informe souvent et rude, la chrysalide d'un être en formation. La société qui s'y prépare pour apparaître après les terreurs de l'an mille, a pris

lentement et acquis dans la grande angoisse de la naissance, les traits qui doivent la distinguer dans l'avenir, ses parlers d'oc et d'oïl, langues très vives, aussi littéraires que le latin, naïves encore, mais charmantes comme le nom qu'elle se donne « de douce France. »

*La France
anarchique
du X^e siècle.*

Sur cette terre, que désolent les invasions et les guerres des seigneurs, les orages et les famines, autour des villes, au pied des châteaux crénelés, dont les ruines se dressent comme à Baugency, sur tout le domaine français, de la mer aux Alpes, du Rhin aux Pyrénées un peuple est né qui n'est plus ni franc, ni latin, mais français. En apparence ce peuple semblait le moins prêt à former une nation, il n'avait pas conscience de l'être encore, et pourtant déjà s'en était procuré les moyens. Attaché au sol héréditaire pour en vivre et plus encore pour en tirer le profit qui l'aidera à se délivrer peu à peu du servage et à le travailler librement, encouragé à ce travail par l'exemple et la leçon des monastères, la grande puissance sociale et économique de ce temps, il a poursuivi l'œuvre patiente de mise en valeur d'un pays favorisé de la nature qui, chaque jour, a mieux payé son effort par la fécondité et la variété de ses productions. Entre les tempêtes politiques, le calme revenu, le défrichement s'est continué; de nouvelles cultures et des plantations de vergers ont remplacé la forêt. La main-d'œuvre a souvent manqué, en raison des vides que les maux de toute nature, famines, guerres, épidémies faisaient dans les rangs de cette armée du travail agricole. L'immigrant, comme dans les pays neufs d'aujourd'hui, est venu les combler, de façon parfois brutale. Mais un jour, avec Rollon et ses compagnons, il faisait la Normandie. Combien de nos villages et petites villes, bourgs de campagne et faubourgs urbains remontent à cette époque politiquement obscure, autour des points d'eau nécessaires aux groupements humains, sur les collines protectrices, ou dans les vallées retirées des Alpes et de

l'Auvergne dont les châteaux forts gardaient les défilés ! *Neuves villes* ou *Villes neuves* dont le nom complet : *Villeneuve-le-Roi* ou *l'Archevêque* atteste la lointaine formation. Dans ces centres fondés sur leurs domaines, les seigneurs laïques et ecclésiastiques attiraient à eux par des sûretés et des exemptions de charges, paysans, serfs et ouvriers pour repeupler leurs terres ou associer à leur fortune le monde des travailleurs. L'histoire des paysages de France est en même temps l'histoire, qui n'a pas été écrite mais qui s'y lit encore, des âmes volontaires, résignées et clairvoyantes de nos aïeux laboureurs.

Barons et laboureurs. Pauvre peuple, laborieux et confiant dans sa terre, en Dieu et en son Eglise qui a pris souverainement possession des esprits et des cœurs, il n'est peut-être certes qu'un collaborateur souvent inconscient des efforts réalisés en ces temps d'anarchie par le clergé pour faire la police de la paix et rétablir l'union dans la cité chrétienne. Son rôle essentiel, pourtant, est dans les ressources qu'il lui conserve. Libre au poète latin qui ne s'exprime pas en sa langue, Wilfrid Strabo, de chanter encore au ix^e siècle : *Gallia Romanæ soror urbis atque consors*, « la Gaule héritière et associée de la ville de Rome. » C'est affaire aux empereurs germaniques de perpétuer et de reprendre l'œuvre et le nom romains, tâche où ils s'épuiseront, eux et leurs sujets. C'était le moindre souci de ces laboureurs ramassés sur eux-mêmes et sur les terres d'Occident où ils entretenaient la vie. Des trésors de patience et de labeur qu'ils accumulèrent au profit le plus souvent de leurs seigneurs et des prêtres, ils créaient à la façon du riche laboureur de La Fontaine, le fonds commun qui ne manquera pas à la France, la *terra major*, la terre qui se transmettra avec la leçon imprimée en elle par leur effort depuis le plus lointain passé, aussi chère à leurs héritiers qu'elle le fut pour eux-mêmes, au moment où ils se prirent à la baptiser au xi^e siècle, d'un

nom nouveau, en invoquant Clovis, Dagobert et Charlemagne.

Pour comprendre ce lointain passé d'énergies tenaces, résistant aux pires catastrophes, il nous suffit de regarder un passé tout proche encore, legs d'une tradition séculaire, le spectacle offert par notre peuple après le bouleversement de ses régions dévastées, le retour en 1918, rapide et comme fiévreux, au travail des champs dans le pays labouré d'obus, semé de tombes, le réveil des villages ruinés par l'ennemi, tous ranimés en hâte et reconstruits. Combien de fois s'est renouvelé au cours des âges ce miracle de vie laborieuse et d'attachement au sol qui fit au ^{xx}^e siècle encore l'admiration de l'Europe !

Dix siècles plus tôt, ce miracle a été presque de tous les jours. La société politique de l'époque féodale n'était point faite pour ce peuple de serfs, de tenanciers, « hommes libres ou demi-libres », mais plutôt contre lui. Elle appartenait toute aux nobles, à la chevalerie dont les mœurs, à part l'essai qu'a fait l'Eglise de les adapter à l'idéal chrétien, furent à l'ordinaire, la chasse, école de guerre, et la bataille, le goût du jeu, du vin et des jouissances brutales. Et ces barons, dédaigneux de tout ce qui n'était pas noblesse et métier militaire, poussaient à un point inimaginable, et pendant des siècles légèreront à leurs successeurs, le préjugé de caste et le mépris du « vilain ». Le peuple qui laboure et peine n'est là sur leur domaine (*villæ villani*), que pour leur fournir « or, nourriture et vêtements » ainsi qu'aux seigneurs de l'Eglise, souvent plus dociles à l'exemple de leurs voisins laïques qu'aux leçons du christianisme. Par instants l'excès des injustices et de la misère pousse ce peuple aux révoltes et aux jacqueries. Il brûle, assassine, et pille à moins que, pour éviter le rôle d'insurgé ou de victime, comme les bourgeois des villes pourvus de chartes d'affranchissement, il n'obtienne de la menace un adoucissement à ses maux. Mais il sait aussi, s'il le faut, se résigner, accepter de n'être rien dans la cité terrestre,

par la certitude d'être un jour dans la cité de Dieu, au même rang, et même dans une condition supérieure à celle de ces rudes barons ou de ces évêques orgueilleux de leur puissance et de leurs richesses.

La croisade française au XI^e siècle. Il attend et il espère. Il poursuit son labeur et ses rêves, celui surtout qui vient à la fin du XI^e siècle l'arracher à sa glèbe pour l'entraîner à des entreprises de croisade auxquelles dans l'histoire rien ne se peut comparer, rêve français d'abord d'une nation héroïque dont pour toujours l'âme collective gardera l'empreinte, fait de ferveur chrétienne et de désintéressement : « *Gesta Dei per Francos*. Dieu agissant par les bras des Francs ». Et *Franc*, comme l'a noté Luchaire, ne veut plus dire ici l'Occidental, le Latin, mais le Français. C'est un pape français, Urbain II qui l'a conçue, prêchée et dirigée à Clermont en sa terre française. Prieur de ce grand ordre des Bénédictins qui s'était réformé avec saint Bernard pour réformer l'Eglise et l'affranchir du contact de la barbarie féodale, successeur de Grégoire VII, et aussi résolu que lui à faire de la souveraineté du Saint-Siège sur les rois et leurs barons la condition de cette réforme, Urbain II a lancé et fait acclamer le hardi projet d'une guerre générale des populations de l'Occident aux ennemis de la foi, pour leur arracher le tombeau du Christ. Des motifs politiques sans doute ont pu inspirer au grand Bénédictin ce projet : la nécessité d'écarter la menace musulmane qui pesait sur les rivages chrétiens de la Méditerranée, Sicile, Espagne, Provence, l'avantage la repoussant, d'unir autour de la Rome pontificale, en véritable héritière de la Rome impériale, toutes les forces vives de l'Occident, le secret dessein peut-être d'occuper l'humeur indisciplinable des barons féodaux à une œuvre pieuse qui se pratiquait déjà dans les pèlerinages de Terre Sainte. Mais l'enthousiasme que provoqua son appel dépassa de beaucoup ses calculs. Ce ne furent pas seulement les seigneurs, Godefroy de Bouillon,

Robert de Flandre, Bohémond et Tancrède, Etienne de Blois et Raymond de Saint-Gilles, le roi du Midi, seigneurs français du Nord et du Sud qui prirent la croix, conscients d'avoir beaucoup à se faire pardonner, escomptant le double profit de se mettre en règle avec Dieu, d'écarter la menace de l'Islam, et de s'en partager les dépouilles. La folie de la croisade prit des proportions que les politiques ne prévoyaient pas. Les peuples, paysans, ouvriers et bourgeois, épris de liberté, pitoyables aux souffrances des pèlerins de Terre Sainte, s'y précipitèrent. Un nouveau saint Martin leur fit un devoir de se croiser comme autrefois, de se convertir : le moine français d'Amiens, Pierre l'Ermite. Cet ascète amaigri, brun, à la barbe longue, s'en allait, par un rude hiver, vêtu de bure et les pieds nus, prodiguant aux pauvres les trésors de sa charité, aux foules que n'avait pas atteintes la parole du pape, les élans de son éloquence rude et émouvante, par le Berri, l'Auvergne, la Lorraine. Il disait aux peuples qui se pressaient pour l'entendre les souffrances des pèlerins maltraités par les infidèles à Jérusalem ; il les poussait aux pieuses aventures, les appelait aux sacrifices dont il était l'exemple vivant et le conseiller inspiré. « Quelque chose de divin se sentait dans ses moindres mouvements et paroles. »

Les Français d'Orient. Alors, à sa suite et sous la conduite de son lieutenant Gautier Sans Avoir, avec le moine et le chevalier, les hommes de l'Occident s'en allèrent à pied, refaisant par l'Europe centrale le chemin qu'avaient suivi, pour venir de l'Orient à l'Evangile, leurs ancêtres de toutes races, indifférents à la fatigue et à la faim, bousculés et bousculant, semant les routes de leurs cadavres et la terreur sur leur passage. Ce fut comme une grande vague humaine, soulevée en France du fond des consciences populaires, par l'initiative du maître des âmes chrétiennes et l'élan passionné de ces âmes, à l'appel de la Terre Sainte. Se serait-elle ainsi portée d'un bond vers l'Asie d'où était venue au

peuple de France, par la foi au Christ, après la culture grecque et l'ordre romain, toute sa civilisation, s'il ne s'était trouvé prêt, modelé par elle dans ses croyances pour cette tâche qu'attendait son héroïsme? Sans la Cité de Dieu, y aurait-il eu l'épopée française de Dieu?

Paysans et mendiants précédèrent les seigneurs qui prirent leur temps pour s'organiser, grouper, armer et pourvoir les quatre armées réunies à la fin de 1096 sous les murs de Constantinople. Les uns y vinrent par terre, d'autres portées par les navires de Gênes et de Venise dont les armateurs comme les marchands apprécièrent l'aubaine. Chefs et soldats, princes et chevaliers se proposaient certes, comme ils en avaient fait serment, de servir la cause de Dieu, et nombreux furent ceux qui payèrent ce serment de leur vie. Nombreux furent également les nobles qui à cette sainte expédition apportèrent, avec leur zèle religieux et leurs vertus militaires, leurs mauvaises habitudes de querelles, de violences, leur goût d'aventures, de conquêtes et de jouissances brutales. Pourtant, mieux pourvus de ressources et plus résistants que le pauvre peuple, ils réussirent où celui-ci avait échoué. Ils délivrèrent Jérusalem; ils y fondèrent un royaume latin qui dura. La France a retrouvé ses traces en Syrie. Pendant des siècles, elle en garda l'honneur comme d'une faveur divine que lui avait mérité le courage et la foi de ses chevaliers.

S'est-il vu jusque-là, en histoire, rien de plus caractéristique d'une époque, d'un peuple fervent et glorieux, que cette marche soudaine de centaines de mille hommes de l'Occident vers l'Orient, événement riche en enseignements sur le passé et le développement d'une nation dont les énergies et les sentiments se sont révélés alors par des traits qui la désignèrent à l'admiration et à l'envie de l'Europe : hardiesse et résistance de tout un peuple, seigneurs et petites gens, clercs et laïques, ardeur à adopter, pour les réaliser par tous les sacrifices, les idées généreuses, à se dévouer aux idées, et déjà l'accord en un même élan, en un même idéal, de tous les

gens de France, de l'Ouest, de la Flandre et du Midi, enfin ce génie d'adaptation instinctive ou calculée aux circonstances difficiles et aux milieux nouveaux qui se vit en Palestine, en Portugal, en Sicile dans tous les domaines de l'expansion franque et qui s'est revu bien des fois ailleurs, réalisant l'union féconde de l'enthousiasme, du savoir-faire et de la politique ?

*L'épopée
française.*

Si le morcellement féodal, l'anarchie seigneuriale, la division du sol en principautés plus fortes que la royauté des premiers Capétiens n'ont pas fait obstacle à cette expression collective des volontés françaises, ce fut parce que l'appel à la croisade réveilla sur la terre de France tout un monde de traditions et de souvenirs : souvenirs surtout du temps où le pays confondu avec l'Empire franc avait connu une monarchie puissante et glorieuse, capable de protéger, de diriger la chrétienté, pour qu'elle imposât la loi et la police du Christ aux infidèles; traditions de coutumes et de sentiments qui, après avoir satisfait aux besoins d'unité et d'expansion légués par la Gaule et par Rome, s'imprimèrent pour longtemps dans l'esprit des Français. Le temps de Charlemagne leur apparaissait, alors et plus tard, comme une sorte d'âge d'or auquel ils revenaient pour se libérer et se consoler des misères du temps. L'épopée de la chanson de Roland, la poésie des paladins, trêve et riposte héroïque aux caprices cruels des barons, a réconforté les âmes en peine. Si elle ne fut pas d'abord d'inspiration et d'intention populaires, si elle fut inventée et chantée d'abord en l'honneur et pour le plaisir des preux, bientôt elle se répandit, dite et redite au peuple dans sa langue par les jongleurs, sur les routes des pèlerinages consacrés. Elle berça sa misère et son espérance des accents simples et pénétrants de l'appel adressé par le héros du peuple chrétien mourant à son Empereur et à son Dieu, auxquels le peuple voulait, comme Roland, en appeler de sa détresse. Que cette première œuvre connue, et l'une des

plus belles du génie français, n'ait pas été encore une geste nationale, ni une école de patriotisme proprement dit, qu'on hésite à prendre au sens moderne de patrie française les invocations de Roland et d'Olivier à leur douce France, valeureuse et glorieuse, le doute, avant Jeanne d'Arc, s'explique. Ce n'en fut pas moins le poème d'une époque où la France par la foi, par la pensée, et par l'art prit conscience de ses traditions et de ses destinées.

L'art et la foi. Le sol qu'elle avait disputé aux invasions, aux fléaux naturels et humains
Les Eglises romanes. se couvrit de grandes et petites églises, au témoignage de Raoul Glaber, à l'appel des moines et des clercs, humbles chapelles de villages ou superbes monuments dressés sur les collines inspirées où affluaient les pèlerinages, telles que Vézelay ce Parthénon français. Avant la fin du xi^e siècle, l'art roman, en Provence, en Aquitaine, dans la vallée du Rhône, en Auvergne, en Normandie, a fait lever une moisson d'édifices aux masses imposantes, chefs-d'œuvre dignes de la majesté du Dieu qu'ils recevaient en leurs tabernacles, mais Bibles aussi pour les pauvres ignorants de l'Ecriture, commentaires expressifs et symboles de leur foi. Tous les gens de France ont pu s'y recueillir, prier en commun, apprendre et retenir les dogmes de leur croyance, les exemples édifiants des Martyrs et des Saints, la hiérarchie des vertus, la variété des sciences et des arts. C'est par elles, par l'examen de leurs proportions, l'étude de leurs détails qu'à notre tour nous évoquons les façons d'être, de penser et de sentir des hommes dont notre chair et nos âmes sont faites. Entre ces ancêtres et nous, ces temples chrétiens sont comme des médiateurs qui leur promettaient l'avenir, qui nous éclairent le passé.

*L'art ogival
de
l'Ile-de-France
et les
cathédrales.*

La puissance de l'Eglise, dont la voix et la politique les ont entraînés aux croisades, qui ont inspiré et commandé leurs arts et leurs poèmes, grandit au XII^e siècle avec l'aide des rois. L'abbé

Suger, de Saint-Denis, a gouverné le royaume. Les cathédrales gothiques se sont élancées, plus hautes et plus belles, de cette terre d'Ile-de-France où l'art ogival prit naissance, conçu par des maîtres d'œuvres, clercs et moines dans une aspiration vers l'idéal, qui fut comme une croisade de la pierre et des âmes vers le ciel : Saint-Denis et sa basilique chère à Suger, Notre-Dame de Paris, dressée par l'évêque Maurice de Sully et Jehan de Chelles en l'honneur de la Vierge, Laon en l'honneur des docteurs, Chartres consacrée par Jean de Beauce à la science, aux croyances érudites et populaires, et Amiens, et Beauvais, et Senlis ! A ces grands élans d'architecture, les sculpteurs français ont prodigué les richesses d'un art qui s'est créé de lui-même, inspiré de la nature, du milieu local, de la tradition et de la légende, réaliste et spirituel, élégant et pieux. Ce fut une symphonie d'art et de foi comme il ne s'en était point vu depuis la Grèce : églises des campagnes et des bourgs, parées comme des châsses ou sculptées naïvement par des mains et des talents inconnus, cathédrales dont les créateurs souvent ignorés ont trouvé leur récompense dans la fidélité de nombreuses générations à la leçon écrite par eux sur les pierres et les vitraux, monuments d'un style où le génie français par des mains françaises atteignit la perfection, comme dans ses chants héroïques, religieux et amoureux par la voix de ses trouvères et troubadours. De ce génie le rayonnement fut tel que la lumière s'en répandit par toute l'Europe, depuis l'Espagne jusqu'au Rhin et du Rhin jusqu'aux extrémités de l'Allemagne, et de l'Allemagne vers l'Est, le Nord et le Midi jusqu'aux confins de l'Asie. Les Francs ou Français ont pu se rendre témoignage d'avoir dissipé les ténèbres de la barbarie, créé comme les

Grecs, sous la direction de l'Eglise, une civilisation européenne, élargi au profit de l'humanité, le cercle méditerranéen, où aux âges précédents avait été le foyer de la pensée et de l'art. Auprès de leurs cathédrales, expressions majestueuses et comme éternelles de leur idéal, inspiratrices de leurs contemporains, ils ont pris conscience et habitude d'un rôle que l'histoire leur assignait dans les destinées du vieux continent.

Le culte royal à Reims. De ce rôle tenu par leur premier roi, Clovis, la scène principale s'était fixée à Reims dans la cathédrale nationale aux deux mille statues. Peut-être fut-ce ce privilège qui la désigna, longtemps après, aux coups de l'ennemi, s'efforçant d'enlever à la France, dans l'invasion qui lui rappelait les menaces venues du Rhin depuis les origines, l'appui moral de son passé avec « le sourire de ses anges ». N'était-ce pas la basilique de la Vocation des Français, reconstruite par Jean d'Orbais au ^{xiii}^e siècle auprès de la vieille église de Saint-Remi qui convertit le chef des Francs, à la gloire de la Vierge protectrice? Le fronton du portail central, dans son gable, offrait aux fidèles le couronnement de Notre-Dame. Mais au plus haut pignon trônait Clovis entre le Saint et la Sainte, témoins et auteurs de son baptême. Un imposant cortège de rois se groupait, à la base des tours, se déroulait sous les pinacles qui couronnent les contreforts du transept, se peignait sur les verrières.

L'âme du monument, c'était bien la royauté, présentée à son peuple pour lequel on avait édifié cette nef plus grande qu'en aucune église encore. Lorsqu'en cette basilique, les archevêques Adalbéron et Gervais, la crosse de saint Rémi en mains, sacrèrent ces premiers rois encore faibles que furent les héritiers d'Hugues Capet, revendiquant leur droit à consacrer par l'épée et à la primatie des Gaules, le sacrement, délégué par les papes au siège de Reims, aux yeux du peuple impatient de se procurer une royauté qui protégeât l'Eglise, les

bourgeois et les pauvres gens, valait l'investiture de Rome. Dans son poème latin, Adalbéron avait dit à Robert le Pieux que les Rois très chrétiens « sont les premiers des rois, le royaume des Français ayant subjugué du temps de nos pères les autres rois ». Du *temps de nos pères* ; les grands souvenirs de Clovis et de Charlemagne, vainqueurs pour la foi des Alamans et des Saxons, s'évoquaient à Reims. Qu'importait le titre, Roi ou Empereur, si ces rois se montraient dignes de tels souvenirs.

Elu par les féodaux dont il est le suzerain, par Adalbéron l'archevêque de Reims d'abord, en présence bientôt des légats pontificaux, et du consentement du roi régnant, l'Eglise a consacré le Capétien avec sa race à Dieu et à son peuple. Vêtu de la dalmatique du prêtre, elle l'oingt du saint chrême : elle le destine aux guérisons miraculeuses. Devant l'autel, le roi élu et sacré, ceint de la couronne aux fleurs de lis d'or symbole de la France, s'assied sur le trône en législateur, le glaive au poing et reçoit la main de justice pour frapper les violents. En même temps que le prêtre roi, il est le magistrat suprême, capable comme l'Empereur de donner la paix à la terre de France, chargé par l'Eglise à Reims de faire triompher dans le monde une civilisation à laquelle tout son peuple, peuple d'abbés, d'évêques et de grands seigneurs, chevaliers et pèlerins, artistes et poètes, ouvriers, bourgeois et paysans a conscience d'avoir pour des siècles donné l'élan religieux, artistique et chevaleresque. Un écrivain au début du xiv^e siècle, dont la verve pourtant n'a guère épargné ses contemporains de toute classe, c'était, il est vrai, un Champenois, l'auteur des *Contrefais de Renard*, a célébré cette prépondérance, dont tous avaient alors conscience :

Lombardye, Rome avalée
Et France est ore en haut montée
Et de renommée et d'honneur.
France si tant est désirée,
De tous lieux, de toutes contrées

Tous y viennent, tous y habitent.
 Eux venus, tous leur pays quittent.
 Jamais retourner ne voudront
 Par Dieu acquiert France tel grâce
 En lui croyant, et il les aime.

L'éveil de la nation. La France, qui peut à Reims oublier et faire oublier Rome, peut en ce ^{xiii}^e siècle déjà s'appeler ainsi : car elle est prête à être une nation par la langue d'abord, la « parlure », disait Brunetto Latini, « la plus délectable et plus commune à tous les gens », par les mœurs, la littérature et l'art. Une nation, c'est corps et esprit; c'est l'être collectif et conscient qui s'est dégagé de la masse confuse des races primitives pour régler ses destinées, comme l'humanité elle-même s'est dégagée de la foule des créatures qui l'entouraient, au moyen des ressources matérielles, intellectuelles et morales, amassées et longuement accrues par le génie et le labeur des générations : « Avoir fait de grandes choses ensemble, et souffert en les faisant, vouloir en faire encore, posséder en commun un riche legs de souvenirs gravés sur le sol, dans les esprits et dans les cœurs, soutenir cette volonté de faire valoir, défendre et agrandir ces héritages, c'est le principe spirituel auquel, a dit Renan, se reconnaît une nation. » Or, tels étaient, du ^{xii}^e au ^{xiii}^e siècle, les sentiments et les pensées qui groupaient les Français dans leurs croisades, leurs cathédrales, leurs chants, leurs écoles, à l'appel de l'Eglise, autour de l'idée monarchique. A ces principes spirituels on reconnaît en eux une âme collective, forte et consciente de ses traditions, maîtresse du corps indécis et souffrant encore de bien des maux, qu'elle anime, prête déjà pour les destinées d'une nation.

III

LA ROYAUTÉ CAPÉTIENNE ET LA NATION FRANÇAISE.

La dynastie et l'état capétien au XII^e siècle. — Louis VI, Louis VII et Suger. — Le rassembleur de la terre de France, Philippe-Auguste. — L'hérédité et l'administration royale. — La sainteté et la justice royales : Saint Louis. — La France de Philippe le Bel. — La guerre de Cent Ans, la grande pitié de France. — Les révoltes de Paris. — Bourgeois et chevaliers du XIV^e siècle. — Charles V, restaurateur de l'Etat capétien. — L'ébauche d'une nouvelle monarchie : sagesse et politique. — Duguesclin. — La conquête anglaise et le péril français. — Jeanne, la bonne Lorraine. — L'essor monarchique et national. — Après la guerre de Cent Ans. — L'Etat et la nation au XV^e siècle. — Les rêves de grandeur capétienne. — Guerres de Bourgogne, d'Italie et d'Allemagne. — Le péril espagnol au XVI^e siècle. — Querelles religieuses et civiles.

*La dynastie
et l'Etat
capétien
au XII^e siècle.*

Ce fut donc au XII^e siècle, en Ile-de-France, sur cette terre fertile et verdoyante, aux confins des grandes provinces de Champagne, de Bourgogne et de Normandie, à la rencontre des eaux

de la Seine, de la Marne et de l'Oise, que le peuple français eut la révélation des forces qui devaient le civiliser et l'unir dans sa foi à l'Eglise et à la Monarchie, pour se la transmettre de génération en génération. Patiemment, il édifiait alors avec les rois capétiens ses cathédrales dressées vers le ciel en un style dont la supériorité, fille de son génie, devait vaincre le temps et les dédains; avec eux aussi, il construisait l'assise inébranlable d'un domaine et d'un état politiques qui déjà, et profondément, et chaque jour davantage, s'enracinaient au sol national. Il s'en faisait honneur et devoir, à lui-même et aux chefs que l'Eglise lui donnait :

Rois qui de France porte couronnes d'or
 Preudons doit être et vaillant de son cors.
 S'il ne fait ainsi, la France perd son los (honneur)
 Et dit l'histoire, coronez est à tort.

Le trouvère qui, au temps de la Chanson de Roland, chantait ces vers du *Couronnement de Loïs*, redisait, en invoquant le jugement de l'histoire, les motifs de la confiance que les gens de France avait mise dans la dynastie capétienne héritière à leurs yeux de la vaillance et de la mission glorieuse de Charlemagne.

A ces espérances de la nation, Bouvines répondit le 27 juillet 1214 : une très grande victoire où le petit-fils de Hugues Capet, payant plus qu'aucun de sa personne, assisté des clercs et chevaliers, soutenu par les Communes, triompha de l'Empereur allemand et d'une coalition redoutable à son royaume des plus grands féodaux, Angleterre, Flandre et Bourgogne. Tout au long de la route de Lille à Paris que le vainqueur parcourut au retour, les Français sauvés de l'invasion, de la ruine et du partage, paysans, bourgeois, étudiants, au son des hymnes de joie et des cloches acclamèrent leur roi.

Il y a, dans l'histoire de la nation, deux dates analogues, et peut-être avec la Marne une troisième, Bouvines et Valmy, surtout ces deux-là, à six siècles d'intervalle, de même valeur par leurs conséquences, pour

consacrer la Monarchie capétienne, l'autre la République, les deux régimes auxquels la nation s'est successivement confiée, toutes deux également propres à caractériser deux époques, le temps où elle affirma son existence sous le sceptre des Capétiens, et celui, où elle voulut, rejetant ses tuteurs, se charger seule de son salut et de ses destinées.

La tâche qu'entreprit avec succès, depuis le ^{xii}^e siècle, la royauté capétienne et dans laquelle avaient échoué les dynasties précédentes, égarées par leurs conceptions et leurs coutumes de partages familiaux, par la confusion de la puissance publique et du domaine privé des souverains, ce fut la création d'un Etat, modeste d'abord, mais cohérent, instrument durable de sécurité et de puissance qui depuis la ruine de Rome, avait fait défaut à la Gaule. Les Capétiens ont trouvé la France restreinte et morcelée. Appuyés sur les traditions communes et les aspirations identiques des populations que divisait le régime féodal, ils ont aidé la nation à se rassembler autour d'eux, en luttant contre l'anarchie de ce régime qui les dispersait. Par leur activité, ils ont concentré les ressources de leur patrimoine, de l'autorité que leur disputaient les barons, les ducs et les comtes et constitué l'Etat, en dépit de leurs résistances et de leurs prétentions. Ainsi la nation trouva peu à peu sa forme matérielle, indispensable à l'unité morale à laquelle elle aspirait, dans le domaine de cet état capétien, incapable de les distinguer l'un de l'autre, à mesure que prévalait la suprématie du roi et que son royaume s'étendait. Ames et héritages de souverains et de sujets en vinrent à se confondre pour leur intérêt mutuel et par un sentiment d'attachement réciproque dans l'Etat monarchique.

*Louis VI,
Louis VII
et Suger.*

Cette œuvre d'Etat a commencé dès la fin du ^{xi}^e siècle, immense puisqu'elle s'étendit jusqu'au temps de Louis le Grand, avec son ancêtre lointain, Louis le Gros.

Les Français ont gardé un souvenir particulier à ce roi « justicier ». Ils l'ont revu dans un passé très éloigné, mais fécond, toujours guerroyant l'arme au bras, à travers les forêts et les vallées de l'Ile-de-France, impitoyable aux barons et bandits féodaux qui pullulaient aux environs de Paris, s'associant étroitement le clergé et les grands moines de son temps, mais capable aussi de parler aux prêtres, voire au pape, avec une indépendance qui surprend. L'histoire leur fut conservée du jour mémorable où ce roi vaillant et résolu réussit déjà à réunir à Reims une armée de chevaliers et de gens de Communes « aussi nombreuses qu'une nuée de saute relles » pour obliger l'intrus, Empereur d'Allemagne, Henri V à s'en retourner, piteusement, au delà du Rhin. L'action de police et de défense à laquelle Louis VI se dévoua jusqu'à la mort qui le prit en pleine tâche eut sous son règne et celui de son fils Louis VII, l'appui énergique de l'Eglise.

L'honneur en revint, pour une grande part, à leur conseiller, l'abbé Suger. Encore une tradition qui se formait, à l'aube de la monarchie et de la nation, et pour un long avenir, des destinées de l'Etat confiées au ministère des premiers personnages de l'Eglise de France. De la naissance la plus modeste, Suger s'était élevé, quand Louis VII partit pour la croisade, jusqu'à la régence du royaume. N'était-ce pas un signe du degré de civilisation auquel ce royaume, après tant de siècles de barbarie, était parvenu, que ce moine de l'abbaye de Saint-Denis ait dû cette fortune parmi ses pairs et auprès des rois, sa réputation de lettré et d'historien auprès de la postérité, à sa connaissance et à sa pratique des lettres latines ? Le gouvernement de son abbaye où il excella, sachant ménager ses paysans, reprendre et mettre en valeur son domaine, créer des réserves et des trésors et les dépenser pour la gloire et la grandeur de sa cathédrale, l'une des premières et des plus belles de l'art ogival, le prépara au gouvernement de la France, qu'il géra en politique, avisé et méthodique, ferme et conciliant. Alors

que son contemporain, saint Bernard, cette grande figure que l'éloquence de Bossuet a consacrée, prêchait la réforme de Cîteaux et la croisade avec passion, ce fut un singulier contraste que celui de cet abbé dévoué à l'Etat autant qu'à son Eglise, qui fait penser, en cette renaissance de la monarchie, aux prélats des siècles suivants, amis de l'antiquité, de l'art, et maîtres de la politique. Saint-Denis qu'il enrichit et embellit devenait le cœur du Royaume; Suger en parut le cerveau. Et saint Bernard lui-même fixait en ces termes le souvenir que gardèrent de son action et de ses services les Français : « fidèle et prudent dans les choses temporelles, fervent et humble dans les spirituelles, toute sa vie mêlée aux unes et aux autres ».

Grâce à Suger, avec et après Louis VI, l'œuvre d'unité monarchique et de police nationale a pu se réaliser et se poursuivre, durant le XII^e siècle, décisive pour la royauté et pour son peuple dont les intérêts alors s'identifièrent, au point de paraître aux Français désormais inséparables.

Cette œuvre allait au XIII^e siècle se personnifier en deux figures, l'aïeul et le petit-fils, l'un, Philippe comme le père d'Alexandre et Auguste comme un César, baptême d'antiquité gréco-latine que les clercs et le peuple ont salué avec joie, l'autre saint Louis, comme ce Clovis, dont le baptême chrétien leur rappelait la victoire des ancêtres sur la barbarie vaincue à Reims et à Tolbiac, tous deux également, sous des traits bien différents, chefs d'Etat et pasteurs de peuple, dans la cité de Dieu héritière de la cité romaine.

*Le rassembleur
de la terre de
France,
Philippe-
Auguste.*

Le vainqueur de Bouvines fut, ainsi que Charlemagne dont la puissance et la gloire lui faisaient envie, un grand et habile homme de guerre, manœuvrant avec prudence et méthode, payant de sa personne, frappant d'estoc et de taille au premier rang de sa chevalerie et des milices,

trouvant les paroles nécessaires pour être protégé de Dieu et de son Eglise, et suivi de son peuple qu'il entraîna aux victoires décisives. Du petit domaine reçu de ses pères qu'étouffaient les puissantes seigneuries féodales et royales, depuis surtout le malencontreux divorce de Louis VII avec Eléonore d'Aquitaine et la réunion par le mariage de celle-ci avec Henri Plantagenet de tout le Sud-Ouest et l'Ouest de la France avec l'Angleterre, que menaçaient l'Empire germanique, la Bourgogne et les Flandres, le roi de Paris a fait la France par la politique et par les armes, une France trois ou quatre fois plus grande, désormais ouverte largement de la Seine à la Loire, de Rouen à Tours vers la mer et l'Océan. Les poètes de son temps l'ont appelé Philippe le Conquérant. Il a conquis et soumis, chez lui ou hors de chez lui, les petits seigneurs turbulents et pillards, ecclésiastiques ou laïques. Sa suzeraineté vengeresse et tenace s'est imposée aux plus grands, qu'ils fussent rois comme Jean sans Terre d'Angleterre, comtes et ducs puissants comme Ferrand de Flandre, Renaud de Boulogne, Eudes de Bourgogne. L'Eglise l'a, comme son père, puissamment aidé, le pape Innocent III, malgré qu'il lui résistât, les évêques, de simples clercs dont il fit, comme le frère Guérin, son ministre dans la paix et dans la guerre. Et la France aussi qui a commencé à comprendre que, pour être aidée du ciel, elle devait s'aider, elle-même et son roi. Ce ne fut pas seulement pour obtenir des libertés communales que les bourgeois des villes, gens des métiers et des Communes s'armèrent au XIII^e siècle, mais pour repousser l'envahisseur, quand les y conviait l'oriflamme de saint Denis. Sous le double assaut de la papauté et des peuples appelés par elle à la lutte contre l'hérésie, les puissances hostiles aux Capétiens, funestes à l'unité française, en Angleterre, en Aquitaine, en Flandre, en Bretagne chancelèrent et s'écroulèrent. Philippe-Auguste et son fils Louis s'associèrent heureusement pour s'agréger des provinces entières. Il s'en fallut de peu qu'ils ne s'empa-

rassent, sur les Plantagenets, de l'Angleterre. La croisade de Simon de Montfort contre les comtes de Toulouse et les Albigeois qu'ils achevèrent devait leur procurer le Languedoc, outre le Poitou, l'Aquitaine, le Limousin et la Gascogne. La conquête capétienne, aussi dure parfois que la conquête romaine, également favorisée par les querelles, et les ambitions locales, des Flandres aux Pyrénées, de la Seine jusqu'au Rhône, reconstituait l'unité du domaine royal, défendu contre les invasions germaniques, consacré à la religion du Christ. Le bienfait en parut si grand aux Français qu'ils laissèrent, sans la moindre condition s'établir à la mort de Philippe-Auguste l'hérédité monarchique, leur loi durant de longs siècles, qui fait contraste avec la grande Charte imposée alors en Angleterre par les barons à leur souverain.

*L'hérédité
et
l'administration
royales.*

Quelle différence aussi, entre ce souverain, Jean sans Terre, lâche, perfide et cruel, esclave de ses passions et tyran de ses sujets, et son adversaire implacable durant vingt années, ce roi de France, prudent autant que vaillant, politique de premier ordre dans le gouvernement de son royaume. L'administration de Philippe-Auguste a procuré à sa monarchie les trois instruments de règne qui lui faisaient défaut depuis longtemps, et dont les Français apprirent de lui à ne jamais plus se passer : des fonctionnaires dociles et dévoués à l'État qu'il créa, paya et surveilla, les grands baillis ; une politique fiscale dont les monastères et les Eglises, autant que les Juifs et les manants firent les frais, souvent très lourds, mais qui s'accompagnait d'économies utiles à l'État. Les contemporains l'ont dit grand amasseur de trésors : point de gouvernement régulier sans épargne ; des soldats enfin, une armée de chevaliers ordonnés, dévoués et bien payés, appuyée sur des forteresses et des remparts de villes qui surveillaient les bandes féodales et protégeaient fonctionnaires et

bourgeois : en un mot ordre, paix, sûreté, partout du moins où s'exerçait, dans le nord principalement, l'action de cette police d'Etat.

De son règne, ce n'est pas le souvenir seul des services éminents rendus au pays, protégé, agrandi et unifié qui a duré, ce sont les monuments. Paris dut à Philippe-Auguste sa première enceinte : les Parisiens s'en montrent encore les vestiges et évoquent sa mémoire à propos du Louvre. Nul jusque-là n'avait bâti comme lui, fort, durable, hardi, à son image. Son nom demeure étroitement associé à l'élan des cathédrales ogivales auquel ses encouragements et ses largesses contribuèrent non moins que la paix et la prospérité assurées par ses soins aux villes du royaume.

Les Français, par la suite, prenant l'habitude d'incarner en leurs rois leurs efforts collectifs pour renaître à une vie policée, intellectuelle, artistique et vraiment religieuse qui rayonna sur toute l'Europe, ont attribué à Philippe-Auguste des qualités qu'il n'eut pas. Protecteur de l'Université et des lettres, il le fut peut-être, mais n'eut jamais le temps de s'instruire comme l'eut son fils. Roi très chrétien sans doute, même dévot, mais que les scrupules ne gênaient point au regard de ses instincts, amateur de bonne chair, de festins et du reste, incapable de commander aux impulsions de la colère ou des passions, roi croisé, pourvu que la croisade ne le détournât pas des occasions favorables à son royaume et à ses ambitions, ou même lui en fournît. Grande et forte figure, tout compte fait, et vivante avec ses défauts de souverain ambitieux, intelligent et énergique, l'une des plus grandes de la dynastie, la plus grande peut-être, si son petit-fils n'eût pas été Saint Louis.

La sainteté et la justice royales. Celui-là, c'est le saint roi, comme il n'y en a eu qu'un dans le monde, qui fit honneur à son pays et à son temps, n'étant point un saint, ni un roi de légende, mais

l'homme vrai et vivant, vu et dessiné au naturel par Joinville. Le sénéchal de Saint Louis, qui l'a admiré et aimé, sans sacrifier à son modèle sa liberté de peintre charmant et malicieux, nous a laissé de lui en un livre exquis une image qui vaut les meilleures de nos cathédrales dont on la croirait détachée avec son sourire d'ange, son regard de colombe et ses cheveux blonds. Dans ce premier chef-d'œuvre de la prose française, comme dans la Sainte-Chapelle que Louis IX a inspirés, ce souverain a permis à la France et la France lui a permis de réaliser, dès le ^{xiii}^e siècle, les deux expressions les plus parfaites de l'idéal monarchique, religieux et national ; deux pierres parmi les plus précieuses de leur couronne.

Saint Louis. Roi et chef d'Etat, Saint Louis l'a été comme ses prédécesseurs, mais par une autre méthode qu'il employa, ou d'instinct ou selon les leçons de sa mère Blanche de Castille, à concilier les devoirs de sa mission royale avec ceux du chrétien le plus fervent. Joinville a dit ses vertus qui le firent plus fort que tous les talents, plus grand que toutes les victoires, la piété d'un moine, le courage d'un preux, la générosité d'un chevalier, l'abnégation entière et l'ardente charité, la justice sévère, instinctive et clairvoyante. Les siècles n'ont pas effacé un trait de cette figure harmonieuse en ses contrastes de chrétien, humble et miséricordieux, et de soldat intrépide. Il fut juste surtout : la justice étant une vertu publique ainsi que privée, il y trouva la règle de sa conduite, en politique, en religion, en tout. Il l'imposa, comme à lui-même, à ses sujets de toute classe, seigneurs et prêtres, bourgeois et manants, à ses officiers vis-à-vis de son peuple. Il donna la justice à ses adversaires anglais, allemand, rendant à l'un des provinces confisquées par son aïeul, se refusant à profiter de la querelle de l'autre, qui était l'Empereur, avec le pape. Il la légua à son fils, comme le meilleur de son héritage dans ses admirables *Enseignements Louis* où il n'eut

pas comme Louis XIV, cinq cents ans plus tard, à s'accuser d'avoir trop aimé la gloire et la guerre.

Il avait cherché l'une et l'autre, seulement pour délivrer la terre du Christ des Infidèles, et plusieurs fois. Dans cet âge des croisades, Saint Louis a été le type du croisé accompli, réveillant parmi les princes et les peuples l'ardeur pour ces entreprises qui sans lui peut-être se fût éteinte. Il en a pris la direction en Egypte, puis à Tunis, en demeurant la victime dans les prisons musulmanes et finalement dans la mort. Son héroïsme alors fut tel qu'il fixa l'attention de tous les princes d'Europe et provoqua l'admiration même des Infidèles « par sa prééminence en chevalerie », disait le roi Henri III, son contemporain.

Héros chrétien entre tous par son abnégation, son courage, sa pitié pour les misérables alors si nombreux, il a été le souverain que le peuple attendait, qui lui a permis de respirer et d'espérer. Il a fait régner en son royaume la paix avec la loi de Dieu aussi bien que ses aïeux, réprimant avec ses enquêteurs et ses baillis les violences et les abus, ferme sur ses droits, même devant l'Eglise, s'il était assuré que ce fussent des droits. Pour ce siècle où tant de misères, de ruses et de cruautés persistèrent, malgré la restauration de l'Etat voulue et poursuivie, pour son siècle et pour les suivants, Saint Louis a incarné l'idéal de bonté, de justice, de courage et de désintéressement que les Français se promettaient du roi sacré à Reims par l'Eglise, s'imaginant dans leur foi naïve que grâce à lui, le royaume du Christ pourrait être de ce monde. L'Europe qui le prit pour arbitre s'inclina devant lui dans un respect presque religieux. Philippe-Auguste avait fait la France puissante par la conquête et le gouvernement. Saint Louis l'a faite plus puissante par le prestige de la justice et de la sainteté. Grandeur morale certes, puissance très réelle cependant, l'une appuyant l'autre, et toutes deux plus durables que l'autorité des Empereurs prête à sombrer avec l'Empire germanique dans l'anarchie du ^{xiii}^e siècle.

*La France
de
Philippe le Bel.*

Les revers viendront, pour la France aussi, au siècle suivant : les guerres de Philippe le Bel contre les Anglais et en Flandre qui ne furent pas toujours heureuses, la fiscalité de ce prince ambitieux et exigeant, servie par des officiers et des légistes, inspirée des maximes romaines sur la souveraineté de l'État qui permirent le faux monnayage, le procès et la confiscation des Templiers, sa longue querelle avec le Pape et le schisme d'Avignon propres à alarmer les consciences chrétiennes, qu'ébranlait déjà l'esprit d'examen et de doute, ont désigné le royaume de Saint Louis, le premier d'Europe à l'ambition d'Édouard VII d'Angleterre. Les guerres entre rois et barons s'y déchaînèrent alors pour cent années.

En compte cependant sur cet avenir plein de troubles et d'incertitudes, la France au début du ^{xiv}^e siècle prospère, respectée et enviée, n'en avait pas moins retrouvé ou acquis, consciente du bienfait, l'unité territoriale par son propre effort et grâce à la dynastie capétienne, rassembleuse de terres variées : Aquitaine, Poitou, Gascogne, Normandie, Languedoc, Lyonnais et Franche-Comté. Rois, vasseaux et sujets ont alors travaillé et réussi à harmoniser les aspects et les produits, les lois, la langue, la littérature et l'art. Après le ^{xii}^e siècle les villes, après les campagnes se sont agrandies, peuplées d'ouvriers industriels, anciens serfs et étrangers, de bourgeois attirés par les franchises et les affaires, organisés en Communes que la royauté a multipliées protégeant et réglant les corps de métiers, dont la richesse et le négoce ont paru aux grandes foires de provinces, aux marchés des bourgs. La main protectrice du souverain s'étendait, directement ou indirectement, par l'action de ses baillis et sénéchaux sur ces ruches laborieuses, ces villes, ces paroisses et ces champs défendus contre les surprises de l'étranger. Rois, peuple et clergé ont collaboré patiemment à cette œuvre de concentration, de mise en valeur et en sûreté des biens de ce domaine. Une foi commune dans la mission héritée des

ancêtres, nourrie de leurs traditions pieuses, soutenait leur espérance et leur fierté à faire prévaloir sur le monde barbare dans la cité de Dieu, au profit de l'Eglise et de leur propre cité, la civilisation, l'esprit, la morale, l'art et la science transmis de la Grèce, de la Judée et de Rome. Dans un éloge très curieux que Jean de Jandun consacrait à Paris, devenu depuis Philippe-Auguste, à l'ombre de Notre-Dame, déjà une capitale, le centre de cette police et de ce rayonnement, l'écrivain revendiquait « le gouvernement de l'univers par les très illustres et souverains rois de France », en raison non seulement de la force procurée depuis cent cinquante ans à leur royaume, mais du droit conféré aux successeurs de Saint Louis « par leur tendance native au mieux », leur dévouement à l'amélioration matérielle et morale des hommes en général. Tradition bien française déjà que de vouloir dépenser tout de suite au service de l'Europe et du progrès, par un instinct naturel de générosité et de gloire, les réserves à peine formées d'énergie et d'idéal de la race.

La grande pitié française. La catastrophe vint, au ^{xiv}^e siècle, de l'affaissement de cette royauté en qui
La guerre de Cent ans. les Français avaient mis leur sûreté et leur orgueil. Ce fut un accident de grave conséquence que la descendance directe de Saint Louis se soit éteinte, que cette disparition de la branche aînée des Capétiens ait donné lieu à une des plus longues et des plus sanglantes guerres dynastiques. Au service de leurs convoitises et de leurs ambitions, parées de prétextes juridiques, la loi salique ou le droit des femmes, Plantagenets et Valois, princes du sang et féodaux ont, durant cent ans et plus, armé et dévasté les peuples, jeté les mercenaires anglais, « les Goddems » sur la France, livré les campagnes et les villes aux bandes pillardes et sanguinaires, ébranlé jusqu'en ses fondements cette belle unité d'Etat qui se fondait, compromis cet avenir de prospérité et de progrès. Après Bouvines et Taille-

bourg, on eut Crécy et Poitiers, le royaume sans roi, Jean le Bon étant prisonnier des Anglais, et le Dauphin aux mains des Parisiens et d'Etienne Marcel.

*Les révoltes
de Paris.*

Le rôle de Paris, en cette longue époque de crises, de troubles civils et étrangers, a commencé de s'affirmer comme celui d'une puissance disposant de la force, de la richesse et de l'intelligence. De 1355 à 1358, Paris prétendit imposer des lois au royaume ! En 1382 nouvelle « diablerie » des Parisiens contre Charles VI, les Maillotins. De 1411 à 1413, il « faisait de nouveau bien périlleux à Paris » où les bouchers de Caboché, l'écorcheur au chaperon blanc, par leurs émeutes obligeaient la Royauté à promulguer une ordonnance réformatrice. Entre la misère des peuples, des Jacques épuisés par les impôts, ruinés et massacrés par les Anglais, les Compagnies qui faisaient métier de brigandage et le luxe des princes guerroyant et festoyant, la civilisation urbaine a pris en ce siècle, chaque jour plus d'importance, à l'exemple de la Flandre et de l'Italie. Le négoce et l'industrie pourvoyaient au luxe de cette chevalerie dont Froissart a décrit les mœurs, les prouesses et les fêtes, et procuraient aux bourgeois richesse et pouvoir. Leurs remparts, et les bras qu'ils armaient des artisans de métiers à leur service ont été les seuls refuges encore, les seules défenses des pauvres gens qui dans l'excès de leurs maux ont maudit alors la noblesse, les princes, et les serviteurs de la royauté défaillante. Paris n'eut pas encore son hôtel de ville, comme il s'en bâtissait alors à côté des églises gothiques, en Flandre, à Clermont, à Béthune, à Amiens, à Saint-Quentin, à Douai. Son Parloir aux bourgeois, auprès du Grand-Pont, accordé en 1220 par Philippe-Auguste, était cependant déjà remplacé par une maison municipale en place de Grève, la *Halle aux Piliers* d'Etienne Marcel, et ses rues se peuplèrent d'hôtels luxueux qui témoignaient de l'aisance et des ressources de cette bourgeoisie venant

réclamer sa part du gouvernement du royaume, rebelle d'abord, mais plus tard associée à la royauté.

Bourgeois et chevaliers au XIV^e siècle. Ce n'était pas de cette bourgeoisie cependant que les Français devaient recevoir alors un remède efficace aux maux de la guerre et de l'invasion étrangère. On la vit, trop souvent, pour s'emparer du pouvoir et faire opposition à celui de la royauté pactiser avec les ennemis du royaume, y susciter et prolonger l'anarchie qui favorisait la domination étrangère, les dévastations des brigands, des bandes de Navarrais et autres, au détriment du bon peuple, dont Etienne Marcel se proclamait pourtant le défenseur. Pour plus tard, germait dans ses rangs une autre France, plus riche, plus cohérente, de mœurs plus affinées et d'intelligence plus nourrie de savoir et d'expérience que la France des laboureurs, « pauvres hommes des champs, gagnant leur vie du travail de leurs mains », dit le chroniqueur Jean Fillon, misérables dispersés et impuissants si des héros comme Jean d'Allone ou le grand Ferré ne les groupaient parfois pour les défendre contre l'Anglais et les pillards, si la police royale ne les sauvait. En ce temps de souffrances, de désastres publics et privés, l'édifice lentement construit au cours des siècles sur le sol gaulois ne tenait plus que par la solidité de ses assises, le robuste attachement du paysan à la terre des ancêtres foulée par l'étranger, sa foi non moins robuste dans la royauté bienfaisante de Saint Charlemagne et de Saint Louis.

Charles V, le restaurateur de l'Etat capétien. Ce qu'en vingt-six ans de règne, de trêve, peut-on dire, au lendemain des révoltes de Paris, des trahisons navarraises et du désastreux traité de Calais (1360), Charles V accomplit pour libérer et restaurer son royaume, fut la preuve des forces de résistance et de durée que le peuple put fournir à son effort intelligent et tenace. Ni la nature, ni la destinée qui appelait au trône ce jeune

roi de complexion délicate, au corps mal proportionné, maigre, infirme de la main droite, livré à deux reprises, par la défaite et l'exil de son père, à la merci des Anglais, et de leur complice le roi de Navarre, à l'anarchie et aux violences des Parisiens ne lui avaient préparé une tâche facile. On a retrouvé dans son livre d'heures une oraison qu'il adressait à Saint Louis pour obtenir de lui la lumière et l'appui nécessaires. Le préambule d'une de ses ordonnances est une invocation au souvenir de ce « très saint Aïeul, fleur, honneur et miroir non seulement de la race royale, mais de tous les Français ! Sa vie doit être notre enseignement ». Elle le fut en effet pour la conduite de sa vie privée, sa piété exemplaire, sa tendresse touchante à l'égard de la reine Jeanne de Bourbon, pour sa tenue et son travail de roi réglés selon « l'ordre solennel que doit mener le très digne degré de la haute couronne de France ». Ce qu'il ne put imiter de son modèle, ce fut le beau courage de ce preux et dévot chevalier qu'avait été Saint Louis : son infirmité lui interdisait les champs de bataille. Duguesclin, son connétable, qui le servit vingt ans et mourut la même année que lui, l'y remplaça. Sa politique ne ressembla pas non plus à celle du roi dont toute l'Europe avait admiré la justice et le désintéressement ; elle s'imposa plutôt à ses ennemis par l'habileté, l'intrigue. La droiture en ces temps difficiles aurait-elle suffi à sauver même sa personne, à lui rendre son royaume envahi et bouleversé ?

*L'ébauche
d'une nouvelle
monarchie :
sapience
et politique.*

Il était, ce roi, l'homme de son siècle et il avait reçu d'autres leçons que celles qu'il demandait à Saint Louis. Auprès de ses maîtres et de ses contemporains, il avait pris le goût de la sapience, des doctes entretiens qu'il se ménagea toute sa vie avec les hommes les plus savants du temps : Pierre Oresme, Ph. de Mézières, Raoul de Presles ; l'amour des livres qu'il réunissait en sa bibliothèque du Louvre, emportant en voyage, lisant ou se faisant lire

et traduire Aristote, T. Live, avec maître Gervais s'initiant à la science de son temps, et de toutes ces lectures qu'il méditait en ses hôtels et châteaux de Saint Paul, de Vincennes, s'efforçant de se composer un art méthodique de régner à la façon d'un souverain moderne. Pour restaurer sa royauté, il la voulut somptueuse, l'installa richement, parfois sans compter assez, à l'hôtel Saint-Paul, au Louvre, à Vincennes, la pourvut des plus riches joyaux qu'on savait faire à Paris, « la présenta aux étrangers et aux peuples » dans un décor superbe d'art et de luxe. Il lui donna les instruments de puissance qui la firent redoutable aux ennemis du dedans et du dehors, une administration qu'elle ne connaissait plus, une armée monarchique organisée pour la première fois et déjà pourvue d'artillerie, une marine enfin capable, avec l'amiral Jean de Vienne, de rejeter les Anglais dans leur île et de les y menacer.

Duguesclin. Comprendre son temps fut de Charles V, le grand souci, et de l'avoir compris, sa grande force. Avec Duguesclin, ce fils de nobles bretons, élevé parmi les gars auprès desquels il désapprit la chevalerie et apprit la rude franchise, l'endurance, et le sang-froid dont il s'est fait une tactique victorieuse, il a puisé aux sources d'énergie et de loyalisme populaires les réserves suprêmes du pays en détresse. Il a su pardonner aux villes, à Paris même, les ambitions dressées contre son pouvoir, les humiliations infligées à sa jeunesse. Il les a ramenées à l'obéissance, et leur a ensuite concédé des franchises; il n'a point hésité à emprunter à leurs revendications ce qu'elles contenaient de juste et de profitable au royaume dans le choix de ses officiers et la rédaction de ses ordonnances. Moins grand assurément que les fondateurs de la monarchie, il eut le mérite, toujours moins glorieux, d'en être seulement le restaurateur, et d'y avoir réussi à travers l'évolution des mœurs et des idées où se préparait la France moderne, dans un enfantement douloureux et parfois tragique.

Le péril français et la conquête anglaise. La tragédie en effet occupa la scène française pendant les quarante années qui suivirent, de sa mort au traité de Troyes. Une nouvelle défaillance de la race, la folie de Charles VI, l'indignité de la reine Isabeau de Bavière, le luxe effréné, l'avidité, les rapines, et les querelles sanglantes des princes du sang pourvus d'apanages, autant de royaumes dans le royaume, mirent la monarchie à bout de ressources, la dynastie à la merci de l'étranger et, après Azincourt, le pays à feu et à sang, les peuples à la torture. Dans les campagnes dévastées et pillées par l'Anglais, le Bourguignon et l'Armagnac, en ces sombres années l'effort de Charles V se trouva ruiné et l'œuvre des siècles parut une fois de plus à jamais perdue.

Jeanne, la bonne Lorraine. Ce fut du peuple des laboureurs que vint le salut, d'une des plus humbles filles de France, d'une pastoure encore, comme au temps des Huns. Quand le fils de Charles VI, réduit à son pauvre domaine de Bourges, quand ses conseillers et ses lieutenants s'abandonnaient au découragement et aux plaisirs, la vierge de Domrémy, en ses oraisons solitaires, entendait Saint Charlemagne et Saint Louis prier avec elles pour la France envahie, dévastée par l'Anglais. Elle s'en alla, armée de sa seule confiance, chevalière de la nation, à Chinon où le Dauphin semblait oublier les défenseurs d'Orléans. Elle répéta pieusement à ce prince incertain de sa naissance, de ses droits et de sa mission, aux seigneurs, à ses conseillers sceptiques, gens de parti plus que de principes, l'hymne sacré, murmuré à ses oreilles par Saint Michel et Sainte Catherine, de la religion monarchique. Les appels, qu'elle jugeait venus du ciel, venaient aussi de la terre de France, exprimant clairement la volonté d'une nation consciente, au prix de ses longues souffrances, de son unité morale et de ses forces matérielles de résistance. La foi de l'héroïne nationale était en Dieu et ses

saints, dans son prince héritier des grands Capétiens, dans sa patrie.

Entre ce peuple que Jeanne a conduit à la délivrance d'Orléans et au sacre de Reims, et la dynastie de Saint Louis, le compte est désormais égal. Ce que le saint roi avait procuré à la nation, pour achever sa formation en force et en prestige, la sainte fille l'a rendu à son descendant, dépourvu de tout, et doutant de lui-même, pour l'aider à reprendre son royaume, à affirmer et faire triompher son droit.

*L'essor
monarchique
et national.*

Messire François Villon, ce gredin de poète et parfois de grand poète, ce poète des gredins, qui fut du peuple et du plus bas, n'avait aucun titre à canoniser cette sainte, mais d'instinct il avait reçu le moyen de la comprendre. Nul n'a mieux célébré la grandeur de la mission, la portée de la prédication de « Jeannela bonne Lorraine », en ce Paris tumultueux et patriote du xv^e siècle, « honnissant avec lui qui voudrait mal au royaume de France ». Bourguignons et Anglais surtout surent bien ce qu'ils faisaient en condamnant Jeanne au bûcher de Rouen, comme sorcière, hérétique et relapse ! Avec de mauvais prêtres, ils espéraient détacher d'elle le peuple de croyants et de soldats qu'elle avait animé de sa foi, détruire l'effet du sacre de Reims, le résultat le plus décisif de ses victoires. Sorcellerie de cette sainte dont nul piège, nulle embûche, nulle menace morale ne troublèrent, en son long et cruel procès, la caudeur avisée ! Non ! mais magie peut-être que l'éveil soudain, à sa voix, du patriotisme français au xv^e siècle, l'appel triomphant en ce siècle brutal de cette noble fille que la pureté de son âme, la douceur de son cœur, l'admirable netteté de son esprit, la force de son courage, l'élan de sa foi ont placée d'un coup d'aile sur les sommets de l'humanité. Et même magie seulement en apparence : car ce ne fut que l'éclosion de la fleur rare, des germes vivaces ensemencés et plantés au plus profond de l'âme et de

la terre françaises pendant des siècles de labeur, d'accoutumance au sol des ancêtres, de pensées et de croyances à leurs traditions, fécondées par la souffrance. Désormais, on reverra plus d'une fois, à l'heure des grandes crises, des miracles analogues où se lèveront et vaincraient les gens de France mus par ces mêmes ressorts qui se tendirent alors « contre l'Englisquerie », l'union de tous autour de la royauté, l'effort commun acharné et victorieux pour la défense des héritages.

Ce qu'on vit alors aussi, au centre même du drame où se joua la destinée de Jeanne, ce fut la tendance des rois et de leurs conseillers à oublier le concours de la nation que son héroïsme avait provoqué. Tandis qu'en bien des villes, à Orléans surtout, le peuple pleurait sa libératrice, captive des Bourguignons qui la vendirent un demi-million aux Anglais, Charles ne fit pas d'effort pour racheter celle qui lui avait rendu son royaume. Le procès en révision du jugement de Rouen qu'il institua, en 1456, en faveur de la sainte accusée d'hérésie, et peut-être autant pour valider sa propre royauté que pour réhabiliter cette grande mémoire, se fit trop longtemps attendre. Cette indifférence, qui se pouvait taxer d'ingratitude, laissait pressentir le peu d'attention que la dynastie capétienne portait aux forces morales du peuple des campagnes auxquelles elle devait son salut.

Après la guerre de Cent ans. Charles VII n'a pas paru comprendre ce qu'il devait à Jeanne, à tout son peuple. Il laissa cette leçon à ses successeurs. Son fils, le Dauphin qui inquiéta les dernières années de son règne par ses complots, ses révoltes, ses intrigues en Dauphiné et en Bourgogne, devenu Louis XI, ne prit comme lui conseils que de la petite noblesse et des bourgeois, des gens du roi, officiers et légistes qu'ils récompensait en roi, sauf à les dépouiller au moindre soupçon : Jacques Cœur, Jouvenel des Ursins, Guillaume Cousinot, Étienne Chevalier, Pierre de Brézé, le comte de Chabannes, les frères Bureau, Tristan l'Ermite et Jean

Daillon. Secondés par ces serviteurs, intelligents et riches, le père et le fils poursuivirent avec succès par la force, et plus encore par la diplomatie qui les fit comparer aux princes italiens de leur temps, la restauration de leurs puissance politique et territoriale sur leurs voisins ambitieux de Bourgogne et de Bretagne, sur leurs vassaux rebelles dont ils firent justice, parfois terrible. Mais sans l'appel que Jeanne d'Arc avait adressé à la nation et que celle-ci avait entendu, eurent-ils même pu commencer cette œuvre de police souveraine qui ne s'acheva point sans risques fréquents, tels que la Praguerie, la Ligue du Bien Public et la captivité de Péronne?

*L'État
et la nation
au XV^e siècle.* Sans doute les rois ont su alors reforger l'instrument d'État nécessaire à la grandeur du royaume, armée permanente, finances et administration réglées pour permettre à la France de poursuivre ses destinées dans l'Europe moderne. Peut-on vraiment oublier que la première condition de ce dévouement fut, après l'effroyable tourmente de cent années qui avait laissé la forêt et la brousse reconquérir le pays en beaucoup de lieux déserts, toute une rénovation de la vie rurale? Bien que très misérables encore, pauvres « laboureurs de bras » travaillant sans charrue, riches de courage et d'amour pour la terre nourricière, les paysans de France procurèrent au fisc royal, à eux seuls, les ressources d'argent sans lesquels les rois du xv^e siècle n'auraient pu accomplir l'œuvre d'unification de la terre française dont on leur fit honneur. Ce fut cet effort obscur, anonyme qui, comme dans le passé, refit la France, de l'Ile-de-France et de la Normandie reprises aux Anglais, de la Bourgogne, du Dauphiné, de l'Anjou, du Maine et de la Provence. Les rois à qui, depuis Jeanne d'Arc, les Français avaient conscience de consentir ces sacrifices pour le bien commun eurent en revanche le mérite de ne les avoir pas gaspillés comme leurs prédécesseurs ou les ducs de Bourgogne leurs rivaux, en dépenses de luxe, de fêtes, de cours somptueuses et

chevaleresques, de les avoir employés au succès de leur politique et de leurs armes. Encore ont ils peut-être trop travaillé à leurs fins personnelles, dans l'intérêt de leurs domaines, de leur autorité et de leurs ambitions plus qu'avec la constante volonté d'achever vraiment l'œuvre nationale qu'ils ne concevaient pas séparée de leur puissance monarchique. « La France d'alors, écrivait Lavisce, ne fut que dans le roi et par le roi qui la personnifia dans sa chair vivante et dans son sang privilégié, plus puissant que jamais après la guerre, lorsqu'ils eurent fauché la noblesse, mis les Communes en faillite, énérvé toutes forces de résistance ».

*Les rêves
de grandeur
Capétienne.*

Dès 1444, Charles VII, pour limiter la puissance bourguignonne, songeait à pousser la France jusqu'au Rhin, à revendiquer les pays, seigneuries et villes en deçà du grand fleuve, frontière de la Gaule romaine, « usurpés sur les droits de son royaume et couronne de France ». Il envoyait son fils et de Brézé occuper, avec les bandes armées d'Ecorcheurs dont il voulait purger ses États, l'Alsace, la Lorraine. Il méditait de s'installer à Metz, Toul et Verdun. Il en fut empêché par Philippe le Bon, le rejeton de la dynastie capétienne, le chef de l'Etat bourguignon, Etat presque royal, qui se constituait, avec l'opulente Flandre et la féconde Bourgogne, dans la Lotharingie demeurée indécise entre France et Germanie depuis des siècles, le plus fort peut-être, en tout cas le plus brillant et le plus luxueux de tous les Etats du xv^e siècle. A cette puissance Louis XI et Louis XII se heurtèrent en la convoitant, jusqu'à l'heure où Pays-Bas et comté de Bourgogne furent portés par la fille de Charles le Téméraire à la maison d'Autriche, par son petit-fils à l'Espagne pour former la plus grande domination de l'Europe moderne, aussi funeste peut-être à l'Allemagne par l'excès de sa puissance qu'à la France par ses menaces.

Depuis la fin du xv^e siècle, les Capétiens s'engagèrent

par degrés dans cette voie ambitieuse, recherchant les alliances, nouant des mariages, prodiguant les offres d'argent, jusqu'au duel pour l'Empire et pour le commandement de l'Europe entre François I^{er} et Charles-Quint qui remplit l'histoire des siècles suivants. Leurs serviteurs, comme Georges d'Amboise, pour leur propre ambition et la recherche de la tiare romaine, les entretenaient de ces rêves de grandeur. On ne peut nier que la France elle-même occupa peu de place dans la politique extérieure de ces rois qui, certains jours, faillirent abandonner la Bourgogne et laisser échapper la Bretagne. On peut accorder que pour soutenir cette politique, ils achevèrent, au profit de la nation, l'établissement de l'ordre royal par la justice et la loi, très supérieur au régime de querelles et de violence princières ou féodales dont elle avait tant souffert, et qu'elle leur sut gré de la faire vivre en paix, au moins dans ses frontières. C'était pourtant ce peuple résigné qui longtemps encore devait supporter les charges de cette monarchie glorieuse et toujours endettée, subvenir aux fortunes souvent scandaleuses des ministres et gens de finances. Ce fut la rançon toujours fournie par les pauvres gens pour les bienfaits de l'absolutisme.

Mais ce serait un procès bien inutile à faire à la monarchie française d'alors que de critiquer ses excès de pouvoir sur ses sujets, en ces temps réglés sur l'idéal politique de la Renaissance, où sur le principe romain de la souveraineté du prince se constituaient également, en Angleterre, en Espagne et dans les Allemagnes, des États dont la juxtaposition sans hiérarchie, les appétits sans modérateur, les prétentions sans commun juge allaient faire de la guerre la condition quasi normale de l'Europe dans les plaines d'Italie et de Flandre.

Guerres d'Italie et d'Allemagne. Faut-il même s'étonner que l'Italie divisée et riche ait détourné les rois de France, depuis Charles VIII, des frontières de la vieille Gaule et que leurs chevauchées sur cette vieille

terre d'Empire ait réveillé en eux le rêve impérial où s'étaient épuisés les souverains allemands. A leur tour ils risquèrent le bien solide de leurs ancêtres, l'acquis séculaire de la nation qu'ils ne consultaient que pour la forme et ne comprenaient pas. Elle ne semblait pas disposée d'ailleurs à réclamer, mais instruite par le passé, elle demeurait sur ses gardes.

Que les rois et leurs chevaliers, même les plus dignes comme Bayard, oublient, de Milan à Naples au delà des Alpes, vers la Méditerranée, le beau domaine constitué par les ancêtres, menacé du Nord et de l'Est par les reîtres allemands, et les bandes wallonnes, les Français sont là qui veillent, prennent les armes, et « courent, ainsi que dit Rabelais en son prologue du 3^e livre de Pantagruel, aux frontières. Réduit à figurer parmi les gens d'arrière dont on ne fait aucun prix digne d'œuvre, trop imbécile et impotent pour être mis au rang des nôtres à l'offensive, il était hors d'effroi, mais non hors d'émoi, à considérer par tout ce noble royaume de France, un chacun aujourd'hui soy instamment exercer et travailler, part à la fortification de sa patrie et la défendre, part au repoussement des ennemis et les offendre, le tout en police tant belle et ordonnance si mirifique et à profit tant évident pour l'avenir. Car désormais France sera superbement bournée! » Sous la plume de Rabelais, roulant son tonneau de Diogène, aussi bien que dans l'appel de Jeanne cent ans avant, avec des accents d'inspiration et de ton si différents, le mot de patrie désormais se fera toujours entendre ainsi, sur les lèvres françaises, aux heures de crise et dans la défaillance des gouvernements. C'est la voix de la conscience nationale : « Pareux-mêmes les Français seront en repos assuré. » Simples paysans dont Jeanne d'Arc fut la sainte, ou doctes écrivains et penseurs, bourgeois et poètes, la nation tout entière, laissent aux politiques les conquêtes stériles. Désormais s'est constituée la grande réserve, toujours prête à la garde du patrimoine commun, consacré par la foi, la gloire et le travail des ancêtres.

Le péril espagnol En 1549, il ne s'agissait plus comme au XVI^e siècle. en 1429, des Anglais seulement, refoulés en leur île et qui, après avoir pris Boulogne, s'étaient accrochés à Calais qu'ils vont aussitôt perdre. Comme au temps de Bouvines, et même aux siècles les plus lointains de leur histoire, les Français avaient à délivrer leur pays au Nord et à l'Est, à Meaux comme à Amiens, des soldats de Charles-Quint et de Philippe II, poussés d'Espagne où affluaient les lingots d'Amérique qui les soldaient, mercenaires de toutes nations, flamands, allemands, espagnols et italiens. Il leur fallait faire front contre la menace dressée de Bruxelles, de Vienne et de Madrid, par les Habsbourg coureurs de dots et d'héritages, amasseurs de seigneuries et de royaumes, administrateurs vigilants de leurs biens, servis par des hommes d'Etat et de guerre, qu'ils recrutèrent comme leurs armées dans toute l'Europe civilisée par la Renaissance, agrandie de tous les domaines nouvellement rassemblés de l'Amérique jusqu'à l'Extrême-Orient. Le cercle de puissance formé autour des frontières françaises que la résistance de François de Guise et la conquête des Trois Évêchés : Metz, Toul et Verdun « inexpugnable rempart de la Picardie et de la Champagne » brisèrent en partie, se resserra sous l'étreinte de Philippe II. On vit un instant ce roi d'Espagne, dans son dessein audacieux d'hégémonie servi par sa politique catholique, prétendre imposer comme les Plantagenets à la France une fille de sa maison, une dynastie soumise à la loi de l'étranger. Il ne faut pas oublier ce nouveau et grand péril du xvi^e siècle analogue à celui qu'avait écarté la bonne Lorraine au xv^e siècle, pour comprendre qu'il se soit formé une tradition, nationale encore, de lutte à outrance contre la maison espagnole d'Autriche, une volonté tenace d'abaisser à tout prix des Habsbourg, laquelle demeura à travers les siècles suivants la règle des politiques, le vœu unanime de la nation. Elle s'explique trop clairement par le siège de Metz en 1552, le siège d'Amiens en 1597,

la menace sur Corbie en 1636, sur l'Alsace en 1675, par Malplaquet et Denain, par Hondschoote et Valmy, par le danger et la lutte en permanence sur les frontières du Nord et de l'Est, pour la perte ou le salut du domaine français.

*Quereiles
religieuses
et civiles.*

Lorsqu'en la seconde moitié du xvi^e siècle reprirent sur ce domaine encore les guerres civiles, les Français, selon le propos du vénitien Giustiniani, parurent « n'être portés à la violence que contre eux-mêmes et leurs gouvernements. » Les passions religieuses déchaînées par la Réforme et la contre-Réforme, les ambitions des grands seigneurs encouragées d'Allemagne, d'Angleterre ou de Madrid, les Liges, et les révoltes de Paris contre ses rois fomentées par l'étranger, avec qui la défense de leurs croyances parut donner aux citoyens le droit de conspirer, divisèrent la France et la ruinèrent une fois de plus. « Qui eût dormi quarante ans, écrivait Etienne Pasquier, au lendemain des guerres de religion penserait voir non la France, mais le cadavre de la France. » Ces violences ruineuses, cet oubli du devoir envers la patrie ne doivent pas être imputés à tout le peuple égaré par ses chefs et leurs complots. Ce fut le plus souvent le fait d'une noblesse amoureuse de rudes exercices, de chasses et de prouesses, éprise de luxe dont elle gagnait les frais à la pointe de l'épée, besogneuse à mesure qu'elle se ruinait, entraînée aussi par ses passions religieuses, qu'excitaient les prêtres, les moines ou des pasteurs fanatiques. Dans son goût des combats et des violences persistait l'idée ou la coutume très ancienne qu'on pouvait servir tous les maîtres, passer de l'un à l'autre, pourvu qu'on les servît bien, voire héroïquement, faire sa fortune en faisant la leur, en donnant le pouvoir, par groupes fidèles et par clans, aux plus grands d'entre eux, les Guise, et les Châtillon, les Condé, et les Montmorency, les Mayenne et les Joyeuse, français, savoyards et lorrains. Au demeurant, cette

noblesse n'était pas la France qui aspirait à la paix des campagnes par l'ordre royal, à la paix des consciences, à la paix des frontières. Pour les obtenir, la nation allait, dans un nouvel effort de redressement, retrouver des chefs et un roi qui, selon le mot du poète du *Couronnement Loïs* fut « preudens et vaillant de son cors » et « ne fut pas coronez à tort », en 1594, Henri de Navarre.

IV

*LE GRAND SIÈCLE DES BOURBONS,
LE XVII^e SIÈCLE FRANÇAIS.*

Henri de Navarre bataille pour la France. — Le gouvernement du Béarnais par la raison. — La monarchie de la Renaissance française au XVII^e siècle. — L'unité et la patrie françaises. — L'ordre bourgeois et royal. Les lettres et l'Eglise au début du XVII^e siècle. — Les crises des minorités. — Richelieu et Louis XIII. — Mazarin et la Fronde. — Grandeur et misères françaises. — L'achèvement des frontières. — L'hégémonie française. — Colbert et la bourgeoisie administrative. — L'unité monarchique : Versailles.

Le chef de la nouvelle et dernière dynastie capétienne qu'à Chartres, à défaut de Reims, et devant les portes fermées de la capitale rebelle, les évêques de France consacrèrent, le 27 février 1594, avec la sainte ampoule et le saint Chrême et qui le même jour, fils de Saint Louis, toucha six cents scrofuleux atteints d'écrouelles, succédait à une longue lignée de rois à laquelle l'Eglise natio-

nale et la foi monarchique consentaient à le rattacher, oubliant avec lui son éducation et son passé de réformé.

*Henri de
Navarre
bataille pour
la France.*

Cette fortune, en vérité, que lui durent les Bourbons ses petits-fils évoque le vers fameux de Voltaire : « le premier qui fut roi, fut un soldat heureux. » Henri IV ne fut pas pour son peuple depuis si longtemps monarchique le premier de ses rois, mais heureux, il le fut d'avoir vaincu et gagné sa couronne et il le dit quand il interrogeait ainsi son chancelier. « Dois-je croire à votre avis que je sois là où je suis, maître de la France et enfin de Paris ? ». Il fut surtout soldat. Ce Gascon de bonne race qu'on distinguait à sa haute taille, à l'éclat de ses yeux, à l'élan de ses assauts a été un des grands batailleurs de son temps, ayant commencé de combattre à quinze ans. Devenu à seize ans chef de parti, il entraîna en bien des combats, une bande de compagnons ralliés à son panache blanc, de compères de son espèce qu'il tutoyait, animait et gourmandait de propos amicaux, traitait en frères d'armes, et saluait de surnoms familiers, le Borgne (Harambourg), le Faucheur (Batz), la Gode (Souvré), le Bon Garçon (de Batz). A la pointe de l'épée il fit la conquête de son bien sur l'étranger et les rebelles. Singulier roi, qui n'en avait guère l'apparence, avant d'être couronné, au pourpoint troué, aux bottes éculées, dont la bourse eût été ordinairement vide, si Sully n'avait été si ménager de ses deniers et de ceux de son maître qu'il finança souvent, sans lui épargner les reproches. Le peuple n'a jamais perdu le souvenir de ce Béarnais, d'allure si française, le premier de ses gentilshommes, soldat et capitaine. Il lui a pardonné ses faiblesses de vert galant et d'autres travers, lui sachant gré d'abord d'avoir « si bien bataillé pour la France » : le mot est de lui, d'avoir chassé les garnisons espagnoles de Paris et du royaume, vaincu les Lignes, mis à la raison les fanatiques. Autour de

cette figure de brave, intrépide et résolu, armé pour la défense du peuple ruiné par les factions et l'étranger, une légende s'est formée, dans l'imagination attendrie de Sully d'abord, dans la philosophie souvent sentimentale du XVIII^e siècle, pour le présenter comme une façon de souverain démocrate, penché avec sollicitude sur ses paysans, attentif à leur procurer « la bonne poule au pot du dimanche. » Légende familière à la plupart des Français en laquelle Henri IV ne serait pas entré, si son adresse et sa vaillance n'avaient été prêtes à servir la volonté qu'avait alors la France de guérir d'une si longue maladie, presque mortelle, s'il n'y avait eu en elle déjà une volonté bien formée et résolue, un patriotisme éclairé par l'excès de ses maux.

Legouvernement du Béarnais Pour en juger d'ailleurs, il n'est que de rapprocher des plus célèbres faits d'armes d'Henri IV à Ivry ou à Arques ses paroles inscrites dans ses lettres. Ce n'est plus de la légende cela, c'est un régal savoureux et substantiel, parfois déconcertant que de relire ses discours sans apprêt, ses billets griffonnés à la veille des batailles, dans ses heures de loisirs, ou d'épanchement avec ses amis, la reine ou ses maîtresses. On est séduit, comme le furent ses contemporains, par la lucidité, la vivacité de cette intelligence primesautière, l'à-propos, l'accord du geste et du verbe qu'inspirent et règlent comme d'instinct le bon sens ou la plus haute sagesse. De ses paroles, il en est de cyniques sans doute, et trop de galantes. Mais il y en a de si profondes, celle-ci par exemple qui semblait répondre à l'appel de toute la nation : « la France est saoule de batailles et de querelles. Il est temps de travailler ». A elle seule, cette parole ne résumait-elle pas tout le passé de labeur que représentait la constitution de la France, tout l'avenir auquel elle aspirait ? Et cette parole encore, de menace aux empêcheurs de travail, à ces enragés partisans de guerre civile, complices de l'étranger. « Je vois que vous

avez encore de l'Espagnol dans le ventre. Je le bouterai dehors. Il faut m'obéir ».

La victoire a enfin procuré un chef, un vrai chef au royaume, capable de le gouverner comme les Français voulaient être gouvernés, dans l'échange de services et de sacrifices qui constituait leur foi monarchique. Ce soldat est un roi qui, dans une guerre laborieuse, a pris l'habitude de commander de près, directement, et qui, pour imposer ses ordres, entremêle la bonne grâce, la bonne humeur et l'autorité. Pour détruire « le ver qui s'est insinué au cœur du beau fruit qu'il a cueilli », il a tour à tour frappé et négocié. Mais il apparaît plus grand, plus français, plus national encore par l'idée qu'il s'est faite, et que ses sujets ont accueillie, de son pouvoir et de son gouvernement. Cette idée, il l'a exprimée dans le beau langage qu'il a tenu un jour à d'Epernon en souverain conscient et jaloux d'ailleurs de son autorité péniblement conquise : « l'impression que je crains le plus de voir entrer au cœur de mes sujets, c'est que je me gouverne autrement que par raison ».

La raison voulait qu'après quatre-vingts ans de lutte, la France fît la paix avec l'Espagne, ne fût-ce que pour reprendre haleine. Elle dictera et réglera la paix de Ver vins ménagée entre les couronnes catholiques par le pape Clément VIII, dont ce protestant a su regagner les bonnes grâces et qui le mariera dans la riche famille des Médicis. La raison exigeait que les Français, quelles que fussent leurs croyances, se réconciliasent dans la patrie : et ce fut l'édit de Nantes. La raison conseillait encore d'accorder aux nobles engagés et ruinés dans les guerres civiles subsides et pensions, parfois considérables, pour les désarmer surtout. Et Henri d'écrire à son ministre des finances : « Ne vous arrêtez pas à être si ménager. Cela nous coûterait bien plus, s'il fallait les avoir par la force ». Le bon sens, tout simplement, de l'homme qui, longtemps aux prises avec les plus graves difficultés, pèse les réalités et ne s'embarrasse ni de préjugés, ni de partis pris, ni de rancunes surtout,

l'homme aussi le moins entêté qui fût, l'entêtement excluant la sagesse.

Et en revanche quel avocat a trouvé la France en ce souverain, et comme il l'a comprise pour la mieux persuader ! Il n'y a pas de plus belle plaidoirie que celle qu'il fît entendre un jour au Parlement : « Donnez à mes prières ce que vous ne voudriez donner aux menaces. Faites seulement ce que je vous commande, ou plutôt ce dont je vous prie. Vous ne ferez pas seulement pour moi, mais pour vous, pour le bien de la paix, celui de la France meurtrie par la guerre ». Au-dessus de ses sujets, de lui-même, Henri IV a vu, senti et fait voir la France, comme Sully, ce soldat gentilhomme et financier, qu'on eût cru par nature et métier peu porté au sentiment, avait sur les lèvres ces mots : « *pauvre France, la chère patrie* ». Ensemble, roi et ministre, compagnons de lutte et associés, après l'avoir délivrée, se sont employés à la guérir « des maladies d'Etat », passions politiques et religieuses par la raison. Et la France guérie a gardé toujours le souvenir de ce bienfait, de cette leçon de sagesse efficace et presque affectueuse que formulait Henri IV dans une brève missive au duc de Nevers, le 21 novembre 1590 : « Mon cousin, l'affaire du sieur Bertolle m'est fort recommandée et celle de sa partie n'est pas moins considérable. Je ne veux en cela suivre ni mes sentiments, ni ceux des intéressés. Les rois sont établis pour rendre justice, et non pour entrer dans les passions des particuliers. Jugez cette affaire sans préoccupation. Je vous manderai bientôt des nouvelles agréables pour vous aussi bien qu'à tous les bons Français ».

*La monarchie
de la
renaissance
française
au XVII^e siècle.*

La patrie, et les bons Français, qu'il faut veiller et gouverner sans passion selon la raison et par la justice, voilà les fondements sur lesquels Henri IV établit son œuvre de restauration monarchique : une monarchie directement rattachée par son abjuration et le sacre à celle des rois très chrétiens

sans doute, mais une monarchie moderne qu'on pourrait appeler la monarchie de la Renaissance française au xvii^e siècle.

Les propos royaux du Béarnais, évoquent, comme d'eux-mêmes, la phrase de Montaigne : « le parler que j'aime, c'est un parler succulent et nerveux, court et serré ; non tant délicat et peigné comme véhément et brusque, non pédantesque, mais plutôt soldatesque. » Quel accord dans le jugement et le langage entre ces deux Gascons, le roi et le bourgeois lettré, le gentil-homme qui a fait fortune de grand souverain pour commander la paix et l'ordre au nom de la raison, le magistrat philosophe et grand écrivain qui, sous des apparences de scepticisme épicurien, a posé pour tout le siècle en principe la souveraineté de la raison, nécessaire à la recherche de la vérité, égale en tous les hommes, et par la pratique de la sagesse, utiles à leur bonheur. On dirait que la leçon des guerres civiles et une même éducation eussent établi en eux une entente tacite pour réaliser des formes de pensée, d'action et de gouvernement qui répondirent durant deux siècles aux besoins politiques et intellectuels de la société française. Ces formes se sont toutes modelées dans la pratique directe des œuvres antiques inspirées de la raison grecque, des doctrines morales et politiques de Rome.

On a dit que les *Essais* furent le grand réservoir d'où avait coulé en France depuis la fin du xvi^e siècle l'esprit classique. Etienne Pasquier, a d'autre part, noté qu'« Henri IV voulut au maniement de ses affaires d'Etat être cru absolument », obéi mieux que ses prédécesseurs, à la façon du prince romain, tout autant que ces successeurs, même Louis XIV. Dans cette monarchie ainsi ordonnée, fondée par Henri IV sur la raison, acceptée de Montaigne et des bourgeois ses pareils comme la loi la plus favorable à leurs plaisirs d'esprit à leur tranquillité et à leurs goûts, un accord raisonné s'est fait alors entre la nation qui prenait conscience définitive d'elle-même et la royauté qui a assumé sa garde, sa po-

lice, et le soin de sa grandeur. La foi monarchique, qui avait préparé cet accord dans les épreuves des siècles passés était devenue entre les sujets et le souverain comme un lien de famille, un instinct du cœur qui, lui aussi, « avait ses raisons que la raison ne connaît pas ». Elle se fortifiait au début du siècle d'une doctrine formulée cette fois par la raison française à l'école des influences antiques.

*L'unité
et la patrie
françaises.*

Un auteur de l'époque d'Henri II, Charles Fontaine reprochait un jour à Du Bellay d'avoir introduit comme un néologisme, et presque obliquement, le mot de *patrie*, « cette conception italique » dans le langage des vieux Français : « qui a païs, disait-il, n'a que faire de *patrie*. » Du Bellay en vérité n'aurait pas dû être ainsi mis en cause, puisque Jean Chartier avait employé le mot au temps de Jeanne d'Arc. Jean Chartier, cependant, fut un érudit qui devançait audacieusement son époque, en parlant à un roi du xv^e siècle de patrie, de patriotes et de citoyens. L'histoire d'un mot, tel que celui-là, de source antique, mais si bien adapté à définir la terre des ancêtres, non plus matériellement, mais moralement, au moment où il s'est inscrit pour jamais et pour tous dans la langue, éclaire l'histoire d'un peuple. L'unité du pays de France, des âmes françaises, déchirée par les guerres civiles et étrangères, ébranlée par le heurt des croyances et des appétits a fini sous le règne d'Henri IV par se reconstituer, désormais plus résistante, et plus complètement achevée. Elle forme, à partir du xvii^e siècle, une patrie qui s'est confondue sans doute avec la dynastie des Bourbons, empereurs en leur domaine, mais dans laquelle les Français, instruits à prendre exemple sur les cités antiques ont placé leur sûreté et leurs intérêts, leur confiance et leur fierté.

Cela fut surtout vrai de la bourgeoisie, mieux préparée par son éducation, ses emplois, ses mœurs et sa richesse à comprendre et à pratiquer la politique inaugurée par

le premier des rois Bourbons. Les guerres civiles avaient appauvri la noblesse en la détournant du soin de ses domaines qui étaient son unique richesse, en les dévastant. Elle avait perdu, depuis le xv^e siècle, tout pouvoir politique, depuis que soumise au roi et à ses officiers, obligée à leur rendre hommage, elle s'était résignée de gré ou de force à la transformation des fiefs et des seigneuries en concessions royales. Son luxe et celui de la cour avaient enrichi, d'autre part, tous ceux qui l'alimentaient par le commerce, l'industrie : négociants, ouvriers d'art, importateurs et fabricants d'étoffes, de meubles et d'ornements rares et précieux. Au même temps, l'afflux en Europe de l'argent du Nouveau Monde diminuait sa valeur, augmentait le prix de la vie, développait, aux dépens des fortunes foncières, la fortune mobilière tout entière aux mains des bourgeois qui la créaient, et l'employaient à acheter aux nobles leurs terres, aux rois des offices, charges municipales, charges de justice, de finances, ou de gouvernement. S'il y a un troisième ordre dans l'Etat, après la noblesse et le clergé, moins haut en considération et en dignité, le Tiers qui n'est pas toute la nation, mais un ordre qui aspire à la noblesse aussi, cet ordre est de plus en plus l'assise essentielle sur laquelle repose toute l'administration du royaume par son besoin d'hommes instruits, appliqués au travail, pourvus d'expérience et de méthode. Plus tard, à proportion de ses services, de ses richesses, cette bourgeoisie, secrétaires d'Etat, parlementaires, conseillers, receveurs de finances, que la royauté, par besoin d'argent, a mis en possession héréditaire de ses emplois, viendra jusqu'à lui disputer l'autorité au nom de la nation qu'elle ne représentait pas.

*L'ordre
bourgeois
et royal.*

Au début, depuis le xvi^e siècle surtout, elle a procuré à cette royauté le meilleur instrument qu'elle pût trouver pour l'aider, dans sa tâche essentielle, à consolider l'institution monarchique sur le terrain de l'absolutisme.

Elle a fourni d'abord, depuis Michel de l'Hôpital, les cadres de ce parti des politiques, magistrats, avocats dont l'esprit s'était formé à la sagesse, à la vue des tristesses morales de leur époque et par la leçon des lettres anciennes. Elle a permis ensuite à Henri IV de triompher de la bourgeoisie ligueuse de Paris et des provinces. Elle l'a servi fidèlement, comme elle avait appris à servir déjà Henri III, dans les conseils, les missions pour l'exécution de ses ordres, tels Villeroy, Phélypeaux, le président Jeannin. Elle en a été récompensée par des honneurs et des profits durables. Entre elle et le souverain, ce fut désormais une association d'efforts et de puissance, comme une prise de possession en commun de cette monarchie nouvelle où les gens de robe et d'office, magistrats de finance ou de justice, conseillers du roi se sont installés, eux et leurs familles. Au service de la dynastie des rois Bourbons, elle a constitué ses propres dynasties administratives, parlementaires, ministérielles même. La noblesse qu'elle a peu à peu évincée, cantonnée dans des charges lucratives, mais simplement décoratives à la cour et dans les provinces, s'est vengée de cette dépossession par le dédain, a raillé les Bourbons, « ces maîtres de la plume », dira Saint-Simon.

L'ordre du royaume, toujours troublé jusqu'après la Fronde par les querelles des grands et petits seigneurs, qu'elle a restauré et défendu contre eux, a beaucoup servi cette bourgeoisie, habile aussi bien à mettre ses propres affaires, que celles du Roi, en bon ordre, profitable et assuré. Elle a excellé au XVII^e siècle à gouverner selon les mêmes règles la fortune de l'Etat et la sienne que leurs intérêts ne séparent pas. Elle a décidé ainsi les Français à ne rien imaginer d'autre que ce régime favorable à l'absolutisme des rois, et à son autorité. Point besoin ni de constitution écrite, ni de conseils, ni d'assemblées, Etats généraux ou provinciaux, occasions de troubles et de discordes. Il lui a suffi que le prince guidé et servi par elle assurât l'unité du royaume, le consolidât, l'accrût en vue de sa

sécurité, procurant aux sujets la garantie de leurs intérêts privés, la paix des foyers, la paix des consciences et même les loisirs propices à leurs goûts littéraires et artistiques.

Le budget de cette association, toujours insuffisant à subvenir aux dépenses somptuaires et militaires de la royauté, de l'aristocratie qu'elle faisait vivre, et de la bourgeoisie enrichie à son service, a pesé d'un poids très lourd sur le peuple qui seul le supporta durant deux siècles. Ce peuple payait de son travail les frais d'un désordre financier dont Richelieu a pu dire « qu'il faisait partie, non sans utilité, de l'ordre de l'Etat », se dérochant autant qu'il le pouvait aux exigences parfois cruelles du fisc royal et de ses officiers, se révoltant souvent, confiant malgré tout dans le seul pouvoir qu'il connût capable de garantir la paix dans les campagnes et aux frontières, le pouvoir d'un roi justicier et fort.

En somme, cette monarchie moderne était bien celle qui répondait, avec le siècle inauguré par Henri IV, aux vœux de la société française, assagie par les guerres civiles, revenue à son travail des villes et des champs, éclairée de nouvelles lumières sur son passé et son avenir.

<i>Les lettres et l'Eglise au début du XVII^e siècle.</i>	A la même époque, un esprit pratique, sensé, bourgeois, a pris possession de la littérature qui s'est détachée du Moyen Age pour se rattacher à l'antiquité, comme l'art lui en a donné l'exemple. Le goût de l'ordre a ramené les architectes aux ordres grecs et romains, à Vitruve, la poésie, de Ronsard à Malherbe, la prose française de Montaigne à Balzac.
---	--

L'Eglise catholique, difficilement résignée à la division du royaume très chrétien en deux croyances rivales, sous un roi naguère protestant qui l'a rassurée par son entente avec le pape et le rappel des Jésuites, s'est renouvelée par une réforme intellectuelle que dominent les grands noms de Duperron et de François de Sales : elle

y a retrouvé la science et l'éloquence. Dans ce domaine des croyances, la raison aussi s'est imposée. « Elle a, écrivait naguère un des maîtres de l'Eglise française, saisi l'idée chrétienne », lui fournissant de nouvelles forces de conviction et d'expansion qui sont devenues les marques de ce siècle et de cette monarchie, demeurée autant que dans le passé, mais par des arguments adaptés à l'esprit du temps, par des serviteurs illustres, la plus chrétienne des monarchies, un pouvoir salué et respecté des contemporains, comme venant de Dieu. Au principal ministre en qui Henri IV s'est confié, à un protestant tel que Sully, ses héritiers vont donner comme successeurs des cardinaux princes de l'Eglise, pour diriger avec les pères Joseph et de Berulle les affaires intérieures et extérieures du royaume.

Qui l'eût dit, lorsque le roi de Navarre s'emparait de ce royaume, pour le libérer et le restaurer, en pleine guerre civile et étrangère, lorsque le Pape faisait attendre à ce prince relaps l'absolution de son passé hérétique ! Il n'aurait pas suffi qu'il pût se dire, comme il s'en vantait au Parlement de Bordeaux en 1606, « grand roi, bon soldat et grand homme d'Etat », si son œuvre, dont le succès tint sans doute à ses mérites, n'avait été aidée par tout ce que la France comptait de gens d'Eglise et de robe, de jurisconsultes et d'écrivains acquis aux desseins de sa politique, appuyés d'autre part sur les traditions de travail et de foi, les ressources d'esprit et de gouvernement que la nation avait accumulées au service d'elle-même et de la civilisation.

Les crises des minorités. Les deux minorités qui suspendirent après Henri IV, et à la mort de son fils Louis XIII, pendant dix années chacune, l'autorité royale, livrant à nouveau le royaume aux factions, aux entreprises des grands, des princes du sang et même un instant des Parlements prouvèrent abondamment que l'œuvre de restauration et d'organisation monarchique opérée par le fondateur de la dynastie n'était pas seule-

ment le fait d'un homme si grand, si sage, si heureux qu'il eût été. L'œuvre se maintint par la volonté de la nation : au début des troubles qui suivirent l'attentat de Ravallac, le peuple, qui avait maudit l'assassin et pleuré le bon roi, ne songeait pas à « remuer », et pas davantage à la mort de Louis XIII, si la mauvaise administration et les trop longues guerres n'eussent provoqué la Fronde, à Paris et en province. Le roi et la nation demeuraient, malgré ces traverses, si étroitement liés que l'autorité absolue du souverain semblait aux Français la condition de leur repos et de leur bonheur, la garantie la plus sûre de leurs destinées. Et si, à deux reprises, cette autorité vint aux mains d'enfants ou de femmes incapables de la soutenir, la royauté inébranlée trouvait en certains de ses ministres les hommes nécessaires, non seulement pour vaincre les factions, maintenir l'unité morale et matérielle de son Etat, poursuivre la mission de confiance dont les Français la jugeaient digne, mais pour accroître encore sa puissance, et préparer par leurs conseils, selon leur génie et pour leur gloire l'épanouissement d'un grand siècle politique, artistique et chrétien. Après la régence de Marie de Médicis et avec elle, la France eut Richelieu ; après Anne d'Autriche et avec elle, Mazarin.

Richelieu et Louis XIII. Pour apprécier le premier de ces Cardinaux et atteindre le fond de la pensée qui avec l'ambition détermina et dirigea ses desseins, il n'est que de lui donner la parole et de l'entendre dire, « qu'il fait avant tout, lui Cardinal et Prince d'Eglise, profession d'être bon Français » et ajouter avec le même bon sens qui avait inspiré à Henri IV l'édit de Nantes ramené par la Grâce d'Alais en 1629 à ses fins religieuses, mais confirmé loyalement en faveur de la liberté des croyances : « Divisés en foi, nous sommes unis en un prince au service duquel nul catholique n'est si aveuglé d'estimer en matière d'Etat un Espagnol meilleur qu'un Français huguenot. » C'était le langage de la raison, seule

règle pour Richelieu comme pour Henri IV des Etats heureux. Le Cardinal, pour assurer la prospérité du royaume sous l'autorité et à la gloire du souverain, chef de son Conseil et de jour en jour plus puissant, a formulé et pratiqué aussi la raison d'Etat, maximes pernicieuses maudites par Guy Patin, dénoncées par lui à la postérité comme une tyrannie parfois sanglante dont la nation et le roi, soi-disant esclave de son ministre, aurait souffert. Le Cardinal en a donné les motifs dans son Testament Politique, s'excusant de ces rigueurs « parce que les grands, les gouverneurs de provinces, les compagnies de magistrats ou d'officiers, dans le dérèglement de leur fantaisie ou de leur audace, portaient leurs entreprises au delà des termes de la raison ».

Par son habileté à réconcilier Louis XIII et sa mère, après avoir compromis d'abord sa fortune au service de Marie de Médicis, Richelieu s'était rendu agréable, puis indispensable à un maître soupçonneux et triste, conscient de ses devoirs, mais impuissant à en soutenir seul la charge. Il avait pris cette charge, tandis que Louis XIII lui donnait son amitié fidèlement, réclamait de lui une affection qu'il n'avait pas trouvée chez les siens. Tels avaient été les fondements, en général, d'une autorité qui n'eut d'autre objet que de mettre à la raison, et de réduire à l'obéissance les audacieux et les rebelles. Richelieu fut sans cesse obligé de disputer à la fois cette autorité et celle du roi aux intrigues de cour entretenues par la famille royale, à l'indocilité de la noblesse, aux protestants qu'il alla combattre en soldat à la Rochelle, aux corps politiques et judiciaires. Toute désobéissance fut à ses yeux crime d'Etat, méritant les pires châtimens. Sous cette loi, parfois dure, l'unité française que la nation jugeait nécessaire, dont elle se fit comme un dogme, prenait figure définitive. Comment cette nation n'eût-elle pas gardé le souvenir des périls et des misères auxquels, dans les siècles passés et tout récemment encore, l'avaient exposée ses divisions intestines, les discordes de ses princes, le morcellement féodal, l'insolence et l'avi-

dité des seigneurs, les haines de province à province, de ville à ville, les guerres civiles enfin propices aux entreprises de ses voisins. Elle sut gré à qui lui apportait le remède, parfois violent, à ses maladies d'Etat, lui prêchait l'union au nom de la raison et du roi, la lui imposait au besoin.

L'œuvre restait inachevée à la mort de Richelieu, et encore fragile, surtout quand survint une nouvelle minorité par la mort presque simultanée de Louis XIII. Si, dans l'ensemble, les Français en avaient senti le bienfait, nombreux étaient encore les individus, ou les ordres, comme on disait : « les Compagnies », qui estimaient le remède pire que le mal, nuisibles à leurs intérêts ou à leurs droits. Richelieu n'avait jamais pensé à faire table rase des pouvoirs locaux qui, au cours des siècles, s'étaient constitués sur le domaine français, parlements et cours de justice, Etats et gouvernements des provinces et des villes, bureaux de finances, ni à les remplacer par une administration totalement nouvelle. Cela n'était ni dans les habitudes de la royauté et de ses serviteurs, ni d'accord avec les desseins du Cardinal, peu enclin à s'occuper d'administration à l'intérieur. Il veilla seulement aux usurpations que ces pouvoirs locaux avaient entrepris sur l'autorité royale ; il surveilla et réduisit leurs dérèglements, comme il disait, par des fonctionnaires plus dépendants du roi, pourvus par lui non de charges vénales et héréditaires, mais de commissions révocables, d'intendants envoyés dans les cadres des généralités financières. Ces fonctionnaires, par la suite, devaient disposer, dans un accord étroit avec le pouvoir central, de tout le royaume. Au temps de Richelieu, ils s'installaient seulement, pour devenir les instruments essentiels de la centralisation et de l'absolutisme monarchiques. Leur installation n'était pas assez solide encore quand il mourut, pour qu'elle ne provoquât point avec la Fronde une révolte générale périlleuse pour la Royauté, des intérêts qu'elle lésait ou menaçait.

Mazarin. L'autre Cardinal que Richelieu avait laissé et désigné pour successeur à la veuve de Louis XIII, à défaut du père Joseph, Mazarin, un Italien passé du service de la Papauté à celui de la France qui lui avait procuré le chapeau, ne lui ressemblait guère. Il était aussi peu que possible d'Eglise, et préférait aux occasions de se montrer résolu et hardi les retraites et les habiletés savantes. Il servit l'Etat et la royauté dans une crise dont Louis XIV toute sa vie garda rancune aux parlements, aux Parisiens, à son cousin Condé, par d'autres moyens que son prédécesseur, mais tout aussi fidèlement. Ce Français d'adoption avait un sens très aigu et très juste de ce qu'exigeait la France en révolte non contre son roi, mais contre un premier ministre étranger, non contre la monarchie en général, mais contre la monarchie des intendants. Il sut s'éloigner d'elle assez pour qu'elle lui revînt, se fiant au temps « qui fut avec lui galant homme » et le ramena en peu d'années plus puissant que « Dieu le Père » à Paris. Il escompta surtout le bon sens et le patriotisme des bourgeois, de la nation consciente du danger intérieur, effrayée et vite lasse de l'anarchie et de ses misères, pour faire justice des intrigants, des intrigantes, complices et alliés de l'Espagne et y réussir avec ses commissaires et ses intendants désormais nécessaires à l'ordre royal. Il fit preuve ainsi d'adresse, mais la nation aussi de sagesse. Autrement, la royauté se serait-elle retrouvée à l'avènement de Louis XIV, en plus grande confiance avec ses sujets qu'elle n'avait été depuis la mort d'Henri IV, disposant d'eux souverainement, comme si peuple et monarque, d'un mutuel consentement, sans autre loi que l'intérêt commun, ne faisaient plus qu'une âme et un corps? Après la Fronde comme après les guerres civiles du xvi^e siècle, ce fut l'œuvre « des bons Français » et même pourrait-on dire des grands Français du xvii^e siècle.

Ces vingt années de troubles n'ont-elles pas été, en effet, l'époque où par des œuvres littéraires aussi variées et aussi durables que celles de l'antiquité, le génie de la

nation s'est affirmé dans la plénitude déjà de sa foi au christianisme, à la monarchie, à la raison et au goût classique. Corneille et Descartes : le *Cid* et le *Discours de la Méthode* à la même date; *Polyeucte* et le *Traité des Passions* presque contemporains aussi (1643-1651). Pascal et Bossuet, la conversion de l'un et sa défense du jansénisme dans les *Provinciales* (1655), l'ardeur de l'autre à convertir et à convaincre des vérités de la foi dans son apostolat de Metz de 1652 à 1658; Molière et La Fontaine, ces maîtres de la Comédie humaine qui ont excellé à peindre et égayer les Français de leur temps dans un français de tous les temps. Ce n'est pas diminuer leur grandeur, ni le mérite des encouragements donnés par Louis XIV à leur génie que de les rattacher à cette bourgeoisie du milieu du xvii^e siècle, où leur génie a pris racine, plus provinciale encore que parisienne, d'Auvergne, de Champagne, de Bourgogne, de Touraine, animée d'un amour passionné de la France, de l'ordre, des lettres anciennes, gardienne, à l'heure où s'est achevée l'unité du royaume, de son unité morale et intellectuelle et avec l'Académie de sa langue et des chefs-d'œuvre qui l'ont illustrée.

<p><i>Grandeur et misère françaises.</i></p>	<p>A cette gloire, sans doute, il y eut des ombres, la misère populaire, l'épuisement du royaume par la guerre civile et étrangère, les abus de la finance que les pauvres gens payaient de leur détresse, la richesse et le luxe de Mazarin et de Fouquet. Mais faut-il oublier l'apostolat de saint Vincent de Paul, M. Vincent, parmi cette bourgeoisie où il recruta ses Filles de la Charité, fidèles encore aujourd'hui, jusqu'en leur costume de bourgeoises du xvii^e siècle, à la mission reçue du fondateur, il y a bientôt trois cents ans. Comme toujours, c'était de l'un de ses enfants, le plus humble, le plus près de la terre, du pâtre miraculeusement instruit à pouvoir enseigner la charité que « la France toute désolée, disait la mère Angélique, reçut le secours nécessaire à ses provinces qui touchaient</p>
--	---

à l'extrémité ». Le bon et grand prêtre qui avait été conduit par sa familiarité auprès des Gondi à connaître et à soulager les misères des galériens, se fit le chef providentiel du mouvement auquel s'étaient portés, en faveur des misérables, des bourgeois pieux et charitables, magistrats de Rouen, tels que Charles de Bernières, Gué de Bagnols, avocats comme ces Messieurs les jansénistes de Port-Royal. La presse, au moment où elle se créait avec Th. Renaudot, eut l'honneur, pour ses débuts auprès de l'opinion française, de servir l'appel lancé à la charité par ces bourgeois dans leurs *Relations* dont M. Vincent prit en 1650 la direction.

La France retrouvait en lui un saint aussi persuasif et actif qu'Urbain II et saint Bernard pour cette nouvelle croisade que la foi animait. L'armée recrutée par ce héros de la charité de femmes et d'hommes ne devait jamais cesser de lutter, pour arracher à leurs misères les petits enfants abandonnés, les malades et les incurables, victimes du sort, de la législation ou de la méchanceté humaines. Il fallait que les maux dont le peuple souffrait alors fussent bien grands et bien enracinés pour que cette croisade menée par saint Vincent de Paul jusqu'à son extrême vieillesse de plus de quatre-vingt ans, n'ait pas procuré la délivrance « au pauvre peuple des champs », comme il disait. Le conte populaire du Bonhomme Misère, qui paraît dater de cette époque de souffrances décrites dans les tableaux des frères Lenain, a en effet conclu, avec une tristesse résignée : « Misère restera sur la terre ». De ces malheureux le plus grand nombre, La Fontaine a fait la peinture achevée en trois vers, tout un tableau auquel nul trait ne manquait :

Point de pain quelquefois et jamais de repos,
Sa femme, ses enfants, les soldats, les impôts,
Le créancier, et la corvée.

Mais, comme le Bûcheron, les Français ont voulu vivre, de cette volonté, plus que millénaire, supérieure à toutes les crises, aux souffrances du passé et du pré-

sent, pour que la France pût vivre et accomplir dans toute son ampleur sa tâche de puissance civilisatrice dont Bismarck, au siècle suivant, la déclarait digne dans le monde latin autant qu'en dehors de l'Europe, et devant laquelle l'Europe, au temps de Louis XIV, allait s'incliner.

L'achèvement des frontières. Tel fut en effet le grand résultat de ses victoires sur l'Espagne et la maison d'Autriche. Les deux Cardinaux ministres, à qui ses destinées avaient été confiées, faisant appel à tous les Français sans distinction de naissance, de croyances ou de conditions, achevèrent cette lutte contre l'Espagne qu'Henri IV avait dû suspendre pour donner au royaume le temps de refaire ses forces et d'assurer ses frontières. C'est à ce dessein que Richelieu a consacré la meilleure part de son activité et de son génie, écartant dès 1630 « toute pensée d'épargne et de règlement du dedans du royaume », sacrifiant tout à la pensée essentielle à ses yeux qui lui valut la confiance de Louis XIII, de lui « procurer au dehors sûreté et grandeur ». Il réussit ainsi, au cours de cette lutte, à se faire donner par les Allemands, cette frontière du Rhin, l'Alsace nécessaire à la protection du royaume selon la devise inscrite plus tard sur une médaille qui soulignait la vraie portée de cette acquisition : « *Gallia Germanis clausa* », la Gaule interdite aux Germains, la devise de Tolbiac. C'est de Bouvines d'autre part et de Corbie que Mazarin, ayant enregistré au traité de Westphalie la cession de l'Alsace, se souvenait quand, après la Fronde, il occupait par le traité des Pyrénées, l'Artois et une partie de la Flandre Française. Il a donné de cette conquête procurée à la France par le grand protestant que fut Turenne, un motif non de grandeur seulement, mais de raison : « Il faut que cette acquisition forme à la ville de Paris un rempart inexpugnable ; ce serait alors que l'on pourrait l'appeler le cœur du royaume, se trouvant placé à l'endroit le plus sûr où l'on n'atteindrait plus aussi aisément ». A la cité

frondeuse qui l'avait combattu et exilé, Mazarin, justifiant sa politique qui la mettait à l'abri des périls, venus du Nord et de l'Est, donnait l'assurance, la garantie matérielle et morale de sa fonction essentielle à la vie nationale définitivement constituée.

Et pour la France tout entière, par surcroît, la gloire couronnait ce grand effort d'unification et de conquête qui s'achèvera à Lille, à Strasbourg, en Franche-Comté et en Lorraine, et qui faisait déjà dire à Louis XIV, moins enclin au pardon que son ministre, mais héritier heureux de ce labeur national dirigé par de grands serviteurs : « la France serait la maîtresse du monde, si les divisions de ses enfants ne l'avaient trop souvent exposée aux fureurs jalouses de ses ennemis. » Quel besoin la France avait-elle d'être la maîtresse du monde ? Un siècle plus tard, Vergennes dira mieux à Louis XVI : « La France a en elle-même tout ce qui constitue la puissance réelle, un sol fertile, des denrées précieuses dont les autres nations ne peuvent se passer, des sujets zélés et soumis, passionnés pour leur maître et leur patrie. Constituée comme elle est, elle doit craindre les agrandissements plutôt que les ambitionner ». Il est vrai qu'au temps de Louis XIV cette constitution n'était pas encore toute achevée. Mais il est vrai aussi que les revers d'une politique trop ambitieuse qui se termina par des désastres avaient depuis enseigné au conseiller du roi de France la leçon que Montesquieu en tirait dans l'*Esprit des Lois* : « Pour être sages, il faut que les rois, en voulant faire cesser les inconvénients de la petitesse, aient toujours l'œil sur les inconvénients de la grandeur. »

L'hégémonie française. La démesurée passion de Louis XIV pour la gloire, « cette gloire des conquêtes et de la prééminence de la monarchie imposée de gré ou de force à l'Europe, monarchie du Grand Roi en 1678, du Roi-Soleil dès 1665, ruineuse pour l'Etat et pour le peuple devait compromettre le résultat de tant de soins persévérants, utiles à la nation

comme à la royauté. Sur la fin de sa vie, le souverain s'excusa d'avoir trop aimé la guerre. A ses débuts il s'était enivré de sa puissance, dans le triomphe de ses armées, l'éclat de sa jeune cour, la soumission absolue de ses peuples, le respect de l'Europe, dans la joie de régner et les plaisirs. Il sera toujours malaisé de savoir dans quelle mesure les compliments, les flatteries prodigués à son orgueil par les serviteurs, les courtisans et les écrivains les plus illustres ont développé en lui et accentué son goût de la grandeur, dans quelle mesure aussi il a par sa conduite et ses ordres, par l'organisation voulue à Versailles comme dans le séjour d'un Dieu, d'une sorte de culte monarchique, habitué les Français à le servir aveuglément, à l'adorer, et, ce qui fut plus grave, à s'adorer en lui, à incarner en sa personne les prétentions dont ils devaient se nourrir si longtemps pour prétendre à l'admiration et à la docilité de l'Europe.

Ce qui ne se peut nier, c'est que ce ton, ces manières de supériorité qui prévalurent, avec Louis XIV, en France, l'abus qui se pratiqua de la force française jusqu'à l'épuiser pour les soutenir, étaient en contradiction la plus flagrante avec ce gouvernement de raison, d'ordre, de mesure qui avait paru dans les débuts du ^{xvii}^e siècle le dernier mot de la sagesse politique, le fondement solide de l'avenir de la nation restaurée par la monarchie des Bourbons. Comment ces pratiques qui devaient exposer Louis XIV, dès le début et pour toute la suite de son règne, aux coalitions européennes, à la détresse de ses finances, à la ruine de ses peuples, ont-elles pu se concilier dans son esprit avec le précepte qu'il s'est donné à lui-même si souvent « de garder le milieu, de laisser comme avait fait son aïeul agir le bon sens ? » Comment ont-elles prévalu sur son propre bon sens, la mesure et la lucidité de son jugement, guidé et fortifié par les conseils de Colbert. et les avertissements de Bossuet ? il y a là un problème analogue à celui que posaient les écarts de sa conduite privée ou les compromis de sa vie religieuse, que les grands moralistes de ce siècle, analystes

incomparables de l'âme humaine, de ses contradictions, détours et faiblesses, auraient bien dû et n'ont pas osé peut-être éclairer. Il eût en tout cas mieux valu pour la nation, si peu associée par ailleurs aux desseins et au gouvernement du maître, qu'elle n'eût pas reçu et accepté de lui ces leçons de politique orgueilleuse qui l'égarèrent durant les siècles suivants.

Les Français d'alors ne se sont pas laissés séduire seulement par l'éclat des victoires et le prestige du souverain qui les flattait. La monarchie de Louis XIV, servie par des hommes de travail, Colbert, Louvois, Le Tellier et de Lionne qu'il a choisis en petit nombre, et de qualité à ne point l'offusquer, a paru réaliser alors l'idéal qu'ils se faisaient et se transmirent d'un gouvernement Providence, presque d'institution divine établi pour leur sûreté et leur bonheur dans l'ordre et la règle. Le roi désormais régna et gouverna, comme il le voulait et parce qu'il l'avait voulu. Il reprit pour la royauté la succession des grands Cardinaux premiers ministres et prescrivit à ses successeurs de lui conserver auprès de ses sujets et de l'Europe tout l'éclat et toute l'autorité d'un pouvoir exercé par le souverain lui-même. A soutenir le poids de ce gouvernement personnel qu'il accrut par le progrès de ses armes et de son autorité royale, il s'appliqua avec zèle, avec délices, assidu à ses Conseils, attentif aux rapports de ses ministres, assumant avec eux la responsabilité de ses décisions. Il parut ainsi, par le travail, la régularité et le soin du détail, le roi selon le cœur de cette bourgeoisie du xvii^e siècle qui avait préparé son règne, où elle triompha au grand dépit de la noblesse réduite aux fonctions de cour et de guerre, aux dépens des peuples réduits par l'exaction fiscale, l'excès des tailles et des gabelles à s'enrôler pour vivre dans les armées. Il fut pour elle et par elle le souverain administrateur, porté par son génie qui n'avait rien d'étendu ni de profond et son éducation toute pratique à réaliser par le labeur quotidien plus que par la réflexion un plan de gouvernement adapté aux circonstances et

aux besoins du royaume, à y chercher le succès de son règne et le bien de ses sujets, maître absolu d'ailleurs de son secret et de ses grâces.

*Colbert
et la
bourgeoisie
administrative.* Si appliqué que fut ce roi aux obligations de sa charge, si vigoureux que la nature l'eût fait, aidé de sa volonté de travail et de grandeur, il dut, pour donner du temps encore à la représentation, aux fêtes et aux plaisirs, prendre d'illustres collaborateurs, dont le premier mérite à ses yeux fut la puissance et la méthode de travail. La bourgeoisie de négoce ou d'office les lui fournit dans la personne des Colbert, des Le Tellier, des de Lionne, et de tous les grands commis qu'ils employèrent à leur tour pour organiser au gré du maître une bureaucratie informée, vigilante et active. Elle s'installa dans tous les Conseils et particulièrement dans le Conseil du Ministère, réduit systématiquement à trois ou quatre ministres, les plus grands, qui tint lieu au souverain de principal ministre. Pour tout apprendre au maître de ce qu'il devait connaître, pour faire exécuter ce qu'il avait décidé, la centralisation administrative s'imposait. Le chef, en apparence et pour le principe auquel il tenait par devoir et par dignité, demeurerait le roi même, le roi seul. Pendant plus de vingt ans cependant, à ses côtés et dans son ombre, pour tout ce qui n'était pas relations extérieures et armées, le grand moteur de la machine montée pour des siècles au contrôle général des Finances fut Colbert. Il n'était peut-être qu'un commis révocable, mais qui ne fut jamais révoqué, et fit de ses fils, frères et neveux des ministres, des archevêques et de ses filles, des duchesses. De son œuvre, à laquelle par plaisir d'abord et pour servir le roi et le royaume en bon Français, il donna tout de son temps et de son intelligence, l'assise essentielle fut le pouvoir des intendants que la France avait maudits sans les détruire. Leur institution définitive, réglée à partir de 1666, transforma la monarchie jusqu'à la fin de

l'Ancien Régime. Le centre en fut relié aux provinces et aux villes comme il ne l'avait jamais été par un petit nombre de fonctionnaires chaque jour plus puissants, résidant longtemps dans leurs généralités, formant un corps homogène et hiérarchisé dont la tête était celle de Colbert, l'une des têtes les mieux organisées du royaume.

Il fallait qu'elle le fût pour suffire à la tâche, que, par son initiative en partie, il se donna d'administrer à la fois les finances, l'intérieur, le commerce, l'industrie, l'agriculture, la voirie et les travaux publics, la police et l'assistance, la marine sans parler encore des colonies qu'il a créées, et des beaux-arts. Il fallait aussi qu'il y fût aidé par ses bureaux à Paris et dans les provinces, par les intendants, « ces trente maîtres des requêtes de qui vont dépendre leur bonheur et leur malheur, leur abondance et leur stérilité », parce qu'ils y disposaient de toutes les initiatives. et, au nom du roi, de toute l'autorité financière, administrative, et parfois judiciaire.

Comment Louis XIV ne se fût-il pas, comme il l'écrivait à Colbert, bien trouvé de ce que faisait un tel serviteur. De pauvre qu'il était, très pauvre même comme son royaume, son contrôleur général entreprit avec un titre modeste et de grands pouvoirs, de le faire très riche, plus riche qu'aucun roi de son temps. Ce bourgeois, qui eut la faiblesse de se vouloir retrouver des ancêtres nobles en Écosse, tenait de ses vrais ancêtres, industriels ou marchands, de Reims, le goût du travail et des méthodes qui créent la richesse. Du domaine royal, qui était aussi un domaine national, il assumait la charge avec un programme général d'intendant de la France, ramené à cette idée fondamentale qu'elle devait « produire beaucoup pour beaucoup vendre, et attirer chez elle tant d'or et d'argent qu'il n'en restât plus aux autres ». Il étudia le fonds qui lui était confié, « des terres variées et fertiles en blé dont il fallait ménager les paysans, pour éviter leur ruine et la désertion ». Aux fabriques de ses cités laborieuses il donna une attention

particulière. Il n'aidait pas ainsi, comme le disait Voltaire à « former en quelque sorte la nation ». Mais il concentrait dans son effort quotidien et dirigeait tous les efforts que depuis des siècles la nation avait accumulés pour tirer « parti de la puissance naturelle du pays ». Son génie, formé à l'école des fabricants et marchands de Champagne et du Lyonnais, ouvert à des horizons plus larges que ceux du seul domaine campagnard, aperçut la France tout entière, avec ses ports sur la Méditerranée ouverts au commerce du Levant, ses côtes de l'Atlantique et les routes qu'elles lui créaient vers les deux Indes, vers les Iles, le Canada et l'Afrique, avec le moyen de les relier par le canal « de transnavigation des deux mers », dans l'harmonie de ses fleuves orientés à l'Ouest, au Nord et au Sud, tout enfin ce qui avait constitué son passé et devait déterminer son avenir. Il connut aussi, sans se décourager pourtant, que ses contemporains, « ni le général, ni les particuliers, n'étaient encore prêts à le comprendre. » Les Français préférèrent suivre leur roi dans ses entreprises de guerre en Europe. Mais les siècles d'après devaient le justifier.

Quand il mourut, Louis XIV se trouva plus que jamais engagé dans ces entreprises, et le peuple, maudissant la mémoire de Colbert, lui faisait grief de ses misères qu'il eût désiré soulager, moins il est vrai par pitié que dans l'intérêt bien entendu du souverain. Sous le poids des impôts que le contrôleur dut ordonner, il se révoltait sans cesse, et payait ses révoltes de châtimens cruels. Mais le peuple, pauvres gens, « barbares plus misérables, disaient les intendants, que des esclaves de Turquie ou des paysans de Pologne », criant famine, couchant sur la paille et pleurant, ce n'était pas alors encore la nation. Ses plaintes et ses révoltes n'étaient que désordres coupables, quand la bourgeoisie et la cour se complaisaient à établir et régler cet ordre royal dont elles étaient devenues avec le temps les collaboratrices et les bénéficiaires. Ainsi a vu et fait voir la France du siècle de Louis XIV, Voltaire, homme de cour, de

lettres et bourgeois surtout, de ce monde qui se croyait alors la nation et la crut alors achevée au profit de son bien-être, au gré de son orgueil et de ses préjugés.

Que de grandeur réelle cependant dans ce tableau brillant de la monarchie animé des plus grandes figures de la littérature et de l'art français : une patrie consciente désormais de ses forces matérielles et morales, dans son attachement au roi Bourbon qui l'incarnait, un État cohérent et fort dont les agents assuraient avec méthode et docilité la liaison étroite et régulière avec les provinces, les villes et les sujets, une population abondante et laborieuse, unie dans les mêmes sentiments de fidélité à la dynastie et à ses traditions, dont les mœurs turbulentes s'étaient adoucies par la politesse et le confort, la culture de l'esprit et le goût, « la patrie de la Société où, selon Voltaire, l'on venait apprendre l'art de vivre ». Nul de ces avantages, ne se rencontrait alors « dans aucun des royaumes voisins, en Angleterre, en Espagne ni ailleurs », écrivait à son roi, à Berlin, l'envoyé de la Prusse, Spanheim. A en jouir, les Français prirent cette passion de l'unité de leur domaine et de leur vie collective, œuvre de raison et de force, dont ils gardèrent l'empreinte profonde. Ils laissèrent leur roi et ses commis absorber l'Église, réduire la noblesse et les grands corps de l'État, poursuivre de leurs rigueurs jansénistes et protestants, « ces hommes dit Voltaire qui préférèrent leur religion à la patrie », et rechercher l'unité impossible des croyances. Tant il leur parut légitime et utile à la grandeur de la nation que « tout fût peuple, devant le roi, un seul corps et une seule âme ! »

*L'unité
monarchique
à Versailles.*

Cet idéal où la France du xvii^e siècle a mis avec une ferveur monarchique sa confiance et son orgueil aussi, elle l'a inscrit non seulement dans les œuvres de ses grands classiques, mais dans le château royal de Versailles, comme au xiii^e siècle, elle avait fait dans ses cathédrales, et de façon qu'il servit de modèle comme celles-ci

à l'Europe. Laissons à la médisance de Saint-Simon ses invectives à Louis XIV pour le choix détestable qu'il aurait fait de cette « butte au milieu des forêts coupées de marais et d'étangs », de ce petit village dont son caprice inexplicable fit entrer le nom dans l'histoire. Le choix d'abord ne fut pas du roi à qui on le reproche, mais de Louis XIII et de ses ministres qui s'y étaient décidés avant 1630 par ce goût commun à tous les seigneurs et souverains du temps, de la chasse, leur principal plaisir, et la recherche de ce plaisir assez loin des résidences habituelles du Louvre, de Saint-Germain et de Fontainebleau. Et puis, l'œuvre édiflée en plusieurs fois autour du pavillon de Louis XIII n'était-elle pas le symbole de l'effort que la monarchie de Louis XIV a représenté dans l'histoire, une création de la volonté et de l'esprit, détachée de la tradition et de la nature pour servir de cadre et de centre à une nouvelle capitale mieux ordonnée que le vieux Paris de la royauté capétienne, à l'abri de ses passions turbulentes, assez proche de lui encore pour le surveiller. La façade régulière et harmonieuse du château embrasse l'espace, assez haute pour que la masse avec les trophées qui la couronnent s'impose par la majesté, mais de dimensions cependant qui ne la confondent point avec les lourdes demeures féodales du passé. La diversité des plans, le décor des terrasses éclairées de miroirs et de gerbes d'eau, le cadre des jardins et des verdure créés par Le Nôtre avant les ordonnances de Mansart, ont conservé des grâces à cette majesté. La nature a été soumise à l'harmonie réglée par le maître du jardin français. Les charmilles dressaient leurs tentures devant les futaies ; les gazons étalaient leurs tapis verts sous les pieds de la suite brillante de courtisans et de dames qui se groupaient autour de la famille royale, dans les salles et bosquets de musique et de collations, salons de plein air où cette société devait se présenter chaque jour au Dieu, ordonnateur de ses plaisirs et du royaume, dispensateur de sa fortune, et de la prospérité de tous.

Cette société, cette époque ont disparu, comme a passé l'œuvre de Colbert. Personne, pourtant, ne dira que Versailles est une nécropole, ni que rien n'ait survécu de l'effort des ministres que Louis XIV y réunissait. Le Contrôle général des Finances a pris possession du Louvre et des Tuileries, la maison de la royauté qui l'avait créé. Depuis que la monarchie n'est plus, la nation a mis plus de ferveur et de zèle à défendre des injures du temps, dans sa majesté et sa grâce, le monument et le parc auxquels, sur l'ordre et pour le plaisir des rois, ses artistes et elle-même ont prodigué pendant un siècle et demi leurs peines, leurs ressources et leur génie. Elle a eu conscience que ces ordonnances d'architecture et ces créations de l'art français demeurent les témoins précieux d'une époque où, parvenue par de longs efforts à la maturité de sa croissance matérielle et morale, elle avait vu triompher sa passion de l'unité dans la grandeur, et de l'ordre selon la raison.

Elle n'ignore certes pas que ses pauvres ancêtres du XVII^e siècle n'ont, en très grande majorité, participé à ce triomphe et à ces constructions majestueuses que pour en acquitter les frais, et de l'ordre monarchique éprouvé plutôt des rigueurs que des bienfaits. Elle se plaît cependant, et avec justice, à reconnaître dans les œuvres royales du XVII^e siècle, la conquête de frontières solides et de provinces précieuses à son unité et à sa prospérité, l'impulsion donnée à son industrie, à son commerce, à ses colonies, une administration et une police réglées par des lois meilleures et mieux observées; et dans ce Versailles, enfin, foyer d'arts et de lettres qui évoque Lebrun, Molière, Racine et Bossuet, les signes victorieux d'une étape décisive dans l'histoire de l'œuvre nationale.

V

*LE SCHISME DE LA ROYAUTÉ
ET DE LA NATION AU XVIII^e SIÈCLE.*

Le XVIII^e siècle, préface de la Révolution. — L'isolement de la royauté. — La cour, Paris et les provinces. — La France nouvelle. — Le désordre des finances royales. — Les Bourbons ruinés. — Le règne des financiers. — Les mœurs, le luxe et l'art français au XVIII^e siècle. — Les griefs et les doléances de la France. — L'appel de la nation au roi. — Royauté, parlements et peuple en 1788. — La nation contre l'arbitraire. — Le retour à la raison et à la loi. — La crise nationale de 1789. — Les droits et l'unité de la nation.

Le XVIII^e siècle, préface de la Révolution. Pendant soixante-cinq ans, de 1643 à 1715, plus d'un demi-siècle, un seul roi a régné en France. C'est le plus long règne de notre histoire, en même temps qu'un des plus brillants. Il n'a pas fallu beaucoup plus de temps après ce règne, qui par sa durée et son éclat semblait consacrer la monarchie, pour que celle-ci se trouvât en

péril et sans ressource, en face des revendications de ses sujets. Comment s'est-il fait qu'en 1789, si peu de temps après la mort de Louis XIV, dans ce Versailles qu'il avait comme un demiurge, principe et fin de tout, créé de toutes pièces, au goût des Français épris d'ordre et de grandeur, pour l'admiration de l'Europe, le peuple de Paris ait été d'humeur et de force, le 5 octobre, à se saisir du roi, de la reine de France, de leurs enfants. Ce peuple les a ramenés, découragés et impuissants, aux Tuileries, la demeure royale désertée depuis cent cinquante ans. Et déjà dans ce palais, d'où il les enverra au Temple, théâtre autrefois des excès de la justice royale, il les a tenus prisonniers et bientôt, en 1792, victimes de la nation, fidèle jusque-là dans son ensemble pourtant au culte de la royauté.

Ce renversement d'un édifice social, politique et presque religieux, appuyé sur des assises séculaires, a été si soudain qu'il surprit comme une catastrophe imprévue, les Français de la fin du XVIII^e siècle et qu'à travers tout le XIX^e siècle il a donné lieu à des restaurations et à de nouvelles révolutions. On conçoit qu'alors partisans ou ennemis de la Révolution se soient appliqués à en rechercher les causes, pour la célébrer d'abord, ou la maudire. A mesure qu'elle s'éloignait, et que les passions, haines ou sympathies, reproches ou éloges, accusations ou justifications diminuaient avec le temps de violence, les historiens purent, à cette recherche des origines de la France contemporaine, appliquer les ressources de leur méthode et de leur talent. Ils n'y ont pas manqué depuis Tocqueville et Taine, Lavisse, Aulard et jusqu'à de plus jeunes, tels que MM. Sagnac, Bloch, Mathiez, Chaudron, Madelin, Bainville et Gaxotte. Tant d'efforts, en tous genres, devraient avoir fait la lumière complète sur la genèse des faits et des idées qui transformèrent la France et le monde moderne, si d'une part la complexité des causes, le nombre d'autre part et l'opposition des écoles et des systèmes n'avaient embarrassé, ou parfois égaré jusqu'à l'heure présente les recherches.

De l'examen que les historiens ont fait ainsi des institutions et des mœurs françaises au XVIII^e siècle se sont dégagées cependant des conclusions assez semblables sur les influences diverses qui ont préparé et précipité les événements politiques et sociaux de 1789 jusqu'à la fin du siècle. Il y a divergence surtout dans les façons d'apprécier la part et le jeu de chacune de ces influences. Mais on les a toutes à peu près aujourd'hui précisées : le désarroi et la faillite des finances publiques et l'impuissance avérée du gouvernement à y remédier, l'inaptitude de son dernier roi Louis XVI à dominer une crise décisive pour la monarchie, l'opposition et les révoltes des Parlements, les intrigues d'une aristocratie de cour, entêtée à la défense de privilèges qui ruinaient le roi et la nation, le maintien injustifié d'intolérables servitudes et redevances au profit des seigneurs qui ne rendaient plus de services, la complexité des provinces, des cadres de justice et de finances, l'enrichissement des classes bourgeoises par le commerce et l'industrie, le progrès de la propriété et du bien-être des paysans, les leçons de la révolution américaine, enfin la puissance de l'opinion entraînée par les écrivains, philosophes, économistes, séduite par leurs appels à la raison et à la liberté, par leurs critiques hardies et cinglantes des actes du gouvernement, de la monarchie, de la magistrature et du clergé qu'entendaient avec complaisance toutes les classes de la société, bourgeois de Paris et de province, nobles, parlementaires et courtisans, les princes et la reine elle-même.

L'isolement de la Royauté. A toutes ces causes il convient d'en ajouter une dont on a pas assez marquées les effets sur les relations de la royauté avec ses sujets. Le tort ne se peut calculer que Louis XIV a fait à ses successeurs en installant à Versailles sa cour et tous les services de la monarchie. Il s'y détermina par plaisir d'abord au temps de Mlle de la Vallière, puis par calcul : ce fut un système périlleux qu'il adopta par rancune et méfiance contre les Parisiens qui avaient malmené et

inquiété sa jeunesse. Il s'isola ainsi de son peuple, avec l'idée que, dans cette nouvelle capitale que Paris ne lui pardonna pas, il serait plus à l'aise pour créer le décor, les rites de sa majesté souveraine. A l'union intime qui avec les siècles s'était réalisée entre les Français et leur roi, de façon à matérialiser pour ainsi dire la conscience nationale dans la personne royale succéda une complète et trop longue séparation de corps, qui devait aboutir à un divorce. Pour Versailles, et les châteaux qui l'environnent, Trianon, Marly, Choisy, Bellevue, Fontainebleau, les successeurs de Louis XIV ont déserté leur capitale et même leur royaume. A la prière de Mme de Châteauroux, Louis XV a encore connu quelques provinces du Nord, une fois dans sa vie, en allant à l'armée de Metz. Louis XVI ne connut même plus le Paris qui lui avait donné de si belles fêtes à l'occasion de son mariage avec Marie-Antoinette. Il ne le vit que pour y être ramené de force en juillet et en octobre 1789, et ne visita ses provinces que pour les avoir traversées en fuyant à l'armée de Bouillé. La désertion s'achevait : car ce ne fut même plus pour se mettre à la tête de ses troupes, comme son grand-père et repousser l'ennemi des frontières que le malheureux roi décidait en 1791 de quitter Versailles, la nuit, par la route de Metz, décision qui eût pu alors tout de suite lui coûter son trône, si les Français habitués à se gouverner par des rois n'avaient eu peur de l'inconnu, mais conséquence presque fatale aussi de l'habitude que la royauté avait prise de s'écarter d'eux insensiblement.

*La cour, Paris
et les
provinces
au XVIII^e siècle.*

A Versailles également, courtisans, serviteurs et même ministres n'étaient pas devenus moins étrangers au royaume. Par la volonté de Louis XIV, la noblesse qu'il voulut guérir de ses mœurs turbulentes, de ses goûts d'indépendance, la haute et parfois la petite, préoccupées de plaire pour parvenir, a été déracinée. Le souverain l'a contrainte à se séparer

de son milieu naturel ; il l'a transplantée dans un milieu artificiel, où elle a vécu désormais comme étrangère au royaume, de ses seules faveurs, dans l'oisiveté. La Bruyère a décrit les mœurs et le cadre de cette contrée, de ces peuples « qui ont Dieu et leur roi à onze cents lieues des Hurons et des Iroquois », plus éloignés encore des gens de France : un millier de personnes s'y rencontrent chaque jour à la recherche des grâces et des pensions, par ordre du souverain, qui prétendait voir et être vu, à tous les instants. Grands propriétaires, gouverneurs de provinces, archevêques, abbés qui ne résident point et que le royaume ne connaît plus que pour payer leur dépense et leur luxe, fonctionnaires et même ministres, pour leur fortune et leurs services, à Versailles, s'attachent au maître qui les choisit, les emploie, et s'y détachent avec lui de la France qu'ils n'ont ni le goût, ni le droit de connaître. Pomponne en 1679 a perdu le ministère, malgré de longs et éminents services pour avoir tardé deux jours à se présenter au roi qui l'attendait. Colbert essaya de concilier les devoirs de sa charge avec la connaissance du domaine que cette charge semblait exiger. Essai loyal, mais limité, comme il le sera toujours dans un gouvernement centralisé et dépourvu de moyens d'information rapide, tentative presque naïve pour « découvrir, comme a dit Lavissee, la France » par une invitation à ses commissaires enquêteurs de 1663 d'avoir à apprendre au roi si telle ou telle province « est maritime ou non, si elle contient des terres fertiles, cultivées ou non, des bois, des populations laborieuses et des marins habiles ».

On ne vit guère sous l'ancien régime de ministres, hors de leurs bureaux de Versailles, en rapport direct avec les Français. Le contact entre eux et le gouvernement ne se fit que par les intendants établis pour de longues années dans les provinces, attachés sans doute assez souvent à leurs intérêts et à leur prospérité, et capables de renseigner le pouvoir central sur leur condition et leurs besoins, quand il les consultait comme il

fit à la fin du xvii^e siècle. L'intendant, c'était du moins le roi présent dans les provinces, mais trop souvent sous la forme d'une fiscalité et d'une police, susceptibles d'exiger plus qu'elle ne donnait. La présence réelle du Souverain et de ses ministres eût mieux valu que des arrêts, et des édits de la puissance royale pour justifier les intentions et les actes de ses agents, interposés entre le gouvernement et les peuples qui ne voyaient plus le maître, n'entendaient de lui que des ordres lointains et n'en étaient plus entendus ni compris. La haine des Français contre les grands fonctionnaires, que leur administration et leur zèle ne méritaient pas, n'a été que l'expression parfois tragique de leur impatience à atteindre désormais la personne royale. Si elle ne venait plus à eux, que ne les appelait-elle ?

La France nouvelle. Et ainsi non seulement la monarchie, mais ses principaux auxiliaires se séparèrent non de la France seulement, mais de Paris même; deux sociétés et comme deux corps distincts, étrangers, dans un même royaume, la ruine de tout un passé d'entente, établi par des coutumes et une discipline séculaires, la rupture d'une communauté, qui jusque-là ne se discutait pas, d'intérêts, de services, et de sacrifices mutuels. Sur les débris de ce passé renversé par une fausse politique, les Français se disposaient à édifier les dernières assises de l'unité, fondée depuis des siècles sur le domaine de leurs ancêtres, réalisée dans leur conscience nationale. Ils se prirent à y travailler non pas contre le roi, mais sans le roi, pour eux-mêmes, et par eux-mêmes. Quand ils ont commencé à en marquer le dessein, Louis XV, vers la fin de son règne, s'est indigné; il a fait dire dans le préambule d'un édit de 1765 : « Cette nation dont on voudrait faire un corps séparé du souverain ». Or ce n'était déjà plus quand il parlait ainsi une velléité ou la prétention hardie de novateurs indociles. C'était déjà une réalité dans l'esprit des Français que l'existence d'une nation pouvait se conce-

voir en dehors de la dynastie qui l'avait jusque-là personnifiée dans son histoire et devant l'étranger. Toute la philosophie politique du XVIII^e siècle, dans la variété de ses systèmes qui s'opposaient mais s'accordaient en cela, les exemples offerts par la Hollande, l'Angleterre et l'Amérique ont insensiblement dégagé cette leçon et l'ont apprise aux Français, peut-être pas à tous encore, mais à ceux déjà, curés, avocats et légistes qui, plus près du peuple, encore enchaînés aux exigences de sa vie matérielle, étaient capables de l'en instruire à leur tour. Ce n'était pas, comme se l'imaginait Louis XV et comme on l'a bien des fois redit depuis, une nouveauté, c'était l'achèvement précipité par sa faute et celle de son plus illustre prédécesseur, le terme naturel d'une évolution qui avait au cours de son histoire dessiné les frontières extérieures de la France, fait disparaître en partie ses frontières intérieures, rapproché peu à peu ses peuples, et qui tendait à égaliser et à fondre tous les éléments essentiels de sa vie nationale. La patrie commençait à s'affirmer, non plus seulement contre l'étranger, avec le roi, mais indépendamment du roi. Après de Louis XV, d'Argenson inscrivait alors dans ses Mémoires ces propos qui jettent une vive lumière sur la société de son époque : « Sous une république, aussi bien que sous une monarchie, l'esprit national de la France serait le même. Et c'est ce génie national qui fait toute la force de la France ».

*Le désordre
des finances
royales.*

Ce qui en revanche faisait sa faiblesse, c'était précisément la confusion de ses revenus avec ceux de la royauté,

l'emploi que celle-ci se croyait justifiée d'en faire, indistinctement et à sa guise, pour ses besoins ou ceux de ses sujets, aussi funeste à la monarchie par les tentations qu'au royaume par les privations. Elle se termina pour toutes deux par la faillite. L'usage en remontait très loin dans le passé. Les Bourbons, après les Valois, en raison de cette doctrine que leurs biens et ceux de leurs sujets

leur appartenaient sans distinction ni réserve, que la France leur paraissait une mine inépuisable, ont pratiqué presque toujours une administration financière déplorable. Grands gentilshommes, les premiers de leur royaume, ces rois ont vécu sans compter, comme tous ceux de leur monde, n'ayant pas même le soupçon que, rois, ils avaient à vivre autrement, qu'ils avaient le devoir de calculer les ressources du travail et des contributions de leurs sujets. Le seul qui ait tenté de compter, le pauvre Louis XVI, dont nous avons conservé les comptes personnels un peu enfantins, a payé de la Révolution les embarras d'argent légués par ses prédécesseurs. L'effort que fit Sully pour remettre de l'ordre dans les finances de son maître n'empêcha pas Henri IV de recourir aux affaires extraordinaires pour subvenir à ses dépenses de luxe et de bâtiments. Colbert n'était pas mieux entendu de Louis XIV, lorsqu'il le suppliait de modérer ses folies de cour et de constructions, ses entreprises de guerre, lorsqu'il l'avertissait rudement, passant de la prière aux reproches, de ne jamais consulter ses finances pour résoudre et régler ses dépenses. S'il en fallait la preuve, on la trouverait dans la déclaration que fit en 1749 son petit-fils, Louis XV pour le premier vingtième imposé à ses sujets « en raison de la lourdeur des dettes accumulées par les guerres du feu roi, notre très honoré Seigneur et bisaïeul ». Il aurait pu ajouter les siennes, le poids de guerres aussi stériles que ses entreprises contre Marie-Thérèse ou Frédéric II, funestes par la perte des colonies françaises.

Les Bourbons ruinés. On en trouverait une autre preuve dans la scène racontée par Saint-Simon qui n'est pas moins caractéristique de la gestion financière des rois Bourbons. Elle se passe à Marly où Louis XIV s'est retiré dans sa vieillesse avec Madame de Maintenon, plus loin encore de Paris, au milieu des forêts, où ne sont admis que les favoris ou les ministres préférés, en 1708, au temps des grands désastres de la Succession

d'Espagne. Le vieux roi est vaincu et ruiné. Le contrôleur Desmarest a frappé à toutes les bourses qui se fermaient, aux portes des banquiers qui se refusaient. Samuel Bernard, le plus riche financier d'Europe qui en 24 heures avait réuni onze millions de livres, or et argent, pour faire en 1697 de Conti un roi de Pologne et pouvait seul encore sauver la royauté en détresse, s'obstinait dans son refus. Desmarests en vint à bout. Il l'invita à Versailles où, comme par hasard, le roi le rencontra et lui dit : « Vous êtes bien homme à n'avoir jamais vu Marly », et de là, l'y emmena. Il lui en fit les honneurs, « avec la grâce qu'il savait si bien employer quand il voulait combler. » L'expédient devait réussir avec ce financier fou de vanité et capable d'ouvrir sa bourse au souverain qui saurait le flatter. Le gentilhomme couronné et ruiné avait flatté le banquier anobli. Samuel Bernard ouvrit même tellement sa caisse que l'an suivant il culbutait la place de Lyon par une banqueroute prodigieuse de 40 millions. Mais quand il mourut, ses affaires étaient rétablies et prospères : les Français avaient payé les frais des flatteries royales et des prêts du banquier.

Le règne des financiers. Quant à la royauté, elle avait dû s'humilier devant cette royauté des gens de finances, non pas nouvelle, on pourrait suivre son histoire en France depuis Jacques Cœur, au xv^e siècle, avec les Briçonnet, les Poncher, au xvi^e siècle avec Paulet du temps d'Henri IV, Herwart et Fouquet auprès de Mazarin, mais plus puissante que jamais après la mort de Louis XIV. Au xviii^e siècle surtout, elle a régné en France, autant que le Régent, Louis XV et Louis XVI, soutenant la monarchie endettée « comme la corde soutient le pendu ». Depuis le temps de Turcaret, jusqu'à la veille de 1789, on peut suivre la succession ininterrompue de cette finance maîtresse de l'Etat : Crozat le riche, humble commis lancé de Toulouse par Pen-nautier, trésorier des Etats de Languedoc, à la tête des plus grandes affaires, étalant son luxe en son hôtel

de la place Vendôme; pour deux millions mariant à un prince du sang, le comte d'Evreux, sa fille que la belle-mère, la duchesse de Bouillon appelait « son petit lingot d'or », propriétaire de la Louisiane, engagée par le Roi. Il s'était mis « aux aventures de la mer et de la banque, » tandis que Bouillon avait à son appel « sauté le bâton de la mésalliance ». Puis ce fut Law l'Écossais, ce prestidigitateur de la dette royale à qui le Régent donna tout pouvoir pour ouvrir le fameux robinet de finances et de spéculation dont les Français entraînés dans la fièvre du jeu ne s'abreuvèrent que bien peu de temps. Ce fut le tour ensuite des liquidateurs du Système, le fils d'une habile aubergiste des Alpes, fournisseur des armées, Antoine Paris, garde du trésor royal alors qu'il était à sec, son frère Paris du Vernet, simple soldat aux gardes, enrichi dans les affaires de la Compagnie des Indes, et plus tard aux fournitures de la guerre d'Allemagne, et le dernier enfin Pâris de Montmartel, marquis de Brunoy qui maria, établit Madame de Pompadour, finança son gouvernement véritable maître avec elle des affaires de la France en 1760.

Alors se fondait à Paris la fortune du Genevois, Necker, commis puis associé de banque que d'heureuses spéculations sur les fonds anglais favorisées par sa connaissance des négociations de 1763, fit en quelques années riche à millions et capable de parvenir aux plus hauts emplois, servant le roi par son crédit et l'opinion publique par ses avances au parti des réformes. Il les servit, comme Contrôleur Général et publiciste, également mal, quand il fit paraître en 1781 son *Compte-rendu des Finances*, le premier compte financier que la royauté eût rendu à la nation, par ses conseils, mais compte inexact au point de conclure à un excédent qui masquait un énorme déficit. L'Etat ne devait pas plus se relever de la popularité de ce financier, que de ses recours désespérés au crédit. Achéons par ces mots de Mercier, l'auteur des « Tableaux » de Paris : « Les banquiers sont les dominateurs de la France ».

*Les mœurs,
le luxe et l'art
français
au XVIII^e siècle.*

Banquiers, passe encore, mais spéculateurs surtout, fermiers généraux, escompteurs et prêteurs, munitionnaires d'armée, conseillers de guerres dont ils profitent, et funestes par l'exemple de leur prodigalité contagieux pour les rois, pour leurs favorites, leurs courtisans, pour leurs familles, pour les reines même. Afin de soutenir le luxe inouï de leurs demeures, de leur table, de leurs maîtresses, grandes dames, comédiennes et danseuses, ces nouveaux riches dépensèrent sans compter. Toute la société les imita, ministres, magistrats, seigneurs et grands bourgeois, écrivains et artistes, Voltaire et Boucher, princes de Ferney ou des grandes fêtes parisiennes. On peut être tenté de leur pardonner beaucoup, à eux et à leurs émules, parce qu'ils ont beaucoup aimé, j'entends l'intelligence et l'art. En fait de littérature et de goût, leur royauté a exercé sur l'Europe du XVIII^e siècle la même influence que celle de Louis XIV, mais autrement, par la grâce et l'esprit remplaçant l'ordre et la majesté. Au point de vue politique et social en revanche, leur influence dénoncée par Rousseau, dont les satires et les invectives passionnèrent la nation jusqu'à la fin du siècle, fut pour la monarchie qu'elle acheva de ruiner l'événement le plus funeste.

Les habitudes auxquelles ils l'ont entraînée, elle et ses serviteurs, ne devaient pas être celles de souverains et de ministres qui avaient la charge de la police et du gouvernement d'un grand royaume. Rien n'a plus paru les intéresser que leurs plaisirs, la chasse et le jeu, la comédie, les fêtes et les divertissements en tous genres. Ils s'y sont d'autant plus passionnés que la recherche de ces perpétuels plaisirs ne leur procurait que satisfactions vaines, et condamnait un roi tel que Louis XV à un inguérissable ennui. Tristes paroles que celles de Louis XVI disant à Reims, le jour de son sacre où il reçut la couronne : « elle me gêne », et enviant à Malesherbes démissionnaire son bonheur : « que ne puis-je comme

vous quitter ma place! » Pourquoi se sont-ils pris à négliger le vrai délice que trouvait leur grand aïeul dans son métier de roi, dans le travail, sinon parce qu'ils se sont tous livrés, roi ou reine, Louis XV et Marie-Antoinette à la contagion de cette société des gens d'argent et de plaisir?

L'opinion, cette reine qui s'emparait alors du royaume qu'ils désertaient, s'en émut, sans qu'ils s'en aperçussent, ou trop tard. Pouvait-elle ignorer les folles prodigalités des princes, du comte de Clermont, endetté à vingt-huit ans de plusieurs millions, du duc d'Orléans, malgré son énorme fortune, endetté encore plus, de 75 millions, la faillite du prince de Rohan-Guéméné, les gaspillages des Polignac soldés sur la cassette royale, le comte de Guines, ambassadeur, le cardinal de Rohan compromis dans des affaires d'escroquerie, auxquelles se trouva mêlé le nom de Marie-Antoinette. Le scandale de ces fortunes créées et ruinées par le jeu et la spéculation, leurs mœurs dans lesquelles Talleyrand apprit à célébrer la « douceur de vivre », révélaient au public les motifs de la détresse du trésor royal. Le moment approchait où le peuple, si longtemps résigné à faire confiance à la royauté pour la gestion de leur bien commun, écouterait le conseil donné par l'émeute d'aller chercher à Versailles le pain, les vivres qui ont paru lui manquer au mois d'octobre 1789.

*Les griefs
de la France
et les doléances
des Cahiers.*

Est-il bien utile de dire, comme un auteur contemporain, dans un livre récent, que la France alors n'était point malheureuse, que son commerce et son industrie n'avaient jamais été plus prospères, « d'une prospérité sans nuages », enfin, qu'une grande partie des contribuables étaient loin d'avoir atteint la limite de leurs facultés? A quoi bon se demander si ce peuple n'aurait pas mieux fait de se plaindre que de se révolter, en s'adressant au roi et à ses ministres plutôt qu'aux mécontents et aux amateurs de nou-

veautés ? En vérité ce ne sont pas ces appréciations ni cette opinion rétrospective qu'il importe de connaître, mais bien plutôt celle des contribuables dont on prétend, à leur place et après plus de cent ans, estimer les facultés et les ressources. Mieux vaut savoir d'eux-mêmes, s'il est possible, leurs griefs contre l'excès des charges dont les accablait une royauté aveuglément livrée aux prodigalités de ses courtisans, aux caprices de son luxe, aux conditions onéreuses des financiers, dont les Français se montrèrent las à la longue de soutenir seuls le fardeau. Or, pour la première fois dans notre histoire, après l'aveu par Brienne, en 1787, de la faillite royale, après la promesse faite au nom du roi, le 5 juillet 1788, de convoquer à bref délai sur un mode nouveau les Etats Généraux, et par la décision surtout que Necker dicta à Louis XVI, le 3 janvier 1789, de convoquer tous les Français à l'élection de leurs députés, par l'expression écrite de ses vœux, la France tout entière, non plus seulement la France des privilégiés, seule consultée jusque-là, mais la France des villes, des paroisses et des campagnes a fait entendre sa voix.

On a dit et répété que cette voix n'était qu'un écho de paroles semées comme la tempête à travers le royaume par les meneurs de la foule, membres et chefs des loges maçonniques, des sociétés de lettres, politiques et politiques, théoriciens et novateurs. Brienne, en effet, n'avait-il pas lui-même invité « toutes les personnes instruites du royaume » à donner leur avis au gouvernement et à l'opinion ? Voltaire à Ferney, Thouret à Rouen, Mirabeau à Aix, Robespierre à Arras, l'abbé Sieys à Paris, Camille Desmoulins, Target dressaient aussitôt la liste générale des abus et des réformes. Et nombreux sans doute furent les modèles de délibérations bientôt proposés par eux à toutes les assemblées électorales, dont les rédacteurs des cahiers, cahiers de paroisses, de villes, de bailliages de tous les ordres prirent à leur compte et fournirent aux assemblées les idées ou le texte.

Beaucoup de ces cahiers ont été retrouvés et publiés, un nombre plus considérable sont demeurés inédits. Un grand effort a été fait, en ce siècle, pour les rechercher à travers toute la France, les publier avec méthode et sincérité. En toute confiance on peut lire ceux qu'ont publiés des érudits tels que M. Boissonnade pour le Poitou, M. Bloch pour l'Orléanais, MM. Bligny et Bondurand pour la région de Nîmes, MM. Sée et Lesort pour Rennes, M. Fourestié pour le Quercy, M. Gandilhon pour le Berry, M. Porée pour Sens, M. Le Moy pour l'Anjou, MM. Pasquier et Galabert pour le Toulousain et d'autres encore. On y voit fréquemment des assemblées de paysans refuser d'adopter les modèles tout faits qu'on leur proposait, ou, les adoptant, y ajouter l'expression de leurs sentiments, de leurs jugements : plaintes fréquentes et douloureuses sur leurs misères que ces citoyens réduits si longtemps au silence n'ont pas tort d'attribuer à l'excès et à l'injuste répartition des impôts ; irritation de ces paysans dont les bras avaient fait la terre de France, contre les financiers ou officiers enrichis à leurs dépens, à ceux du roi, s'installant sur les domaines et dans les droits des nobles ruinés, « véritables tyrans des paroisses, parvenus plus durs que les anciens maîtres ».

En plus d'un lieu ce peuple s'est ému du péril qu'il avait cru conjuré en 1774 par l'avènement d'un roi jeune et honnête, disposé à reprendre les traditions du bon roi Henri, dont l'image enrichie par la légende évoquait une royauté dévouée au bien-être de ses sujets. Mais voilà, le péril était revenu, plus pressant : « On s'est vu en danger ! » Quel péril, quel danger ? Ce n'est pas encore la patrie en danger par l'invasion des mercenaires étrangers ; tout de même, c'était le péril de la ruine à l'intérieur, la faillite déterminée par les prodigalités de cette société, où le roi était caution et victime de seigneurs endettés, de banquiers finançant leur gaspillage, à qui le goût du luxe et la griserie du plaisir semblaient avoir fait perdre le sens du possible et du juste. C'était la menace d'avoir

à liquider la dette avouée par Calonne de trois cents millions, sur un budget en déficit de 160 millions et chargé de 600 millions de dépenses annuelles où celles de Versailles, de la cour, des maisons royales et des pensions entraient pour un sixième.

L'appel de la nation au roi. Leurs ancêtres, évidemment, s'étaient résignés durant de longs siècles. D'eux-mêmes, ou sur l'avis de leur curé ou des hommes de loi de la paroisse et des bourgs qui souvent ont tenu la plume, ils ont voulu faire savoir au roi : « Si le Roi savait ! » leur inquiétude de voir s'approcher l'heure où leurs sacrifices ne suffiraient plus, où l'on prétendrait puiser jusqu'au fond de leur bourse, exiger les derniers écus d'un pécule qu'ils cachaient en exagérant leur pauvreté. Sur cette terre dans laquelle ils ont concentré leur labeur, leur épargne et leur amour presque farouche d'un bien disputé péniblement à la nature capricieuse et aux hommes, aux officiers du fisc seigneurial ou royal, ils ne se résignent plus comme à l'inévitable. Avec l'aide du roi, en qui ils croient encore, la catastrophe ne serait-elle pas évitée, si ses serviteurs, fonctionnaires ou courtisans n'étaient plus les seuls maîtres du bien de ses peuples : « Tout semble se réunir, écrivent les Français de Nîmes, pour nous décourager, nous opprimer et cela au nom d'un roi bienfaisant, père de ses sujets. Il entendra nos doléances, il dissipera par sa sagesse et sa puissance les nuages qui obscurcissent l'éclat de la plus antique et de la plus belle monarchie ». Pour leurs héritages menacés par la faillite dont ils ne rendent pas le souverain responsable, il faut que celui-ci intervienne pour régler la part des obligations de chacun dans la liquidation. Après la séparation de corps qui s'est lentement opérée à Versailles entre la personne royale et la nation, s'annonce en 1789, entre elles la séparation de biens nécessaires : le divorce est prochain.

*Royauté,
parlements
et peuple
en 1788.*

Il s'est précipité depuis 1787 par les révoltes des Parlements dont Louis XVI avait décidé le rappel en don de joyeux avènement, conseillé par Turgot. Celui de Paris avec la Cour des Aides et des Comptes avait donné le branle, opposant aux ministres la nation qui l'acclamait. Ceux de Pau, de Rennes, de Grenoble obligeaient, par l'émeute, Louis XVI, pour leur plaire, à disgracier Brienne, à appeler Necker, le financier populaire. La nation applaudissait. Elle leur sut gré d'abord d'avoir réclamé qu'on fît appel à elle dans les Etats généraux, enfin convoqués le 5 juillet 1788. Elle avait confiance en ces magistrats, délégués par les rois à l'exercice de la justice, la plus haute des fonctions royales. Elle les avait bien des fois entendu porter aux souverains leurs remontrances, surtout au XVIII^e siècle contre les mauvaises lois, les ministres coupables de les conseiller ou de les faire exécuter, les abus de la cour et du pouvoir. Et c'était dans ces remontrances, souvent aussi sévères que des interpellations dans les pays libres, que les Français avaient depuis 1750 surtout puisé la connaissance des excès du régime dont ils espéraient la réforme. Dans la fierté qu'ils éprouvaient d'être pris ainsi comme avocats du bien public, dans l'ivresse de leur résistance souvent victorieuse, rebelles applaudis de la foule, pères conscrits qui se croyaient les défenseurs des libertés publiques, les parlementaires escomptaient une revanche sur la monarchie de la Fronde.

Il ne fallut pas longtemps aux Français pour reconnaître en eux aussi des privilégiés qui, sous couleur de venir en aide à leurs inquiétudes et à leurs souffrances, ne visaient qu'à disputer aux ministres le gouvernement du royaume pour y mieux assurer leurs privilèges, la jouissance de leurs charges vénales et héréditaires, leur exemption des charges communes. Lorsque les Français virent les Parlements à Paris, à Grenoble, à Dijon, à Besançon s'opposer au dessein de Necker, de ne point

faire d'une assemblée nationale, une réunion encore de privilégiés, ils les précipitèrent, du Capitole où ils avaient cru monter, à la Roche Tarpéienne. Leur chute fut plus soudaine encore que celle de la monarchie contre laquelle ils avaient déchaîné la nation. Si bien qu'en définitive, dans cette lutte pour le gouvernement de la France, entre les ministres et les corps de magistrats, la nation, prise pour auxiliaire par les adversaires, demeura leur arbitre. Que n'avaient-ils, ces magistrats, retenu l'exemple de leur célèbre ancêtre, le juge de La Fontaine entre les plaideurs ! La nation avait appris qu'elle n'avait plus à compter que sur elle-même, et acquis la conscience de sa force.

On lit en effet dans le cahier d'Alençon : « Comment et pourquoi une pareille crise est-elle possible dans ce royaume auquel il ne manque rien pour être l'image du Paradis ? » Ce langage ne différerait pas de celui que tenait aux Français, du temps de Louis XIII enfant, le plus ancien de nos économistes, Montchrétien : « le plus complet corps de nation que le soleil puisse éclairer de son lever à son coucher, et se peut dire tout un monde. » Un monde arraché depuis des siècles à la barbarie, un ensemble de pays, montagnes, forêts et campagnes, de mers et de fleuves exploités par une volonté tenace et productive qui prenait définitivement conscience en 1789, pour s'y attacher plus que jamais, au domaine national que Shakespeare avait dit depuis longtemps « le plus beau jardin du monde ».

Et alors, s'il faut de nouveaux efforts encore pour prévenir la ruine d'un édifice élevé par le labeur de tant de générations, les citoyens des campagnes et des cités les donneront résolument. « Ils vont montrer ce dont ils sont toujours capables », par le concert de leurs volontés qui se réalisera dans l'enthousiasme de la nuit du 4 août 1789. Dans leur union, ils recherchent ce qui avait fait, depuis Henri IV, la force de la monarchie, ce qui doit faire la leur, au moment où la royauté des Bourbons a désappris par orgueil et par faiblesse la leçon de son fon-

dateur, la loi et le précepte de ne se gouverner que par la raison.

La nation contre l'arbitraire. Le robuste bon sens de la nation, que guidaient les écrivains sortis des rangs de la bourgeoisie, l'a éclairée sur les causes d'un mal révélé par les folies de dépenses et de luxe de tout ce siècle, le mal qu'elle a le plus détesté, l'arbitraire inclinant aisément au caprice, défenseur des privilèges injustes et ruineux, incapable de réformes et d'ordre véritables. S'il est des intendants, dans les provinces, qui ont pu et voulu souvent corriger, au lieu et place du roi, les effets de cet arbitraire par leur sollicitude, avec le sentiment de leur devoir envers les peuples, le bien-être qu'ils ont procuré ici et là n'a jamais été qu'un effet de leur volonté individuelle et toute-puissante. Leurs bienfaits n'ont pas suffi à justifier, dans son ensemble, le gouvernement qui leur confère l'autorité. C'est un gouvernement mal réglé, qui a paru au Tiers Etat, au clergé de Beauvais, comme s'il n'était pas : une « anarchie ». On fait de cette anarchie grief à tous ceux qui y participent, ministres, intendants, cours de justice, fonctionnaires et courtisans. On leur reproche les avantages particuliers que semblent retirer dans la ruine du royaume « ces amphibiens qui vivent de l'épée et de l'Eglise et ont le secret d'y joindre la robe. » A l'absolutisme royal, à cet Etat qui depuis Philippe-Auguste avait servi à constituer la nation, celle-ci en 1789 s'oppose, s'indignant qu'ils n'aient fait d'elle encore « qu'un assemblage de parties incohérentes ». La noblesse de province qui traduit dans le cahier de Carcassonne cette opposition des Français au gouvernement de Louis XVI en appelle avec eux au roi mal servi des fautes de ses ministres : de Versailles ils n'ont pas continué l'œuvre de ses prédécesseurs, ni su achever l'unification des provinces, des corps et des classes entre eux et avec la monarchie. Comme Jeanne d'Arc après les guerres anglaises, et Henri IV après les guerres civi-

les, ils invitaient la monarchie à s'éloigner des fauteurs d'anarchie et de désordre, qui à leurs intérêts particuliers et à leurs préjugés sacrifient son véritable avenir, fruit d'un long passé.

Cet appel de la nation qui, dans le désarroi des finances et des querelles civiles, a pris ou repris conscience de ses destinées, s'est alors exprimé, il est vrai, sous une forme nouvelle, imposée par l'esprit du temps comme il était naturel. On lit dans les cahiers de Beauvais, de Sézanne en Champagne, d'Auvergne et de Provence : « il faut une règle invariable dans toutes les parties de l'administration », une règle non susceptible de varier suivant les personnes et les lieux, condition de toute clarté dans une gestion financière, qui garantisse, de façon égale pour tous, les libertés, les propriétés, les consciences des citoyens, barrière infranchissable aux entreprises illégales et capricieuses des ministres et de leurs agents. Ces règles, elles ont alors été formulées un peu partout : contre l'arbitraire, la *loi* ; contre le désordre, la *Constitution*.

*Le retour
à la raison
et à la loi.*

Que n'a-t-on assez répété, on vient de le redire encore dans un livre récent, que ces intentions, ces formules constitutionnelles, la nation ne les aurait pas trouvées d'elle-même. si elles ne lui avaient été suggérées, et dictées ! Il n'y faudrait voir que les opinions d'un petit groupe d'initiés et d'opposants, hommes de lettres, sociétés libérales et maçonniques, puisées dans les critiques et les doctrines des philosophes du XVIII^e siècle, dans une science incomplète, un romantisme inspiré d'Allemagne ou de Genève, que les pouvoirs publics, complices ou aveugles, laissèrent se répandre parmi la nation. En sorte que l'arbitraire royal n'eût point été condamné, s'il se fût défendu.

En dénonçant le mouvement d'idées qui au XVIII^e siècle avait convaincu et éclairé les Français, on oublie vraiment trop l'œuvre de raison qui, au XVII^e siècle, les y

avait préparés par l'effort commun de leurs bourgeois, de leurs penseurs et de leurs écrivains. C'était au nom de la raison que Colbert suppliait le roi « de rendre à tous justice égale sur la proportion de leurs biens et de veiller à la grande misère des peuples », Louis XIV n'était-il pas en 1675 invité par Bossuet, qu'inspiraient à la fois la charité et le sens politique, « à chercher les remèdes aux grands maux capables d'abîmer l'Etat, sans lesquels tout serait perdu sans ressource ? » Et quelles questions redoutables La Bruyère ne posait-il pas à la royauté quand il écrivait dans son chapitre du *Souverain* : « Le troupeau est-il fait pour le berger, ou le berger pour le troupeau ? Le faste et le luxe dans un souverain, c'est le berger habillé d'or et de pierreries, la houlette d'or en mains. Son chien a un collier d'or ; il est attaché à une laisse d'or et de soie. Que sert tant d'or à son troupeau, et contre les loups ? »

La monarchie des Bourbons, telle que ces grands ministres et écrivains l'ont conçue et recommandée à la France du ^{xvii}^e siècle, c'était le gouvernement selon la raison, non un gouvernement de caprice et d'arbitraire, sans loi juste et sans bon sens. Pourquoi, au siècle suivant, cette conception si sage, ce souci d'ordonner les institutions pour en corriger les vices et les abus, pour en assurer l'évolution par les mêmes méthodes qui développaient et réglaient la pensée et l'art français, auraient-ils disparu de l'esprit de la nation ?

Ce furent en vérité les pratiques contraires des successeurs d'Henri IV et de Louis XIV qui l'y propagèrent. Déjà, au temps de la Fronde, dans l'émoi provoqué par une déplorable administration financière, on avait « cherché à tâtons les lois » susceptibles de régler la vie des nations. Et déjà les Français s'étaient aperçus que leur nation n'était pas un simple agrégat d'hommes nés sur les domaines du roi et des seigneurs, ni ce domaine, un assemblage seulement de terres réunies au hasard de la conquête ou des héritages. Puis ils s'étaient détournés de ces pensées et tus par amour

du roi et de l'ordre, encore disposés à croire, avec Pascal, que l'accord du roi et des peuples « se faisait mieux dans le silence ». Mais cent ans après, ce silence se trouva rompu par les querelles de Louis XV et de ses ministres avec ses sujets, querelles religieuses, parlementaires, financières qui ne s'apaisèrent que quelques années au temps de Maupeou et de Terray pour reprendre, plus vives, jusqu'à la veille d'une Révolution déjà menaçante en 1755. Au cours de ces querelles, dans la fièvre des discussions, la clarté se fit sur les conditions d'ordre durable qui seules pouvaient réaliser l'accord entre les Français sur les ruines, d'un régime d'arbitraire et de privilèges. La Constitution qu'ils allaient demander aux Etats Généraux leur parut ainsi comme le couronnement de l'œuvre nationale fondée au cours des siècles, dans leur effort commun, instinctif, longtemps réglé d'abord par la coutume et par la foi monarchique, désormais conscient de leur passé et de leur avenir.

Sans doute, l'exemple de la nation anglaise se gouvernant elle-même, par son Parlement et des ministres chaque jour plus responsables devant lui, la leçon de la Révolution américaine, les déclarations formulées par ses hommes d'Etat, la Constitution que se donnèrent les Etats rebelles et unis contre l'Angleterre, la pratique d'un régime républicain à Genève ont fourni des arguments et des modèles aux écrivains politiques, à la société du XVIII^e siècle française, européenne qui s'instruisait auprès d'eux, et avec eux. Ainsi se précisait la conception des lois nécessaires à l'existence des nations et à leur bonheur, droits des individus, séparation des pouvoirs dans l'Etat, constitutions établies sur des contrats reconnus et acceptés des souverains aussi bien que des citoyens.

Mais, en vérité, ce fut l'appel de la nation française à la royauté contre l'arbitraire incohérent et ruineux de son administration, inscrit unanimement dans ses Cahiers, qui a ouvert cette crise décisive. Louis XVI n'a

entendu cet appel que de mauvaise grâce, louvoyant, hésitant entre le besoin qu'il avait de ses sujets, et le concours qu'ils lui offraient. Ceux-ci, au contraire, avaient hâte de trouver les moyens pratiques, auxquels les conseillers du roi se refusaient, de prévenir la catastrophe menaçante aussi bien pour eux que pour le prince. Ils les cherchaient, comme le bon sens l'indiquait, dans un examen complet et sincère des dépenses et des dettes royales, dans une répartition équitable des charges nécessaires à y pourvoir, sans privilèges, ni différence entre les provinces et les classes, dans un commun effort de sacrifice à la fois volontaire et réglé, tel que la France en a donné toujours l'exemple aux heures de crise. Les Etats Généraux allaient être le théâtre d'une guerre d'un autre genre que celles par lesquelles elle s'était défendue et constituée contre l'étranger, mais guerre tout autant nationale contre les abus entretenus jusqu'à la ruine par un mauvais régime d'injustice et de prodigalités, par les serviteurs obstinés et aveugles de ce régime. Pour vaincre dans cette lutte, elle s'armait, comme la monarchie le lui avait enseigné, de confiance dans l'union dont elle se sentait capable, dans la raison qui devait régler la Constitution et les lois nécessaires à sa sauvegarde.

Un jour que Bonaparte se vantait, après Marengo, à Sieys d'avoir fait par son génie militaire la *grande nation*, celui-ci, qui ne s'inclinait pas encore devant le maître, lui répondait, avec autant de fierté, que tout de même les Constituants et lui avaient eu un mérite égal à faire dix ans plus tôt la *nation*. Les deux associés du Consulat exagéraient leurs services. Le premier Consul oubliait trop, en s'attribuant tout l'honneur de l'action victorieuse de la France en Europe, la valeur et l'élan des armées républicaines qu'il sut si bien employer en Italie et en Allemagne. Sieys avait-il d'autre part le droit de dire qu'il avait fait la nation ? Il ne dépendait ni de lui, ni de ses pareils, si important qu'ait été leur rôle, d'appeler à la vie, s'il n'eût été déjà pleinement vivant et agissant, cet être conscient de son grand passé, de son génie

national, de sa force et de ses destinées qu'était la France de 1789. Tout au plus l'aidèrent-ils à se constituer, dans la forme légale et régulière, que réclamaient de leurs députés et du roi, les Français résolus à n'admettre plus d'autre distinction entre eux que le mérite et la vertu, pour le bien de tous et du royaume, aucune différence entre les parties de leur domaine historique, aucune menace pour ce domaine, ni du dehors ni du dedans.

*La crise
nationale
de 1789.*

Dès le xviii^e siècle, en plein règne de Louis XIV, La Bruyère formulait cette remarque qui paraîtrait bien hardie si on ne lui conservait son vrai sens : « il n'y a pas de patrie dans le despotisme ». Il a fallu que la monarchie des Bourbons, laquelle n'était point, malgré l'absolutisme royal, le despotisme, eût paru y tendre en rejetant arbitrairement sur le peuple le poids de ses fautes, des abus de son gouvernement et de sa cour pour que ce peuple ait eu conscience, en le détruisant, de restaurer du même coup la patrie française. De cette conscience Mirabeau fut vraiment, le 20 juin, l'interprète, lorsque dans la salle du Jeu de Paume il lança au marquis de Dreux-Brézé l'apostrophe célèbre où il opposait la volonté de ce peuple de patriotes à la force des baïonnettes royales employées au service des privilégiés. Un mois après, ce même Mirabeau n'était pas moins l'interprète de la pensée populaire, dans sa lettre à Dietrich, le maire de Strasbourg, quand il affirmait la nécessité et le désir de la nation de s'appuyer sur la royauté pour triompher des privilèges et des intrigues d'une aristocratie, de plusieurs aristocraties, ennemies de tous les deux. N'était-ce pas, cela encore, l'expression fidèle d'une tradition politique familière aux Français, accoutumés à voir rois et ministres, depuis Louis XI jusqu'à Richelieu, Louis XIV et Turgot, travailler sans relâche à faire rentrer dans l'obéissance et l'unité nationales, parfois même à l'excès, seigneurs et villes, corps et provinces, toutes les volontés d'indépendance, toutes les formes de privilèges ?

Depuis l'ouverture des Etats Généraux, Louis XVI, mal conseillé, n'a pas voulu choisir entre la nation qui achevait de se constituer en dehors de lui, et son entourage qui avec la reine le tenait enchaîné à un régime impuissant à se défendre, même avec lui. Il a songé à proscrire de la salle des Menus l'Assemblée nationale, puis il l'a subie. Il a renvoyé Necker, et puis il l'a rappelé, s'inclinant devant la force de la révolution parisienne le 14 juillet. Au lendemain du 4 août, la volonté qui paraissait unanime des députés de fonder le régime nouveau, au gré de la nation, n'a pu encore vaincre son secret désir d'empêcher la transformation que tout préparait, que rien ne pouvait plus éviter. Au moment où il se laissait conseiller d'opposer son veto aux décrets de l'Assemblée, Louis XVI écrivait, le 5 août, à l'archevêque d'Arles : « Je ne donnerai pas ma sanction à ces décrets qui dépouillent mon clergé et ma noblesse. Je me sou mets aux lois de la Providence en ne me livrant pas à cet enthousiasme qui s'est emparé de tous les ordres, et qui ne fait que glisser sur mon âme ». Paroles fatales pour la monarchie, de ce roi qui, à cette heure décisive, eut la prétention, sans en avoir la force, de maintenir des institutions que tout son peuple, tous les ordres avaient d'enthousiasme condamnés et de s'opposer seul, entêté dans sa croyance à une mission divine qu'il n'avait point reçue, au vœu unanimement formulé par la nation de se donner les lois conformes à l'évolution politique et sociale que le roi eût pu guider en la servant. Avec un souverain pour guide et pour chef, c'eût été une évolution qui eût achevé la France. Contre lui, ce fut une Révolution, non une simple émeute comme lui et ses courtisans se l'imaginèrent. Et cette révolution déchaîna les forces populaires, opposant victorieusement au roi, à la reine de Versailles, après le massacre de leurs défenseurs, la foule venue en fureur de Paris que Lafayette avait cru et ne sut pas contenir. Louis XVI rentrait, le 6 octobre, prisonnier dans la capitale aux cris de « Vive la Nation ! »

*Les droits
et l'unité
de la nation.*

Ces scènes tragiques n'ont que trop justifié la prévision de Rousseau dans son *Discours sur l'inégalité* : « Nul n'ignore combien est dangereux dans un grand Etat le moment d'anarchie et de crise qui précède nécessairement un régime nouveau, le danger d'émouvoir les masses énormes qui composent la nation française. Qui pourrait retenir l'ébranlement et prévoir tous les effets qu'il peut produire ? » L'ébranlement, du 20 juillet au 6 octobre 1789, de l'Ile-de-France s'étendit à tout le royaume. On avait vu les misérables de la campagne et des faubourgs brûler les barrières d'octroi, les châteaux et les titres des seigneurs. Sous cette poussée des gueux, dans la crainte de pires excès, s'était accomplie, au sein même de l'assemblée, la Révolution sociale et administrative qui créait une France moderne, dans l'égalité et la liberté. Ce que Rousseau déclarait impossible, dangereux « au point, disait-il, qu'un homme de bon sens n'oserait l'entreprendre, » les Français, de force ou d'enthousiasme, l'avaient réalisé. Ils avaient aboli les vieilles coutumes, changé les vieilles maximes et donné à l'Etat une autre forme que celle à laquelle l'avait amené un régime monarchique. C'était plus encore la nation que l'Etat dont les destinées se réglèrent alors pour une vie nouvelle, lentement élaborée dans un passé de treize siècles, s'exprimant désormais dans la devise constitutionnelle qui allait s'inscrire sur le nouveau drapeau de la patrie : « la nation, le roi, la loi ».

VI

LA NATION FRANÇAISE
A LA RECHERCHE D'UN GOUVERNEMENT.
BOURGEOISIE ET DÉMOCRATIE.

Les régimes politiques en France de 1789 à 1875. — La France sans roi : Varennes. — Le Gouvernement de la bourgeoisie après 1789. — L'administration élective. — Assignats et biens d'Eglise. — La constitution civile et le schisme. — L'émigration et les menaces de guerre. — La Législative et la guerre. — La patrie en danger, la Terreur. — La Convention et la République patriotes. — Défense et organisation de l'armée française. — La République conquérante. — Bonaparte et la paix intérieure. — La centralisation du Consulat. — L'Empire et la IV^e Dynastie. — La restauration des Bourbons. — Le pays légal et la Charte. — Administrateurs et administrés. — Le rôle et l'influence de Paris. — Misères et revendications des classes ouvrières. — Les doctrines socialistes. — La révolution sociale de 1848 et le suffrage universel. — L'évolution économique dans la France du XIX^e siècle. — La politique du second Empire (1852-1870).

Les régimes politiques de la France de 1789 à 1875. Voilà bientôt cent cinquante ans que la nation française a déclaré à la monarchie sa volonté et son droit de poursuivre, dans l'égalité et la liberté réglées par la loi, ses destinées, qu'elle a donné aux citoyens enthousiastes, à l'Europe le spectacle de cette grande fête de l'unité que fut la Fédération du 14 juillet 1790, consécration de ses efforts séculaires, symbole de ses espérances. Depuis, son histoire a été singulièrement remplie, si pleine d'événements, et de changements rapides que la chronologie a dû, pour les suivre, s'en établir, non par années seulement, mais par mois, par journées : histoire souvent tragique, héroïque aussi, d'élanx généreux et de cruautés sanglantes, de gestes glorieux et de tristes et criminelles erreurs, qui déconcerte et étonne par ses reculs et ses renouvellements successifs. Les essais qu'en un siècle et demi la France a faits de régimes politiques divers, abandonnés et repris tour à tour, ont donné d'elle, dès le lendemain du jour où elle se disait maîtresse de son avenir, dès 1791, l'impression que cet avenir lui échappait : monarchie constitutionnelle, et régime bourgeois à base censitaire d'abord ; république démocratique et autoritaire durant les trois années de la Convention ; république censitaire du Directoire et du Consulat, avec cinq, puis trois, puis un seul chef ; Empire plébiscitaire du premier Napoléon ; monarchie constitutionnelle, puis parlementaire de Louis XVIII à Louis-Philippe ; et puis, à nouveau, république démocratique à base de suffrage universel, interrompue par dix-huit années d'Empire plébiscitaire, tantôt autoritaire, tantôt libéral, et cinq années enfin d'hésitations entre la monarchie, l'Empire et la République de 1870 à 1875.

De ces alternances de régimes, précédées ou suivies de révolutions et de coups d'Etat, on a fait grief aux Français, grief d'imprévoyance pour avoir détruit en 1792 un édifice politique de dix siècles, sans avoir arrêté le plan de la reconstruction, grief aussi de légèreté,

d'impuissance à se satisfaire et à se fixer. C'est le grand reproche que Burke et son parti formulaient contre les hommes de 1789. Ce fut le jugement sévère de bien des historiens et des critiques sur cette nation qui, ayant prétendu à la fin du XVIII^e siècle se gouverner elle-même comme les Etats-Unis, aurait plutôt ressemblé au XIX^e siècle, à ces nations de l'Amérique du Sud, oscillant comme elles sans cesse des révolutions aux dictatures militaires. Volontiers on se plaît à comparer les aventures politiques de la France avec l'évolution régulière et ordonnée des institutions contemporaines de l'Angleterre. Comparaison n'est pas raison : l'exemple de l'Angleterre précisément, qui ne mit pas moins d'un siècle, de 1625 à 1745, de la mort de Jacques I^{er} Stuart à l'entreprise malheureuse de Charles-Edouard, pour trouver, incomplètement encore, les assises de son régime constitutionnel, aurait dû avertir les critiques et les disposer à plus d'indulgence pour la France. On oublie trop volontiers l'exécution de Charles I^{er} pour insister sur celle de Louis XVI, le protectorat de Cromwell et la dictature de Marlborough, pour ne parler que des Napoléons. Combien de temps aussi n'a-t-il pas fallu à l'Allemagne, depuis les efforts de l'empereur Maximilien au début du XVI^e siècle pour créer un gouvernement fédéral d'Empire, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, pour aboutir « par le fer et par le feu » seulement à cette unité du Reich qui a survécu à la ruine des dynasties allemandes et des Hohenzollern, ces lointains héritiers de Charles-Quint. Pourquoi réserver à la nation française, pour la juger en ce dernier siècle, la spécialité des querelles de partis et de religions, des coups de force et des violences populaires?

La France sans roi : Varennes. Qu'est-ce qu'un siècle d'histoire, après tout, au regard de ce long passé de la nation que l'on vient de parcourir et qui seul l'explique? Au cours de ce passé, la France s'était formée lentement, constituant et exploi-

tant son domaine, prenant conscience de ses traditions et de ses aspirations. Elle s'était faite ainsi dans une si étroite entente avec l'Etat capétien, par un échange si constant de services mutuels avec cet Etat, qu'au moment où son évolution nationale s'achevait par l'abolition des privilèges, des inégalités de classes, de provinces, préparée par ses rois eux-mêmes et leurs ministres, ce lui fut une brusque surprise d'apprendre et de constater la rupture de cette alliance séculaire entre elle et la monarchie. Cette surprise se manifesta par la terreur et l'indignation. La date s'en peut marquer avec précision par la fuite du roi à Varennes le 20 juin 1791, son arrestation, et l'émoi des Français alors. La France sans roi, personne d'eux ne crut qu'elle pût vivre, et se défendre à l'avenir contre les périls du dehors ou du dedans.

Il est aujourd'hui bien établi, c'est un fait accepté par les historiens de toutes écoles, qu'il n'y avait pour ainsi dire point en France alors, ni de républicains avoués, ni de parti républicain surtout. Après les premières crises de 1789 et les débats de la Constituante, Louis XVI, malgré ses résistances successives à l'établissement de l'ordre nouveau, demeurait cher à ses sujets, bien qu'ils se déclarassent désormais des citoyens, peut-être même plus qu'avant ces changements décisifs. La royauté put paraître même la sauvegarde tutélaire des réformes qui s'accomplissaient. On parlait d'envoyer les aristocrates à la lanterne, mais contre leurs intrigues on comptait sur le Roi. Sa popularité, en 1790, égalait celle de Lafayette et de Mirabeau. Les charbonniers l'acclamaient sur le quai du Louvre, où depuis longtemps le peuple de Paris n'avait plus coutume de voir ses souverains. Au Champ de Mars, le 14 juillet 1790, lorsque Louis XVI parut avec la reine et le dauphin pour prêter serment devant l'autel de la Patrie, son geste royal, la vue de son trône provoquèrent dans cette foule de trois cent mille spectateurs un feu d'enthousiasme, un enthousiasme, une ferveur de loyalisme qui se propagèrent par toute la France. En 1791, encore en mars, trois

mois à peine avant la fuite à Varennes, si Louis XVI tombait malade, Camille Desmoulins notait, avec regret d'ailleurs, les marques les plus touchantes de la sympathie populaire. Tout un long passé de confiance et de dévouement mutuels, ruiné en quelques jours par l'abandon auquel, sur de mauvais conseils et les instances de la reine, Louis XVI s'était résolu ! Comment devant l'avenir incertain, les Français n'auraient-ils pas été désemparés, et pour longtemps ?

Le gouvernement de la bourgeoisie après 1789. En ce désarroi, le gouvernement de la France revenait nécessairement, exclusivement à la bourgeoisie. Depuis la fin du xvi^e siècle, elle s'était préparée à ce rôle par sa culture, son expérience des affaires, par sa fortune qui s'était singulièrement accrue dans le progrès économique du xviii^e siècle, mais toujours jusque là au service du roi. L'Assemblée Nationale où elle formait la majorité avait travaillé pour elle. Elle l'avait délivrée par ses lois sur la propriété, sur les corporations, sur l'organisation des impôts directs et indirects, de toutes les entraves qui gênaient son travail et son enrichissement. Elle lui avait réservé l'exercice de la vie publique, en limitant le droit de vote aux seuls citoyens qui payaient un certain chiffre d'impôts, l'éligibilité à ceux qui étaient propriétaires fonciers, payant d'impôt un marc d'argent, environ 50 francs. A ces Français « actifs », le monopole de toutes les fonctions, administratives, judiciaires et le privilège de faire la loi ; à eux aussi, et à eux seuls, le droit de s'armer comme gardes nationaux, pour la faire exécuter. Les pauvres, dont la voix avait pu se faire entendre pour élire le Tiers aux Etats Généraux, étaient redevenus « passifs », comme ils l'avaient été tout au cours de l'ancien régime. Ils ne devaient plus demeurer aussi résignés. En somme, la Révolution des deux premières années avait redonné à la bourgeoisie le premier rang dans l'Etat ; elle lui avait du même coup donné la lourde responsabilité de l'his-

toire nouvelle qui s'ouvrait par l'exclusion volontaire ou forcée de l'aristocratie, et le refus de collaboration du roi.

Adversaires de droite ou de gauche ont à l'envi prodigué les reproches à cette République bourgeoise « qui aurait pris la place de la royauté, et du peuple, au nom de la souveraineté populaire », confisqué à son profit l'autorité, les emplois, et les biens mis par ses lois à la disposition de la nation, pour dominer dans la suite la France nouvelle. Il est facile de refaire l'histoire, au gré de nos contemporains, pour servir leurs passions et les partis. Mais ce n'est plus l'histoire, telle que l'ont faite les générations successives, avec leurs idées, leurs sentiments, leur idéal. Les hommes du ^{xviii}^e siècle, Rousseau lui-même ne jugeaient pas possible, ni même souhaitable, le gouvernement d'un grand pays tel que la France par la démocratie. Les fondateurs de la république aux Etats-Unis, cette démocratie toute jeune et encore très faible, Washington, Hamilton doutaient eux-mêmes de la valeur de leur fondation. Ce ne fut pas dans le dessein égoïste de frustrer le peuple de ses droits que les Constituants se réservèrent le pouvoir, mais dans la crainte et le doute qu'il fût, en ayant été si longtemps privé, incapable de les exercer, et d'assurer l'ordre nouveau. Dans cette guerre d'autre part aux privilèges dont toute la nation, sauf les privilégiés, souhaitait le succès, et qui après leur a réussi, l'assemblée et la bourgeoisie n'ont-elles pas fait tout de suite et plus d'une fois l'expérience que le roi ne s'associait à leur effort que sous la pression des forces populaires, dont elles redoutaient autant que lui l'emploi et les excès. Ne devrait-on pas, en bonne justice, leur tenir compte de la difficulté d'une tâche ainsi poursuivie, et dans ces conditions, de leur résistance aux violences de la foule poussée par la misère, égarée par la presse, de leurs appels fréquents du roi mal conseillé au roi mieux informé, de leur effort considérable après tout pour constituer une France ouverte, selon son vœu, à

toutes les initiatives et à tous les talents ? Cette bourgeoisie, d'ailleurs, n'était pas une classe fermée, pas plus que la gentry anglaise, à laquelle la Grande Bretagne a dû ses libertés et sa grandeur. Elle a cru, pour elle et pour les autres citoyens qu'elle souhaitait instruire, à la vertu de l'épargne qu'elle savait, pour la pratiquer, une vertu française. Le mot célèbre que Guizot a plus tard lancé aux adversaires de la bourgeoisie censitaire : « *Enrichissez-vous !* », s'il n'eût été dénaturé dans la violence des débats, n'était en vérité qu'un appel à l'épargne, cette vieille pratique de la race, qui l'avait protégée contre les gaspillages et le désordre des finances royales, et devait lui permettre l'accès de la cité légale. Plus d'une famille française, depuis 1789, a contribué, en s'élevant ainsi, à la fortune de la France comme à la sienne.

L'administration Dans leur œuvre singulièrement malaisée, les architectes du nouvel édifice ont commis certes plus d'une erreur de calcul et de plan. Pour faire exécuter les lois à la vertu desquelles ils se confiaient, malgré leur nouveauté, et qui ne pouvaient valoir que par l'exécution, ils ont créé dans tout le royaume des corps électifs, par une défiance fâcheuse contre les administrateurs de carrière, les ministres et leurs agents et sans avoir prévu qu'en ces heures de crise de tels fonctionnaires seraient impuissants à défendre l'ordre contre leurs électeurs. La vénalité des charges de justice les avait indignés justement : les remettre à des juges élus par ceux qui pouvaient être leurs justiciables n'était pas moins périlleux. L'armée, atteinte dans ses cadres par l'émigration, n'en retrouva pas dans l'élection de ses officiers, qui pussent suffire à y maintenir la discipline. Les communes, les municipalités, dont la royauté avait, dans le passé, requis les services contre les féodaux, pour les soumettre dès le xiv^e siècle, avec le concours même de leurs officiers, aux ordres de ses agents, reconquirent des

droits très étendus. Elles allaient devenir, sous la pression de leurs électeurs locaux, des puissances indépendantes du gouvernement, capables de lui résister et même, ce fut le cas à Paris surtout, de lui dicter leurs volontés. Au moment où la défaillance de la royauté obligeait la nation à régler elle-même ses destinées, elle se trouva ainsi dépourvue des moyens d'action nécessaires à imposer le respect de ses délibérations et de ses lois.

Assignats et biens d'Eglise. Les ressources financières qu'elle avait voulu procurer à l'Etat, en prenant à sa disposition les biens du clergé pour combler le déficit de la gestion monarchique, ne furent, sous la forme des assignats, créances à long terme sur les acheteurs de biens nationaux, qu'une monnaie de crédit dépréciée aussitôt que le crédit public ne parut plus se rétablir. Et comment se fût-il rétabli avec les impôts qui sous leur forme nouvelle, presque exclusivement directe, rentraient plus mal encore que par le passé ? Le gouvernement n'eut de ressource, pour pourvoir à ses besoins, que de multiplier les assignats. L'inflation ne le secourut pas, et ruina plus encore son crédit. Les biens du clergé n'enrichirent que leurs acquéreurs qui les payèrent en papier déprécié. Le prix de la vie s'accrut au profit des paysans qui détenaient les subsistances. La misère des villes jeta les foules à la rue, prêtes au pillage et aux émeutes. Les espérances de bonheur qu'avait éveillées l'ère nouvelle se muèrent en colère contre les administrateurs de cette société nationale acculée comme le régime précédent à la faillite, rendus responsables des désordres et de l'anarchie. La crise politique se doublait d'une crise économique et sociale. Le peuple, ou ses chefs, se plaignant d'être si mal gouvernés, revendiquèrent à Paris par l'insurrection le droit de se gouverner eux-mêmes, et mieux.

La Constitution civile et le schisme. En même temps que les intérêts étaient en péril, un conflit religieux d'une extrême gravité alarma les consciences. Sur les conseils de Talleyrand, la Nation avait porté la main, dans sa détresse, sur les domaines de l'Eglise. Très religieuse encore dans son ensemble, elle n'entendait point toucher à la mission spirituelle du clergé. Mais la façon dont il remplissait cette mission depuis l'institution du Concordat, sous ce régime de monarchie chrétienne qui distribuait évêchés et abbayes aux privilégiés, aux cadets des familles nobles, se présentait comme un de ces nombreux abus que la Révolution avait condamnés. Il put paraître très naturel et logique de faire, pour l'Eglise royale, ce qui venait de s'accomplir dans l'armée royale, d'enlever à la nomination du souverain les charges ecclésiastiques et de les donner à l'élection comme les autres, de créer dans l'Eglise comme dans l'armée des officiers nationaux, évêques et curés. Le vieux levain gallican qui fermentait en France depuis des siècles, les querelles passionnées des jansénistes contre les jésuites condamnés par la royauté elle-même, les attaques des philosophes et des écrivains contre le clergé laissaient espérer aux Constituants que le pays les suivrait dans leur entreprise et que, après Louis XVI, le pape Pie VI se résignerait à leurs décrets sur la Constitution civile du clergé.

Contre leur attente, le Saint-Siège n'autorisa pas les évêques de France à se soumettre à des lois qu'il désavouait. Ils refusèrent par son ordre de prêter le serment exigé du clergé catholique par le décret du 27 novembre 1790. Le schisme entre Rome et la France était décidé : la guerre religieuse déchaînée : les fidèles se divisèrent entre les prêtres assermentés et les réfractaires. La religion allait être mise en cause, la persécution organisée contre les croyances, le culte catholique interdit, les églises dévastées et désaffectées et les prêtres massacrés. Pour être républicain et patriote, il ne fut bientôt plus permis de manifester sa foi.

Ce fut dans ces conditions funestes à l'union des citoyens et à l'autorité de la bourgeoisie que Louis XVI prit, après avoir composé sa chapelle de prêtres réfractaires et provoqué en communiant aux Tuileries le jour de Pâques l'indignation des gardes de service, le parti de s'enfuir à l'armée de Bouillé. Il s'en alla, la nuit, à cette frontière de l'Est derrière laquelle les émigrés s'organisaient depuis un an auprès des électeurs du Rhin, pour une invasion à main armée avec le concours de l'étranger. Au temps de la Fronde, Mazarin avait fui les rebelles parisiens, à Cologne aussi. Mais il ne commit pas la faute d'emmener Anne d'Autriche et son jeune maître. Lassés d'une soumission forcée à ce nouveau régime qui les indignait, ni Louis XVI, ni la reine n'avaient calculé l'effet de leur fuite clandestine, le sentiment de détresse et de colère qu'elle allait provoquer, le parti funeste à la dynastie que devaient en tirer les chefs de l'émigration. Tandis que les Français s'imaginaient, perdant leur roi, être perdus et livrés, faute de protecteur et de chef, aux discordes civiles, à la guerre étrangère, les émigrés leur lançaient de Pillnitz et de Coblenz la menace d'une coalition redoutable des souverains de Prusse et d'Autriche, encouragée en secret par leur reine contre leur indépendance.

Cette menace n'était pas une vaine et platonique démonstration de sympathie pour le sort de Louis XVI et de sa famille. Le roi de Prusse s'en promettait des conquêtes, l'Alsace déjà. Et l'assaut eût été donné alors, si l'Empereur ne s'y fût refusé à moins d'être assuré du concours de l'Angleterre et de l'Espagne. Les émigrés, qui escomptaient aux dépens de leur pays l'offensive des armées germaniques la présentèrent de Mantoue aux Français comme toute proche, et capable de leur faire payer chèrement l'atteinte qu'ils s'étaient permis à l'ancien régime et à leurs privilèges. Il ne restait plus à la nation dans cette entente secrète de son roi avec l'émigration et l'étranger, qu'à s'armer elle-même pour se préparer à la guerre inévitable.

L'émigration et les menaces de guerre. Des conseils que lui avait si souvent donnés Mirabeau, mort le 2 avril 1791 en pleine popularité, le plus utile qu'elle eût reçu était de conserver à tout prix, au cours de son entreprise de réformes, la paix avec l'Europe : « On ne fait pas la guerre quand on n'a pas de gouvernement. » L'Assemblée, jusqu'alors, s'était rangée à cet avis. Elle avait inscrit dans sa Constitution la promesse solennelle de renoncer aux guerres ambitieuses et, pour plus de sûreté, s'était réservé le droit de contrôler la diplomatie demeurée encore aux mains du roi et de ses ministres. Ce contrôle lui échappait par les intrigues de la monarchie avec la cour de Vienne et les émigrés. Elle apparut impuissante à protéger la France non plus seulement contre ses entraînements, mais contre ses ennemis et ceux de la Révolution.

Il ne restait donc plus, comme ressource, que l'appel suprême à la nation, à tout le peuple soulevé pour la défense de son sol et de ses libertés. La démocratie, par les sociétés populaires de Paris et de province, Jacobins, Cordeliers et clubs affiliés, par la presse, les municipalités, les prêtres constitutionnels réclamait sa part, la plus grande part, au gouvernement de la France. Elle allait le recevoir ou l'acquérir de la nécessité même qui s'imposait de pourvoir au salut de la nation. La défense armée des frontières, le patriotisme s'identifiaient désormais, aux yeux des Français, avec le devoir, prescrit par les chefs populaires d'assurer le gouvernement du peuple par le peuple, de constituer une république démocratique, souveraine, une et indivisible. Avec la menace de la guerre organisée à ses frontières par la complicité de l'aristocratie et de son roi avec les rois, avec la guerre enfin, la nation française, jusque là soucieuse seulement de régler les formes politiques et administratives de sa vie nouvelle, entra dans l'inconnu.

De la menace de guerre, serait-elle venue à la guerre elle-même, en 1792, si les Girondins ne l'eussent précipi-

tée, au gré de Danton, contre le gré de Robespierre par les conseils de Brissot tout puissant au comité diplomatique de l'Assemblée législative « pour menacer comme il disait, l'Europe » ? Ce journaliste, revenu d'Amérique avec le dessein arrêté de donner aux Français cette République qu'il avait admirée aux Etats-Unis, avait aperçu dans la rupture de la paix à laquelle s'étaient obstinés les Constituants, le moyen de démasquer mieux qu'eux les complicités de la cour et du roi avec les émigrés et l'étranger, et de les perdre. Ses conseils prévalurent auprès des Girondins qu'on appela d'abord des Brissotins, épris comme lui de l'idéal républicain, et persuadés par leur jeunesse et leur talent que la France réussirait à le réaliser dans toute la vieille Europe par ses seules forces.

La Législative et la guerre. C'est une autre question de savoir si, malgré eux, après Varennes, par la volonté certaine de l'Empereur Léopold d'éviter la guerre, la paix aurait pu être conservée. Il faudrait, pour le penser, oublier comment se firent les élections à la Législative, du mois de juin aux mois d'août et de septembre 1791, sous quelle poussée démocratique, manifestement déterminée par les menaces d'une coalition organisée du dedans et du dehors. L'Assemblée, appuyée sur Lafayette avait sans doute, le 17 juillet 1791, à cette poussée démocratique, pour maintenir la royauté, opposé la force avec succès, et contraint les chefs du mouvement démocratique à dissimuler leurs calculs et leurs espérances. Elle ne pouvait empêcher que la nation ne tint désormais le roi en suspicion, qu'elle eût songé à s'armer dès le mois de juin, que, tout en désirant la paix, elle ne s'habituaît à l'idée de la guerre. Au moment où les Constituants se sont interdit de solliciter ses suffrages, les députés ont su et vu, comme tous leurs électeurs, que, pour désarmer l'aristocratie sur ses frontières où le roi avait tenté de la rejoindre, il leur faudrait combattre, contre leurs ennemis conjurés depuis Pilnitz avec les

souverains. De cette guerre acceptée au milieu de 1791 et bientôt souhaitée par l'opinion, il ne faudrait pas non plus négliger d'établir toutes les responsabilités. Ce fut dans un conseil royal de ministres dévoués à la monarchie, où Narbonne l'emporta sur le ministre des affaires étrangères, que Louis XVI décida l'envoi, le 14 décembre, d'un ultimatum à l'électeur de Trêves dont il attendait la guerre : « Dans le malheur d'une guerre où la France pourrait à peine soutenir une demi-campagne, écrivait-il à Breteuil, la Nation n'aura de ressources qu'à se jeter dans mes bras ». Louis XVI escomptait le malheur des Français. Il précipita le sien et la fin de sa dynastie. L'ultimatum royal du 14 décembre laissait prévoir celui que l'Assemblée exigea de lui contre l'Empereur lui-même et la déclaration qu'elle vota par acclamation le 20 avril 1792.

Pendant vingt-trois années, ce fut la guerre, presque sans trêve, entre la France révolutionnaire et l'Europe, depuis la guerre de Cent ans, la plus longue, la plus incertaine d'abord que la nation ait eu à soutenir, quatre invasions, au début et à la fin, et presque toujours de redoutables coalitions sur terre et sur mer. Pendant les premières années, les plus critiques, sans roi, sans constitution, sans armée, ou avec des armées improvisées, sans diplomatie, et sans alliés, la démocratie française seule fit résistance. Enthousiasme et crainte pour « la Patrie en danger », ce fut la première fois, dans l'histoire de la nation, que, sinon ces sentiments, du moins leur expression est apparue. Elle témoignait de la conscience que cette nation, en son entier, a prise désormais de son être, de ses droits, de ses forces. Pour constituer l'armée de volontaires, « les habits bleus », levée dès 1791, plus nombreuse et plus ardente après juillet 1792, bourgeois, paysans, ouvriers, anciens soldats ou soldats improvisés qui donnèrent à la Révolution ses états-majors, sont venus de tous les pays de France, laissant leurs champs, leurs ateliers, leurs magasins, leurs cabinets d'avocat ou d'architecte, pour la

défense de leurs héritages, de l'héritage commun. L'esprit militaire de la nation s'est réveillé, que le besoin et le souci d'une grande transformation intérieure avaient assoupi : tout un peuple en armes dont la royauté n'avait pas soupçonné les énergies, et qui étonna plus encore les princes d'Allemagne et leurs mercenaires.

Leur général, le duc de Brunswick avait cru le vaincre aisément en le menaçant d'avance des pires châtiments, d'une exécution à la prussienne, d'une subversion totale de leurs personnes, de leurs biens, de leur capitale. Il réussit seulement à les persuader qu'ils devaient « vaincre ou mourir ». L'Américain Morris notait l'effet de la menace sur cette nation armée pour son salut et pour sa liberté : « Soyez tous contre moi, et faites bonne résistance, car vous n'avez plus d'espoir » ; on le retrouve plus vivant encore dans le texte de l'hymne national de Rouget de Lisle que chantèrent les fédérés de Marseille entrant à Paris le 30 juillet « pour la patrie qui réclamait leurs bras vengeurs », pour la lutte contre cette horde d'esclaves, de traîtres, de rois conjurés, pour la République que, terribles à leur roi et à ses défenseurs, ils installèrent aux Tuileries le 10 août. Terreur pour terreur, la guerre à mort et sans merci contre l'ennemi du dedans et du dehors, la démocratie en armes et sans pitié pour qui l'avait menacée de vengeances impitoyables.

La patrie en danger, la Terreur. Les horribles massacres de septembre, dont les détails sont de bandits en délire, de bourreaux se posant en justiciers, de bouchers avinés massacrant des vieillards, des femmes à l'Abbaye, des prêtres aux Carmes et des enfants à Bicêtre furent de cette Terreur que Danton appelait « la justice du peuple » le premier acte déshonorant et funeste pour la République autant que pour ses ennemis. En vain le Comité de surveillance qui, dans la Commune de Paris, avec Passis l'ami de Robespierre, Desforgues

le secrétaire de Danton, Marat surtout avait ordonné et organisé ces tueries, prétendait-il les justifier, dans leur circulaire du 3 septembre qui appelait les provinces à d'autres crimes encore, par une nécessité de salut public, par un impérieux besoin de « protéger les défenseurs de la nation marchant à l'ennemi contre des milliers de conspirateurs féroces, de traîtres cachés dans ses murs ». La crainte ne fut pour rien dans la résistance à Valmy des bataillons de Kellerman, victorieux des troupes les plus renommées en Europe depuis Frédéric II. La Terreur n'était pas nécessaire à l'intérieur pour que l'armée de la nation repoussât les assauts de l'adversaire contraint à battre en retraite : l'enthousiasme et la fermeté patriotiques des Français armés pour la défense de leur sol et le triomphe d'une nouvelle ère de droit et de liberté suffirent.

*La Convention
et la
République
patriotes.*

La Convention populaire, qui prenait la charge des destinées de la nation, s'ouvrit sur cette victoire qui semblait décider de son avenir et de celui du monde, Goethe, du moins, l'inscrivit sur son Journal de campagne. Cette préface sanglante était-elle plus nécessaire au succès de son œuvre d'organisation de la démocratie, qu'à son effort de défense et de propagande républicaine ? Les chefs de la Commune, les orateurs et les meneurs des sections de Paris, excusés et peut-être approuvés par les Girondins et les Montagnards, ont, en déchaînant les pires instincts de la foule, entraîné la nation à ce régime d'arbitraire et de meurtres qui devait pour longtemps s'identifier à ses yeux avec la République. Pendant trop d'années, les Français se firent de la Terreur entre concitoyens une habitude cruelle, tant que la guerre se prolongea contre les ennemis du dehors, contre l'aristocratie et les prêtres, contre la royauté et les royalistes dénoncés comme complices, comme suspects de trahison, contre Lyon, contre la Vendée, et leurs diversions funestes à la Patrie en dan-

ger. « Suspects » : ce fut le crime de toutes les victimes, depuis Louis XVI, jusqu'aux Girondins jusqu'à Hébert et Danton. Dès le mois d'octobre 1792 un journaliste de Paris indiquait une nouvelle prison à vider : les Tuileries. Et ce fut au mois de janvier 1793, le jugement de Louis XVI, qui, de l'avis de ses juges et malgré sa solennité, ne fut pas plus un acte de justice que ceux des tribunaux improvisés dans les prisons le 2 septembre, mais un arrêt rendu sur des raisons d'Etat, une mesure de Salut public, « un acte de Providence nationale », disaient Robespierre et Marat, une « tête de roi jetée en défi et par menace, à la tête des souverains de l'Europe ».

Puis la suite, à intervalles presque réguliers, la création en avril du tribunal révolutionnaire, après les désastres de Belgique et la révolte de Dumouriez ; la proscription des Girondins, et, malgré le grand effort victorieux de la République qu'organisa Carnot, la tyrannie ornée par Robespierre « l'Incorruptible » des vertus républicaines qui s'abattit sur Danton, Camille Desmoulins, Hébert, sur Lyon, sur Nantes, sur la Vendée, sur toute la France, et finit en thermidor par se renverser elle-même. Aux mains des Jacobins, d'un très petit nombre d'hommes, autoritaires et audacieux, la Terreur a soumis à un régime arbitraire ces mêmes Français qui en 1789 avaient fait la Révolution pour s'en délivrer. Ils avaient alors invoqué la loi, réclamé une Constitution : par une législation et une justice d'exception, par les arrêtés des Comités tout-puissants de la Convention, et par ses décrets, la Constitution et les lois durant dix ans se trouvèrent suspendues, pour terrifier les ennemis de l'intérieur, complices de l'étranger toujours menaçant.

Lorsque la réaction se produisit, en 1795, au profit de la bourgeoisie qui s'empara du Directoire, la guerre qu'elle poursuivait, non plus pour la défense, mais pour l'extension du domaine national entretenit par instants la Terreur : au 18 fructidor contre les députés, les administrateurs suspects par leur modérantisme, tels que Car-

not et Barthélemy, de souhaiter la paix; au 30 prairial, contre les Directeurs suspects de mal conduire la guerre. N'a-t-on pas entendu l'un deux, Reubell déclarer : « je n'ai jamais reproché à Robespierre que d'être trop doux ? » Ce fut encore un acte de Terreur, sous le Consulat, que l'exécution du duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes, sans jugement, sans défenseur, et, après la restauration des Bourbons, le déchaînement flétri par les royalistes eux-mêmes « de supplices de fer et de bourreaux », les listes de proscrits et de suspects dressées par Fouché, les cours prévôtales, les violences dans le Midi des foules royalistes, toute cette Terreur blanche aussi funeste à la monarchie que le fut à la République la Terreur rouge. Emeutes, coups de force, proscriptions, échafauds et fusillades, violences et raffinements de violences furent les conséquences, qui pesèrent lourdement et pour longtemps sur la nation, des conditions sanglantes dans lesquelles la République démocratique s'était substituée à la monarchie, pour faire front contre l'Europe provoquée à une lutte sans merci.

*La défense
et l'organisation
de l'unité
française.*

Cette République était née cependant aussi au canon de Valmy ; elle avait pu donner conscience alors à la nation que dans une des crises les plus graves de son histoire elle était par elle-même capable de soutenir un double effort de transformation sociale et politique et de défense du domaine. Dans les cerveaux et les cœurs de ses paysans, dans l'intelligence de ses bourgeois, fils eux-mêmes de paysans et d'artisans, elle avait trouvé les ressources d'expérience, d'énergie, de sensibilité qu'y avait déposées depuis des siècles le dur métier de la terre pratiqué par les ancêtres dans l'horizon du pays natal. Elle avait, malgré les excès des partis et les égarements des foules, constitué sous la Convention et le Directoire un gouvernement dont Bonaparte hésitera jusqu'en 1804 à supprimer le nom. Par les lois de ses assemblées, la science de ses

jurisconsultes, dans les travaux de ses Comités, la Convention républicaine avait préparé la législation et les institutions de la France moderne. Une administration nouvelle, recueillant ce qu'il y avait de meilleur dans les traditions et les serviteurs de l'ancien régime, était en germe dans les bureaux de la Convention et les ministères du Directoire, à la disposition de l'Etat qui allait, pour tout le siècle suivant, à la place des institutions monarchiques, servir une société fondée sur le droit et l'égalité des citoyens. Lorsque le premier président de la Convention, François de Neuchâteau, qui fut aussi l'un des meilleurs ministres du Directoire, saluait, le 21 septembre 1792, l'avènement de la démocratie au pouvoir, il exprimait « son vœu formel de maintenir entre toutes les parties d'un vaste empire l'unité dont cette auguste assemblée était désormais le centre commun et le lien conservateur. »

C'était en effet le vœu de toute la nation, un vœu passionné, inspiré du long effort qui avait constitué, à travers les crises et les grandeurs de son histoire, son patrimoine, ses sentiments et son génie, et qui demeurera comme un principe sacré, pour les générations suivantes. Ce principe, le rapport nécessaire entre les destinées de la France et son unité fera leur force. Il explique les abus de la centralisation d'Etat, et comment elle a permis à des gouvernements successifs de disposer des Français, malgré leur volonté, parfois en se saisissant du « centre commun » dont relevaient tous les organes et les nerfs essentiels de la vie nationale.

Rien de plus curieux que le conseil donné par Gambetta à son parti, dans la lutte engagée contre le régime impérial, de conserver intacte, pour le jour où il en triompherait, cette forme de gouvernement centralisé, la force même dont l'emploi, par ses adversaires, retardait sa victoire. Les Bourbons, en 1815, n'avaient-ils pas été trop heureux de les avoir à leur service quand les Alliés leur eurent livré la France ? La forte administration de la France, créée par la Convention, achevée par

Napoléon, a été, pour les partis qui se sont, au xix^e siècle, disputé la nation, une tentation au moins autant qu'une ressource. Et sur ces partis, sur leur formation, leur dessein, la violence et l'âpreté de leurs querelles, quelle influence n'a pas eu cette passion de l'unité, étendue jusqu'aux consciences et aux esprits, aux dépens de la liberté de croire et de penser ?

On en vient à se demander même, en recherchant très loin dans le passé, depuis la révocation de l'édit de Nantes et les querelles de la bulle *Unigenitus* jusqu'aux entreprises de la Convention contre le culte catholique et pour un culte républicain et l'essai par Napoléon d'un catéchisme impérial, si cette « démesurée passion » de l'unité nationale, ne serait pas la source principale des divisions qui séparent les Français, les arment aux périls même de cette unité, les partis l'employant quand ils sont au pouvoir et, quand ils n'y sont pas, invoquant la liberté pour le conquérir avec la même tendance à en abuser à leur tour. L'histoire de leurs luttes au xix^e siècle en a fourni plus d'un exemple, dont la France a souffert depuis la Révolution.

En revanche, quelles forces de résistance morale et matérielle, pour sa sûreté et sa grandeur, n'y a-t-elle pas trouvées, au temps de la Convention, et dans ces armées formées d'éléments excellents de l'armée royale et de recrues aussi capables de lui donner ses plus grands généraux, dans l'effort immense requis et obtenu du pays, artisans, chefs d'industrie et savants qui mirent leurs bras ou leurs cerveaux au service des fabrications de guerre. Sans elles la France, malgré l'héroïsme de ses défenseurs, n'aurait pu être sauvée, ni vaincre. Berryer, le grand orateur légitimiste, n'était pas suspect d'indulgence pour les auteurs de cette œuvre de Salut Public dont la nation devait toujours garder une légitime fierté, quand il s'écriait en 1825 à la tribune d'une Chambre sans pitié, ni justice pour les républicains : « Je n'oublierai jamais que la Convention a sauvé mon pays ». L'unité française a toujours, depuis et jusqu'aux

événements les plus récents de la Grande Guerre déclarée par l'Allemagne, trouvé les Français prêts aux sacrifices décisifs et unanimes. Elle leur a procuré, quand il était besoin, des ressources certaines de résistance, de force et de progrès.

La République conquérante. Mais si glorieux que fut alors l'effort de la nation, c'était toujours la guerre, nuisible à la République, autant que les entreprises militaires des derniers Bourbons l'avaient été à leur monarchie. Dans la dernière année de la Convention, et la première année du Directoire, le gouvernement républicain avait eu conscience de la nécessité de limiter, de terminer cette guerre, dont le nerf, l'argent lui faisait défaut. « Nous succombions sous le poids de nos victoires », disait un Directeur. La République, à Bâle, avait obtenu la paix, et escompté l'alliance des rois de Prusse et d'Espagne : moins d'ennemis et plus de chances de triompher, à moins de frais, des autres, l'Angleterre et l'Autriche. La France était lasse de vaincre, sa vie économique suspendue depuis le mois de juillet 1789, ses peuples sans travail et sans clients, accablés par la misère, et la cherté des subsistances qui n'avait fait que croître, en dépit des lois sur le maximum, par la multiplication et la dépréciation du papier-monnaie, favorable aux agioteurs seulement, ruineuse pour l'Etat et la nation. Avec le Directoire, le XVIII^e siècle va s'achever comme il avait commencé au temps de la Régence dans la misère de l'Etat, du peuple et des classes moyennes, le luxe insolent, les folies de plaisir et de dissipation des manieurs d'argent, des fournisseurs d'armée. C'est aussi sans doute un réveil de l'art français qui se rattache à l'inspiration et aux règles de l'art Louis XVI pour préparer, avec David comme maître de chœur, l'art du Consulat et de l'Empire. Mais dans la faillite totale des finances publiques, c'est surtout le règne des financiers, Perrégaux, Ouvrard, Hainguerlot, Récamier, de leurs femmes ou de leurs maîtresses, et

avec eux, la corruption presque avouée dans l'entourage de Barras, des chefs du gouvernement, des fonctionnaires. C'est davantage encore le règne des chefs d'armée qui s'est installé, les généraux étant « pour leur patrie autant de financiers doués des plus grandes ressources », dit un envoyé étranger. Ressource dangereuse pour le Gouvernement et les Français autant que pour les nations qu'ils prétendent affranchir, mais en prélevant leur part de leurs dépouilles. La gloire qui rend ces généraux populaires, les richesses dont ils disposent ont mis chaque jour un peu plus la République à leur merci. Il semble qu'elle soit perdue, si elle fait la paix.

*Bonaparte
et la paix
intérieure.*

Et la paix s'est éloignée, en 1796, par les victoires en Italie de Bonaparte seul maître d'en régler les conditions avec l'Autriche, par son entreprise d'Egypte qui a coalisé de nouveau toute l'Europe contre les Français, tandis que le meilleur de leurs armées était au loin et s'éloignait sur les rives du Nil en Syrie. Devant les menaces de l'invasion russe, et les ruines créées par les discordes civiles, la déplorable gestion des finances obérées par les frais de la guerre après la liquidation de la faillite royale, dans le trouble des consciences atteintes par la persécution religieuse et des intérêts sacrifiés aux intrigues des partis, il a fallu à la nation, comme à la fin du xvi^e siècle, une épée victorieuse des étrangers et des factions. C'est le propos même de Sieys qui a demandé cette épée à Joubert, et a saisi celle que Bonaparte, revenant en 1799 d'Egypte, lui offrit au 18 brumaire contre les avocats du Directoire et de ses Assemblées. Les Français ne se doutaient pas cependant qu'ils se confiaient à l'homme dont le génie ambitieux avait le plus contribué, comme l'avait dit en 1796 un ministre clairvoyant, à répandre en Europe à leurs dépens « des semences de guerre éternelles ».

Ils l'acclamèrent quand il débarqua à Fréjus. Ils lui, sacrifièrent, après Brumaire, leurs libertés, rentiers

marchands, ouvriers et paysans, quand il leur dit : « *La Révolution est finie* ». C'était à leurs yeux la promesse salubre d'un gouvernement assez fort pour prévenir le retour offensif de la royauté et de l'ancien régime appuyé par les souverains étrangers, pour dicter à l'Europe une paix glorieuse, garante des droits et des frontières de la nation, pour fermer l'ère des violences, et des persécutions terroristes. Plus de révolution, mais une évolution pacifique des lois et des mœurs, à l'abri d'un pouvoir indiscuté, sur les bases du nouveau régime d'égalité et de propriété qui avait, depuis 1789, remplacé le régime du privilège et de l'arbitraire : l'ordre favorable à tous ; la loi égale pour tous, ce qui dans le passé avait fait la force de la monarchie et de la France, à travers les crises de son histoire, ce qui depuis 1789, dans la plus redoutable de toutes, avait fait celle de la nation parvenue à sa pleine maturité.

La centralisation Les institutions du Consulat, fondées *du Consulat*. sur la centralisation administrative devaient vite avoir raison du désordre qui était surtout l'effet de la pratique de l'élection dans le choix et l'avancement des serviteurs de l'Etat. Préfets, magistrats, officiers de l'armée, agents du Trésor, percepteurs et gendarmes, demeurent, depuis cette époque où ils ne relèvent plus que du pouvoir central, les gardiens de la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Mais comme dans le régime nouveau l'Etat, c'était la nation, Bonaparte prit ses fonctionnaires dans tous les partis, dans toutes les classes, administrateurs d'ancien régime, tels que Lebrun, Gaudin, Pasquier, ou des Comités de la Révolution, et de préférence dans la bourgeoisie, comme autrefois avait fait la monarchie. Ils ne furent pas ses serviteurs seulement, mais ceux de la loi. Le Code civil, que le premier Consul en 1804 donna aux Français, après deux ans d'études auxquelles il participa activement, fut cette loi que nul n'était censé désormais ignorer, que la majeure partie de l'Europe adopta.

N'était-elle pas, dans sa constitution et son texte, faite d'emprunts au droit romain, à la coutume, aux ordonnances royales et aux lois révolutionnaires, comme l'image substantielle des étapes successives de la civilisation française, depuis les siècles les plus lointains ? On conçoit que pour la bourgeoisie française surtout, dont l'influence s'affirmait alors, le Code civil ait été pendant plus de soixante ans l'objet d'un véritable culte, sauvegarde en somme des citoyens contre un retour de l'arbitraire.

A tout prix la nécessité s'imposait de rétablir le crédit de l'État compromis par tant de faillites successives de la monarchie et de la Révolution, les prévarications des fonctionnaires, et la misère des contribuables et des rentiers. Après y avoir pourvu par diverses mesures de réparation et de surveillance, le Consulat créa la Banque de France, une association libre entre les banquiers et l'État dont l'Empire eut le tort de ne pas respecter plus tard l'indépendance.

Bonaparte enfin comprenait l'erreur qu'avait commise la Constituante de vouloir établir une Eglise nationale, un corps de fonctionnaires religieux, élus par le peuple comme ceux de la justice et des finances sans le gré du Pape, contre celui de la majorité des fidèles, s'obstinant à obtenir du clergé et du Roi le serment d'obéissance à des décrets qui bouleversaient la hiérarchie ecclésiastique. Il voulut effacer le souvenir des querelles religieuses provoquées par ces décrets et surtout les effets de la guerre déclarée, par le régime républicain, aux croyances, au clergé et jusqu'aux monuments et aux sanctuaires de la foi traditionnelle des Français. Cette politique d'apaisement supposait une entente avec le Pape qui ne fut pas d'ailleurs de longue durée, six ans à peine. En revenant, le 18 août 1802, au Concordat que la royauté française avait conclu avec le Saint-Siège, Bonaparte y avait ajouté de son chef les Articles Organiques qui ressemblaient fort à la Déclaration de 1682. Dès qu'il eut obtenu du Pape, pour la nation, son

consentement à l'aliénation des biens de l'Eglise, et pour lui la faveur d'être sacré Empereur à Notre-Dame, il traita Pie VII en simple évêque de son Empire. Il n'était ni d'une génération, ni d'un milieu qui eussent le respect des choses et des personnes saintes : il le lui fit voir durement. Et de son fils, héritier de cette dynastie que le pape avait consacrée, il fit, aux dépens du Saint-Siège, un roi de Rome.

*L'Empire
et la
IV^e Dynastie.*

De cette œuvre napoléonienne, que Chateaubriand a célébrée en l'enviant, il y eut des parties durables, celles qui répondaient au vœu de la nation et à ses besoins, qui continuèrent ses destinées, d'autres fragiles, de l'aveu même de l'impératrice mère et de l'entourage impérial, parce qu'elles étaient fondées sur la force et les violences, sur les intérêts d'une famille de parvenus, et la tête d'un tout jeune enfant. Bonaparte s'en rendit compte : il eût voulu constituer une quatrième dynastie, après celle des Capétiens dont le fondateur n'était comme lui qu'un roi élu, mais par ses pairs. Après la Révolution, qui avait supprimé toute aristocratie de naissance et d'argent, le suffrage populaire fut sa seule ressource. Un plébiscite de trois millions de Français lui donna ses pouvoirs de premier Consul, un autre plébiscite en 1802, de plus de voix encore, les lui confirma à vie avec le droit de choisir son successeur; un troisième plébiscite, qui excluait à jamais les Bourbons du trône, décida l'Empire que Pie VII consacra, de façon plus directe que n'avait fait la Papauté pour Hugues Capet. Cette monarchie absolue et héréditaire fut présentée et parut alors acceptable aux Français, comme investie d'une double légitimité, par l'expression de la souveraineté populaire, et par le sacre, celle qui venait du peuple, celle qui venait de Dieu. Il eût fallu, pour qu'elle durât, qu'elle ne connût point les défaites, et que la bourgeoisie française, lasse des querelles de parti d'abord, séduite ensuite par la gloire de Marengo et

d'Austerlitz, eût à jamais perdu le goût et renoncé à l'usage de la liberté politique. Les deux essais que les Napoléon, firent au XIX^e siècle de ce régime plébiscitaire ont eu, à la veille de Waterloo et de Sedan, la même conclusion, le retour par l'Acte additionnel de Benjamin Constant et par l'Empire libéral d'Emile Ollivier, aux formes de la monarchie constitutionnelle et parlementaire.

La restauration des Bourbons. Dans les cinquante années qui séparèrent ces deux essais, les Bourbons ont de nouveau occupé le trône de France, princes soit de la branche aînée, soit de la branche cadette, établis soit par la volonté des vainqueurs de Napoléon, soit par l'insurrection populaire, victorieuse à Paris une fois encore, en 1830, de Charles X qui s'entêta, comme son frère Louis XVI, à défendre un passé condamné par la nation. Ce fut le régime de la Charte, octroyée d'abord, amendée en 1830 : don royal, ou amendements populaires, elle restait conditionnée par sa préface, la Déclaration de Saint-Ouen qui avait garanti aux Français les libertés et les droits proclamés en 1791, les biens, les grades et les fortunes acquis depuis vingt ans. Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe ont régné de 1815 à 1848 en vertu de ces promesses, mais de moins en moins gouverné. A mesure que s'éloignaient les violences de la Révolution ou le despotisme de l'Empire, la Nation reprenait sa prétention et son droit à se gouverner elle-même. Ou plutôt, le reprenant à la royauté, elle abandonnait à l'aristocratie parfois, à la bourgeoisie surtout, le soin de l'exercer en son nom. En effet, cette époque de la Restauration jusqu'à la fin de la monarchie de juillet a consacré, à travers trois règnes successifs, le règne des classes moyennes.

Le Pays légal de la Charte. Ce qu'avaient été, dans la nation, avant 1789, la cour et l'administration royale, fut depuis 1815 le *pays légal*. Les Français ayant

en petit nombre le droit de voter, et d'être élus pour une certaine fortune, d'abord foncière et soumise à l'impôt direct, occupèrent les fonctions publiques, se réservèrent la direction des affaires étrangères ou intérieures. On est frappé de voir combien peu de ces Français appartenaient, ceux du moins qui figurèrent sur le devant de la scène parlementaire et politique, même dans les premiers rôles, à la noblesse de naissance : Vitrolles, le duc de Richelieu, Chateaubriand, les comtes de Villèle et de Serre, le duc de Broglie, le marquis de la Ferronays et le comte de Polignac et Lafayette. Les bourgeois en revanche y paraissent les plus nombreux, même parmi les champions les plus ardents de la réaction royaliste, tels que Lainé, Corbière, Peyronnet : des bourgeois, royalistes résolus comme Royer-Collard, Decazes, Martignac, le chancelier Pasquier, Molé, Guizot, Thiers, de Barante, le baron Louis, magistrats, professeurs, financiers, étroitement rattachés aux parlementaires d'ancien régime, ou formés par l'administration impériale, des bourgeois de la banque ou de l'industrie, les Delessert, les Périer, les Lafitte, les Ternaux ; des fonctionnaires civils et militaires de Napoléon, comme Beugnot, Bignon, Mollien, Montalivet, Portalis, Gouvion-Saint-Cyr et le général Foy, et tous les maréchaux, Marmont, Mortier, Victor, Soult, Sebastiani, Lefebvre, dont la noblesse de fraîche date s'étayait de la gloire napoléonienne pour faire oublier leurs origines roturières.

Pour la plupart de ces bourgeois qui ont tour à tour mis au service de la Révolution, de l'Empire, ou de la Monarchie légitime ou orléaniste, de bien des régimes différents, leurs talents d'administrateurs, d'orateurs et de publicistes, l'objet commun de leurs vœux ou de leurs calculs était d'éloigner le retour de l'arbitraire monarchique ou impérial, des violences et de l'anarchie républicaine, d'écarter les blancs et les rouges. A travers les crises du dehors ou du dedans, ils ont repris la tradition que leur avait léguée leurs ancêtres au service de l'ancienne monarchie, gouvernant la France, comme

ceux-ci avaient aidé au xvii^e siècle les Bourbons à la gouverner, imposant à la royauté et à la nation un régime d'ordre public fondé sur la raison qui avait défini en 1789 les droits et les devoirs des Français, puis confirmé et réglé leurs propres droits au temps du Consulat. Ils se sont efforcés de « nationaliser la royauté, et de royaliser la nation » qu'ils jugeaient incapable de se gouverner sans la royauté et sans eux. Ils ont réussi avec Louis-Philippe surtout, dans la première partie de cette tâche qui leur a procuré honneurs, pouvoirs et avantages matériels. Ils ont échoué dans l'autre : les Français leur ont laissé le gouvernement et ses profits, mais ils n'ont manifesté aucune émotion de la chute de la royauté en 1830, ni en 1848. Ils se seraient accommodés de la République en 1830 ; ils s'en accommodèrent d'abord, en 1848, pourvu que l'ordre fût assuré qui garantît leurs intérêts, leurs personnes et leurs biens, avec la paix du dedans et du dehors.

Administrateurs et administrés. Faut-il s'étonner qu'une nation, tenue pendant des siècles à l'écart de toute vie publique, se soit trouvée mal préparée, et peu disposée par les souvenirs de la Révolution à constituer un régime politique mieux en harmonie avec les mœurs démocratiques qui réglaient désormais ses goûts, ses habitudes et son avenir ? Elle était en majorité une démocratie paysanne, de petits et moyens propriétaires ruraux, cantonnés dans le cercle étroit où s'était écoulée, depuis des siècles, la vie laborieuse de leurs ancêtres, vigneron, laboureur, ouvrier des champs et sur les côtes, marias et pêcheurs. Malgré les promesses d'instruction publique formulées depuis 1789, les leçons des frères de la Doctrine Chrétienne, et la loi Guizot de 1833, l'instruction était parmi eux peu répandue, à peu près nulle pour les femmes, rare chez les hommes, incertaine pour les enfants qui apprenaient bien juste à lire et à compter. L'exploitation de la terre se faisait toujours par routine ; les maisons du village gardaient leur

visage du plus lointain passé, basses, couvertes de chaumes, habitations et étables souvent mêlées. Les distractions étaient rares, quelques fêtes et les cérémonies religieuses de la paroisse, les passages des diligences sur les routes royales, des colporteurs sur les autres, la fréquentation des marchés aux bourgs voisins où se faisaient les échanges. L'horizon se limitait en somme aux saisons, aux coutumes traditionnelles d'une vie monotone qui n'avait d'autre objet que la mise en valeur par le travail et l'accroissement par l'épargne des héritages. Les petites villes, les bourgs même et les cités moyennes demeuraient les seules pôles où cette vie s'orientât, étroitement liées à elle par les intérêts et les échanges, lieux de rendez-vous, de séjour ou d'affaires pour la noblesse terrienne et la bourgeoisie qui plaçait encore son épargne en biens-fonds. Centres d'un rayon très limité, isolés les uns des autres par le défaut de communication, ces cités se composaient de petites sociétés séparées elles-mêmes en conditions rivales, fermées les unes aux autres, autant d'obstacles à la circulation des idées, à la transformation des habitudes, au progrès commun du bien-être et de la vie publique. De ces campagnes, de ces villes, de leurs habitants et de leurs mœurs la France a conservé l'image fidèle, quoique à la manière noire souvent, dans les romans de Balzac.

*Le rôle
et l'influence
de Paris.*

Au-dessus de cette masse qui constituait la nation, plus orientée vers le passé que vers l'avenir, indifférente aux débats de la politique et du Parlement, de ce peuple d'administrés que les fonctionnaires gouvernaient au service des classes moyennes, une autre supériorité, depuis le début du siècle, n'avait cessé de s'affirmer, en face de celle des fonctionnaires, quoique la tenant, comme eux, des conditions de la France centralisée, c'était celle de Paris, capitale politique, intellectuelle, artistique. Dans une nation de 30 millions d'âmes, où peu de villes atteignaient alors cent mille habitants, c'était une

puissance à part qu'une ville de 700.000 habitants. La surface n'en était pas très étendue. Le mur d'octroi, et les trente-deux barrières ne devaient atteindre qu'après 1841, la ligne des fortifications qu'on démolit aujourd'hui. Les grandes voies y étaient rares, les hôtels des riches, situés beaucoup moins cependant qu'au ^{xvii}^e siècle dans le Marais, se mêlaient encore dans des rues étroites aux demeures hautes et serrées où s'entassaient négociants, petits bourgeois et ouvriers. L'activité y était intense, sauf en certains quartiers lointains, occupés par des jardins, mi-partie ville et campagne, tels que Grenelle, Monceau, Ménilmontant, Montmartre, Montrouge et Picpus. Elle contrastait, comme si l'on eût été en un autre pays, avec la monotonie des cités provinciales. C'était la fièvre du négoce qui faisait dire à un étranger : « Qui donc achète ici, si tout le monde vend ? », ou la fièvre du plaisir, dans les 25 théâtres, les restaurants, les cafés, les bals publics, attirait tout un public de provinciaux et d'étrangers. Ce même goût du plaisir, en même temps que la recherche du savoir, y attirait, dans les seules grandes Ecoles que la Convention et l'Empire eussent données au pays dépourvu depuis longtemps de vraies Universités, une jeunesse vivante, intelligente, venue de toutes les provinces.

Paris, ses marchands, ses écoles, ses salons avaient recueilli l'héritage de la cour qui sous l'ancien Régime donnait le ton et la fortune. Sous les règnes de Louis XVIII, veuf et malade, de Charles X aussi dévot et gourmé par la dévotion que le comte d'Artois avait été le prince charmant de l'intrigue et des plaisirs, de Louis-Philippe, par goût et par système, retiré dans son milieu de famille, la capitale, dans le monde de l'esprit, de la politique, de l'art et du luxe, donna de plus en plus la loi. Depuis qu'elle avait reconquis le rang dont Versailles l'avait dépouillée, la capitale avait, en absorbant la royauté, imposé la sienne.

Toute l'administration s'y trouvait concentrée dans les ministères et les directions dont s'était emparé la

bourgeoisie, décidant de la carrière des fonctionnaires, et même de la fortune des députés et des pairs, donnant ses ordres au pays légal qui, de Paris, se superposait à la France. Ce n'était guère que dans la capitale qu'on pouvait suivant les temps, ou conspirer, ou écrire et parler librement contre ce pouvoir armé de tous les instruments créés par Napoléon, « faire encore de la politique » comme disaient les bourgeois de l'époque, gens prudents, ennemis du risque et du bruit. Des journaux, capables de discuter les actes du gouvernement, il y en avait bien peu hors de Paris : c'étaient les *Débats*, le *Constitutionnel*, le *Courrier Français*, le *Globe*, le *National* et la *Réforme*. De discours politiques capables d'inquiéter les ministres on n'en pouvait entendre qu'à Paris au Parlement, quand s'élevaient les voix éloquentes et autorisées du général Foy, de Royer-Collard, de Chateaubriand, de Lafayette et de Manuel, de Benjamin Constant. De leçons politiques, la jeunesse de France n'en recevait qu'à la Sorbonne, et à l'Ecole Normale dont les maîtres, Cousin, Jouffroy, Villemain, Michelet et Quinet, sous forme d'allusions ou de reproches voilés, critiquaient le pouvoir et orientaient les âmes vers la liberté.

Paris demeurait encore par excellence, comme sous l'Ancien Régime, la ville des salons où, sous le gouvernement de femmes aimables et cultivées, se donnaient les fêtes de l'esprit, groupant hommes d'Etat, écrivains et artistes, faisant les réputations en tous genres : salons du faubourg Saint-Honoré fréquentés par les émigrés de la duchesse de Duras, de la comtesse de Boigne, ou de la princesse de la Trémoille « la reine des ultras » ; plus tard ceux de la duchesse de Broglie et de la princesse Lieven ; salons du faubourg Saint-Honoré royalistes aussi, mais avec plus de variété ; salons de la chaussée d'Antin, de la finance chez Lafitte et les Rothschild, des grands industriels, les Delessert, Davilliers et Périer, salons littéraires comme celui de Nodier à l'Arsenal, plus tard de Madame de Girardin, Que de talents s'y formèrent, que d'intrigues aussi et de

batailles contre les hommes au pouvoir ou le despotisme et le goût des règles classiques !

Enfin, au centre de cette nation docilement soumise aux lois de ses majorités parlementaires, en face du pays légal défendu par ses bénéficiaires, Paris est demeuré le pays des nouveautés et des audaces, où a levé toute une moisson brillante de jeunes hommes avides de gloire autant que d'avantages matériels, et d'action plus que d'ordre, tournés vers l'avenir plus que vers le passé, impatients de secouer les disciplines vieilles qu'en politique, en art, en religion ou en irréligion, leur imposaient leurs aînés, accessibles à toutes les brises qui fécondaient leurs génies.

Il y avait là un autre Paris en 1825, en 1835, en 1845, que la cour vieillie et falote des Bourbons, que le milieu honnête et bourgeois de Louis-Philippe, que l'administration prudente et réglée de leurs serviteurs. La Restauration et la monarchie de juillet ne se peuvent concevoir qu'avec la couronne parisienne de grands écrivains, d'artistes de génie, de brillants orateurs, d'ardents polémistes, la plus complète peut-être que la France ait eue, plus variée et plus riche qu'à aucune époque précédente de son histoire. Chateaubriand, le chorège du romantisme, tenait à Villèle le même langage que tint plus tard Lamartine, son disciple inspiré, à M. Guizot : sur le sol de France paisiblement occupé par la bourgeoisie d'affaires et d'argent qui exploitait le pouvoir et pour le garder, conseillait au peuple la résignation et, l'ennui, ces grands hommes de pensée et d'action ressentaient les secousses propres « à cette terre des révolutions qui de Paris venait s'offrir pour des destinées extraordinaires ». Un grand souffle d'idéal, de libre amour de la beauté, d'élan de pensée et de charité animait la société parisienne, justement fière des chefs-d'œuvre auxquels elle applaudissait et qui ont porté au loin le renom de la nation. On ne doit pas juger toute la bourgeoisie d'alors d'après les dessins et les satires d'Henry Monnier, de Daumier et par les invectives des romanti-

ques contre les « philistins ». On ne doit pas médire d'un milieu dans lequel il s'est trouvé des Français capables d'apprécier malgré tout et d'encourager, aussi bien qu'aux siècles précédents, l'art et les lettres, d'une époque où le goût, les règles se transformaient par le lyrisme à la fois et le souci de la vérité.

*Misères
et revendications
des classes
ouvrières.*

Ce que Paris alors n'apprit pas à la France qu'il dominait, amusait et instruisait, ou ce qui ne s'y révéla que tardivement, c'était la triste con-

dition du peuple des villes, des artisans, moins heureux peut-être qu'ils n'avaient été avant que la Révolution eût brisé les cadres de leur existence antérieure. Petits patrons d'industries locales, ouvriers isolés les uns des autres, entassés dans les vieux quartiers des villes et de Paris où ils n'occupaient que les étages supérieurs des maisons, le septième de la population française travaillait alors en moyenne quatorze heures par jour, et pour des salaires qui, depuis 1800, baissèrent presque régulièrement. C'était toute une classe de Français qui semblaient abandonnés, malgré les louables efforts de la charité ou de la philanthropie, malgré des sociétés d'épargne et de solidarité, aux risques de la profession, du chômage, de la maladie, à la misère, à la faim, à l'épuisement. Lorsque Balzac lui faisait place dans sa Comédie humaine, qui est si souvent une tragédie, il ne la peignait guère que sous les traits d'une misère noire de mendiants inscrits aux bureaux de bienfaisance, aux hôpitaux et à la charité privée. Entre les autres classes et celle des travailleurs manuels de l'industrie surtout, il semblait qu'il y eût un abîme sur lequel les hommes de ce temps n'aimaient pas à se pencher, par indifférence ou par le sentiment d'un mal nécessaire, quoique dangereux. Cette partie de la démocratie française, la plus malheureuse, se souvint cependant, dans les sociétés secrètes, des espérances qu'avait éveillées en elle la République; elle trouva auprès d'anciens disciples de

Babeuf, tels que Buonarroti, d'anciens membres des ventes de la charbonnerie des chefs qui l'invitèrent à se grouper pour obtenir des remèdes à sa misère par la puissance du nombre et son action sur les lois.

Les doctrines socialistes. A des jeunes gens instruits et généreux de la bourgeoisie, Saint-Simon était venu apporter en 1826 une doctrine de progrès économique et social par la science, presque une religion : il les conquit à une propagande nécessaire à l'amélioration physique et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Si, dans les premières années de la monarchie de juillet, les efforts du parti démocratique se brisèrent à la résistance de la bourgeoisie et des pouvoirs publics effrayés par les émeutes de Lyon et de Paris, ou par les attentats à la personne du roi et armés par les lois de 1835 contre les sociétés et la presse républicaines, vers le milieu du règne se répandaient plus de systèmes sociaux qu'on n'en vit en aucune autre nation d'alors, après Saint-Simon et Fourier, ceux de Louis Blanc et de Cabet, de Pierre Leroux, de Proudhon enfin. Ces systèmes, où les gens instruits ne voyaient qu'utopies et rêves lointains, pénétraient dans les milieux ouvriers, les séduisant à proportion de leurs misères. Ils leur gagnaient auprès des démocrates et de George Sand, devenue leur amie et leur disciple, des intelligences et des cœurs. Dans les milieux catholiques, la charité agissante des disciples d'Ozanam, le réveil religieux répondant à l'appel de Montalembert et du père Lacordaire s'opposaient à l'indifférence des heureux du siècle pour les pauvres gens des classes ouvrières, dans les milieux urbains et à Paris surtout.

La Révolution sociale de 1848 et le suffrage universel.

Ces classes eurent un instant, aux premiers mois de la Révolution de 1848, l'accès du pouvoir et l'espoir de fonder leur droit, leur pouvoir, acceptés d'abord de toute la France, sur le suffrage universel.

Mais leurs revendications ne tardèrent pas à effrayer le pays, dont elles crurent avoir raison par les mêmes forces qui avaient deux fois réussi à renverser la monarchie. Elles furent écrasées aux journées de juin 1849, et l'accord passé alors entre la bourgeoisie qu'alarmaient leurs menaces contre la propriété et les paysans hostiles aux « partageux », les soumit de nouveau à la loi de l'Assemblée législative. On leur retira leur arme légale, le suffrage démocratique et l'appui du parti républicain, dispersé, persécuté par le Prince Président qui, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, établit la dictature et l'Empire, du consentement presque unanime du peuple des campagnes, attaché aux souvenirs du premier Empire et persuadé de défendre l'ordre contre l'anarchie.

*L'évolution
économique
dans la France
du XIX^e siècle.*

Cependant, au moment même où s'évanouissaient leurs espérances, une transformation profonde s'opérait dans la vie économique de la nation.

En ce milieu de siècle la grande industrie se développa en France, surtout dans le Nord et en Alsace, multipliant les centres urbains, les reliant par les chemins de fer, dont la construction, fort en retard d'abord sur celle des pays voisins, s'accélérait. La facilité et la rapidité des transports animaient le commerce qui appelait les capitaux, mobilisait les fortunes de la bourgeoisie dans des entreprises industrielles et financières. Une France d'aspect nouveau acheva dans les premières années de l'Empire de se superposer à la vieille France, à ses campagnes, à ses bourgs, à ses cités qui, comme leurs habitants, avaient jusque là gardé leur physionomie du passé. Le gouvernement impérial, par politique et par goût, pour faire oublier aux Français leurs libertés, les encourageait aux initiatives productives de nouveaux éléments de richesse, et recueillait en popularité les avantages de la prospérité générale. Tout cela était moins cependant en vérité son œuvre que la conséquence d'un nouvel effort de la nation dans l'exploitation

de ses domaines poursuivie avec ténacité et intelligence depuis tant de siècles. Le spectacle de cet élargissement des énergies nationales inspirait dès 1838 à Balzac une lettre riche d'observations profondes et de vues, par lesquelles il devançait son temps : « Si la paix et la prospérité de ce règne continuent sous les règnes suivants, on ne saurait prévoir à quel degré de bien-être et de béatitude matériels atteindra ce bienheureux pays, pourvu que les circonstances n'entravent pas la marche de la nature qui l'a traité avec une si maternelle prédilection. »

*La politique
du second
Empire.*

Ces entraves, redoutées de Balzac dont le second Empire n'entendit pas l'avis, pratiquant une politique de guerre où il se ruina jusqu'à entraîner le pays dans sa ruine, ont paralysé la France : conflits européens, conflits sanglants entre la bourgeoisie et le monde du travail dont l'essor industriel n'améliora pas la condition, luttes de classes et parfois de doctrines et de croyances qui ont continué jusqu'au temps présent de diviser les Français. La marche de la nature pourtant, et le progrès de la nation s'en sont trouvés ralentis, mais jamais refoulés.

Renan disait, en 1887 : « L'existence d'une nation, d'une de ces grandes solidarités qui doivent servir à l'œuvre commune de la civilisation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. » Ce maître de la pensée française, qui en 1871 avait opposé aux appétits de la race germanique la protestation indignée du droit national violé sur le Rhin, trouvait encore dans le douloureux spectacle de sa patrie mutilée cette belle formule de l'effort français à travers les siècles : un plébiscite de sa vie collective, au service de la civilisation, qui s'était poursuivi depuis les temps les plus lointains, répété à toutes les heures décisives. On l'a vu se renouveler, dans l'épreuve la plus récente, par l'union, qui toujours a surpris l'ennemi des cœurs et des volontés devant l'invasion, et l'inva-

sion repoussée par la réunion que l'agresseur vaincu a dû accepter de toutes ses provinces en un même corps reconstitué et intangible.

Mais ceci est de l'histoire contemporaine ; gage et espérance d'avenir sans doute, mais ce n'est plus le passé, pour l'auteur du moins de ce livre, qui, depuis sa jeunesse et le règne de Napoléon III, a vu et vécu des transformations tellement complètes et si rapides de son pays, des mœurs et des conditions de ses concitoyens. Au centre de ce tourbillon où s'est écoulée sa vie, incertain de la direction du courant qui a entraîné depuis plus d'un demi-siècle les hommes de sa génération, il peut s'excuser de laisser aux générations qui suivront le souci de se retourner vers son époque pour en fixer l'histoire. Mieux qu'il ne le saurait faire aujourd'hui, elles y reconnaîtront encore les attaches solides par lesquelles l'histoire du temps présent se relie à celle du long passé où s'est constituée l'unité matérielle et morale de la France.

VII

*LES GESTES DES FRANÇAIS
DU XIX^e SIÈCLE
AU SERVICE DES PEUPLES,
DE LA VIEILLE ET DE LA NOUVELLE
FRANCE.*

Le Credo révolutionnaire. — De Vergennes à Mirabeau. — La France libératrice et l'Europe monarchique. — La croisade démocratique. — La République conquérante : Bonaparte et la grande nation. — Traditions et légendes impériales. — La France au service des Nations. — Le principe des nationalités contre la France au traité de Francfort. — Le redressement français après Sedan. — La nouvelle figure de la France dans le monde.

De Valmy à la Marne et à Verdun, durant un siècle d'efforts consacrés par la France à l'achèvement de son unité matérielle à l'intérieur de ses frontières, de son unité politique et morale dans l'égalité et le droit, la nation a montré qu'elle était capable par ses seules forces de pourvoir à la garde de son domaine, comme

on disait à la Convention, « de son empire ». La Révolution qui a substitué au royaume de France la nation française, une personne morale à une souveraineté territoriale, et fait prévaloir les principes et les formes de la démocratie, sur les coutumes et les survivances du régime féodal, a également donné à la patrie l'assise définitive sur laquelle elle s'est appuyée et affirmée victorieusement. Les révolutionnaires, malgré leur penchant encouragé par leur éducation aux formules et à la théorie, se sont dits cependant et ont été en acte des patriotes français. Ils se sont armés, et ont héroïquement combattu pour la défense du sol national qu'ils proclamaient indivisible, léguant à la démocratie, comme la première de ses obligations, le devoir envers la patrie en danger.

Le Credo révolutionnaire. Ils n'ont pas voulu vaincre cependant à ces heures tragiques pour la démocratie française seulement. Lorsqu'en 1885 Brunetière examinait pour les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* le grand ouvrage de Taine sur les *Origines de la France Contemporaine*, sa critique, guidée par une violente et sincère passion de la vérité, signalait le principal défaut de cette synthèse historique tant de fois discutée ou admirée depuis. Il lui reprochait d'avoir méconnu toute une face, la plus expressive peut-être de la Révolution, la forme qu'elle prit d'une prédication destinée à l'humanité tout entière, d'un message de bonheur apporté à la terre, ou de guerre déclarée aux abus de l'arbitraire et aux injustices sociales, presque d'un appel religieux. Il concluait par ces mots décisifs : « non seulement Révolution, mais vraiment révélation. » Qui n'aurait cette impression, en relisant, même refroidi par le temps, le vibrant avis qu'André Chénier adressait aux Français en 1790 pour la célébration de la fête des Fédérations si caractéristiques de ce grand élan de passion et d'enthousiasme : « La Révolution qui s'achève parmi nous est grosse des destinées du monde. Si nous

réussissons, le sort de l'Europe est changé. Les hommes rentrent dans leurs droits, les peuples dans leur souveraineté usurpée. La liberté s'étend et se propage. Le nom de la France est béni sur toute la terre ». Langage d'apôtre, de croyant et bientôt de croisé animé de la foi démocratique.

De Vergennes à Mirabeau. Durant tout le XVIII^e siècle que les historiens prussiens ont prétendu appeler, avec et depuis Oncken, le siècle de Frédéric le Grand, la France, achevant en Lorraine son unité territoriale répandant ses idées et son art à travers l'Europe, se pouvait considérer, autant qu'au siècle précédent, mais mieux que par des conquêtes glorieuses, et sans nulle envie de ses voisins, comme le centre de la culture, et l'animatrice du progrès. Ce n'était pas du Nord, ni des bords de la Sprée, que venait la lumière, quoi qu'en eût dit Voltaire, tandis que Hohenzollern, Romanow et Habsbourg dépeçaient la Pologne, sous prétexte de lui enseigner la tolérance, et communiaient du corps de cette malheureuse nation « sinon pour le bien de leurs âmes, du moins, disaient-ils, pour celui de leurs Etats ». Vergennes, venant de Stockholm où il avait réussi avec Gustave III à tirer la Suède de leurs griffes, appelé au ministère par le nouveau roi de France Louis XVI, et toujours écouté de son maître jusqu'à sa mort malgré les intrigues de la cour et de la reine, lui conseillait de se détourner des maximes de violence et d'injustice familiaires aux souverains de son temps, même à son beau-frère Joseph II. Il lui parlait, comme Richelieu autrefois, en « bon Français », qui avait intérêt à être désormais « bon Européen », et même à venir en aide aux Américains insurgés contre la tyrannie du Parlement britannique. Il lui disait :

« Sire, votre royaume est le plus beau du monde, un sol fertile, des denrées précieuses dont les autres nations ne se peuvent passer, un peuple nombreux. C'est un royaume qui s'imposera par sa *forme achevée au centre*

de l'Europe. Il a le droit d'influer sur toutes les grandes affaires. Son roi, semblable à un juge suprême, peut considérer son trône comme un tribunal institué par la Providence pour faire respecter ses lois. Si votre Majesté persuade le monde que, satisfaite de son bien, n'ayant en vue aucune conquête, elle ne veut que la justice et l'ordre, son exemple fera plus que ses armes. La justice et la paix régneront dans le monde, et l'Europe avec reconnaissance applaudira à ce bienfait ».

Noble langage d'un croyant encore, comme celui d'André Chénier, mais avis aussi d'un ministre qui ne fut ni un mystique, ni un idéologue. Dans la pratique de ses emplois, dans son amour pour la justice et la grandeur de la France Vergennes a retrouvé, jusqu'à leurs sources les plus lointaines, les règles de conduite par lesquelles la monarchie capétienne s'était imposée à l'estime et au respect de l'Europe, pour son bien et celui de la France. Ces règles s'accordaient de plus, au xviii^e siècle, avec celles que la raison française formulait depuis La Bruyère contre l'insuffisance des conquêtes et des ambitions monarchiques à rendre les peuples heureux. Préparant l'avenir par un retour instinctif aux traditions de la royauté de Saint-Louis, Vergennes rattachait aux exemples de justice et de sagesse donnés par le grand roi du xiii^e siècle le programme qui se trouva formulé trois ans après sa mort dans le décret de la Constituante du 22 mai 1790, inscrit ensuite dans la Constitution acceptée de Louis XVI en septembre 1791 : « La France renonce à n'entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes... La nation n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ». En ces années-là, Mirabeau fut le conseiller écouté de la nation. Il lui disait, comme Vergennes à son roi : « par la seule force de la paix et une bonne constitution nous aurons bientôt une invincible influence sur les gouvernements de l'Europe ». La force de l'exemple, et non l'exemple de la force, la vraie leçon, le seul fondement d'une grandeur durable, offerte aux

Français à l'aurore d'une ère nouvelle qui se levait pour la liberté et le droit.

*La France
libératrice
et l'Europe
monarchique.*

Ceux-ci, heureux et satisfaits de leur nouvelle condition, des lois qu'ils se donnaient pour devenir une nation dont l'avenir garanti par la royauté

serait digne de son passé, se prirent aussitôt à souhaiter aux autres nations, par solidarité, par fierté aussi de leur œuvre, le bonheur de participer à cet ordre nouveau de justice et de paix. Ils appelèrent de leur vœu les autres révolutions nationales. Du vœu, à l'invitation que Camille Desmoulins adressait aux Brabançons révoltés contre Joseph II, il n'y avait qu'un pas facile à franchir : « Nous allons, disait Volney, à l'Assemblée, convoquer l'Assemblée des Nations ». La foi des Français dans l'excellence de leurs institutions nouvelles eût-elle été sincère, si elle n'avait agi, comme l'avait enseigné Joad aux Hébreux, pour briser en Europe les idoles de l'ancien régime monarchique avec les sacrifices sanglants exigés des peuples et, leur culte aboli, « faire cesser les discordes et la guerre ». En vain Mirabeau raillait « ce a natisme d'espérance », espérance et charité, foi surtout. Comme Tocqueville a eu raison de comparer aux religions anciennes cette sorte de religion prête à inonder la terre de ses soldats, de ses apôtres et de ses martyrs !

Quand la nation apprit qu'à Pillnitz, les souverains se coalisaient en 1791, comme ils l'avaient fait en 1772 et le firent encore en 1793 et 1795 contre la Pologne, elle se prépara au choc, non sans angoisse pour la patrie mise en danger par l'abandon de son roi et par l'invasion. Du même coup elle gardait l'espoir, encouragé par les Girondins, que sa résistance servirait non seulement son salut, mais la cause de toutes les nations délivrées des souverains, leurs tyrans. Ce fut « le jour de gloire » prochain que Rouget de l'Isle annonçait aux patriotes entraînés aux accents de sa Marseillaise. Et n'est-ce pas un ait plein d'enseignements que l'auteur de cet hymne

des nations libres ait composé, obscur officier encore, un *Roland à Roncevaux*, un poème en l'honneur du héros de la première chanson de France, du preux invoquant Dieu et les anges « pour que par sa faute la France ne perde sa valeur », du chevalier de Charlemagne, modèle des croisés ? En l'œuvre de Rouget de l'Isle, les deux hymnes des croisades françaises, chrétienne ou républicaine, se rejoignaient à travers les siècles !

La croisade démocratique. Avoir vaincu l'injustice qui enchaînait les chrétiens en Terre Sainte, au profit de la civilisation chrétienne, ou la faire reculer devant le droit armé et victorieux, à Valmy, des mercenaires prussiens : « grandes époques, comme disait Goethe, de l'histoire du monde » où les Francs et Français connurent la joie des sacrifices héroïquement consenti au triomphe de la foi ou de la liberté jointe à celle des prouesses et de la gloire. Dans leurs guerres aux coalisés de l'an I, la nouvelle ère démocratique, aux souverains d'Allemagne soudoyés par l'or de Pitt, tel le traître Gengis par l'or du roi Marsile, la gloire de libérer individus et nations d'Europe des tyrannies du passé, a entraîné, soutenu ces admirables soldats de la République. Ils défilaient en haillons souvent, sans souliers, chantant à la victoire, au regard des populations étonnées, sur les routes de la Meuse et du Rhin, sous la conduite de chefs improvisés, « attaquant, attaquant sans cesse l'ennemi, tous les jours, matin et soir » selon l'ordre envoyé par Carnot à Hoche, à Jourdan, à Kléber, à Marceau, à Desaix, pléiade de héros convaincus comme eux de la portée de leur mission. Ce fut de l'épopée. Ce fut certainement une croisade.

La République conquérante. A cette croisade, il ne manqua même point, et trop vite, pour qu'elle ressemblât en tous points à celle des temps jadis au pays d'Orient, le goût moins désintéressé des aventures et des occasions fructueuses, et même des établissements maté-

riellement avantageux. La nécessité d'abord y amena la Convention, hors d'état d'entretenir ces armées libératrices des peuples, si les peuples n'y contribuaient. Elle entendit Danton et Cambon proclamer que la France n'était point « assez riche pour affranchir gratuitement les nations ». Elle rendit des décrets, envoya des commissaires pour lever, par confiscation ou autrement, les ressources nécessaires à la poursuite de ses victoires. Insensiblement, se souvenant des leçons de la monarchie qui lui avait désigné le Rhin et les Alpes comme des frontières naturelles, la République installa ses armées dans un domaine conquis qu'elle finit par considérer comme indispensable à la grandeur française : récompense légitime à ses yeux de ses sacrifices, de ses risques, de son effort victorieux après bien des retours de fortune. A l'heure d'un de ces retours qui mit la France en péril après la trahison de Dumouriez, le 13 avril 1793, Danton encore disait aux Français : « Le moment est venu de dégager la liberté, pour la mieux conserver, de tous ces enthousiasmes ». Et après lui, le Comité de salut public, où dominait Robespierre, invitait les généraux à renoncer à toute idée philosophique adoptée dans la vue de faire sentir aux nations étrangères le prix et les avantages de la liberté, à enrichir la République des dépouilles du pays conquis, après avoir nourri les armées à leurs dépens. « Nous faisons la guerre comme aux beaux temps de Rome, disait le conventionnel Baudot : vaincre l'ennemi et vivre à ses dépens, c'est le vaincre deux fois (12 mars 1794) ». Les politiques d'Autriche avaient bien raison de penser que l'heure était proche où s'installerait au centre de l'Europe une « République militaire et conquérante ».

*Bonaparte
et la
grande nation.*

Deux ans après, la fortune offrait au génie de Bonaparte l'Italie autrichienne, à ses armées un nouveau champ, et fort riche, de révolutions et de conquêtes. La République conquérante avait trouvé son chef et son maître,

le vainqueur de Rivoli, des Pyramides, de Marengo, et d'Austerlitz. Vainement, les républicains du Directoire, Carnot surtout, ont tenté de fixer des limites à son ambition, si contraire, surtout quand elle partageait Venise avec l'Autriche, « à nos principes républicains, disait-il, sur l'indépendance des peuples ». « Ils étaient subjugués par les services éminents et signalés de Bonaparte ». Vainement aussi ils hésitèrent à le laisser emmener en Egypte ces soldats et leurs chefs, héros glorieux des guerres de la liberté, pour une entreprise où la liberté n'avait plus rien à voir. Mais n'était-ce pas faire la guerre « comme aux beaux temps de Rome », et pour que d'Egypte, comme de Gaule autrefois, revînt un César, encore glorieux et funeste à la République ?

Au traité d'Amiens, qui fut entre la France et l'Angleterre depuis dix ans en guerre, un partage de profits et de conquêtes, la France « jouissait, grâce à la dictature militaire, d'une puissance, d'une gloire, d'une influence telles que l'esprit le plus ambitieux ne pouvait rien désirer au delà pour sa patrie ». Ainsi parlait Talleyrand, tandis qu'oublieux des élans généreux qui les avaient armés au service des nations et du droit, les Français se livraient, avec cette monarchie fondée sur leurs victoires, à cette passion de la gloire et des combats dont le débordement se répandit encore sur l'Europe, comme au temps de Louis XIV. Il leur parut ainsi qu'à la gloire de vaincre les coalitions s'ajoutait celle de transformer par leur effort la vieille Europe, de donner à l'Occident, comme leurs lointains ancêtres, des lois et des mœurs nouvelles dont ils appréciaient pour eux-même le bienfait, d'associer leurs voisins conquis par la force à l'ère nouvelle pour laquelle ils avaient héroïquement combattu. Cette conviction les détermina à saluer comme une œuvre de propagande et de grandeur la restauration de l'Empire, moins de Rome que de Charlemagne, le grand chef légendaire de la croisade civilisatrice. Ils se plurent à voir Napoléon, sacré à son tour par un pape, s'entourer d'un cortège de preux dont les dotations et les titres évo-

quaient le souvenir durable, dans l'héritage de ces familles guerrières, de leurs propres prouesses, Wagram, Auerstædt, Albufera, Montebello, Rivoli, Essling et la Moskowa. Confians dans le génie et la fortune de leur Empereur, le suivant dans toutes les entreprises où il les entraînait, ils allèrent à Leipzig et à Waterloo se briser à la résistance des nations associées aux souverains dont ils avaient voulu les délivrer, et qui alors appelèrent les Allemands, les Espagnols, les Russes, les Belges, les Italiens à l'indépendance, invoquant à leur tour les droits des nations contre la France conquérante.

*Traditions
et légende
impériales.*

Jamais peuple n'a fait sentir autant, quoique parfois rudement, son action à l'Europe, que la France de 1760 à 1815 : histoire de cinquante ans singulièrement pleine et complexe, faite de gestes libérateurs et d'entreprises conquérantes où s'est plu, pour plus de cinquante ans encore par la suite, l'amour-propre national. Avec ces grands souvenirs, les Français y ont puisé des mobiles d'action, des aspirations et des opinions qui, les détournant parfois de leurs intérêts immédiats, ont pesé d'un poids très lourd sur leurs destinées intérieures et leurs rapports avec l'Europe. Ayant si longtemps et si fortement agi sur cette Europe, vainqueurs, croyaient-ils, par leurs seules forces mises au service du droit et de la liberté, vaincus sans l'avoir mérité et par trahison, ils se sont attachés à ce qu'ils croyaient être leur mission dans le monde. Tout semblait les y encourager, le spectacle de leur Empereur trahi par Marmont, prisonnier à Sainte-Hélène des Anglais à qui il s'était confié, ces appels désespérés qui leur venaient de l'île où le grand solitaire mourut enchaîné après avoir dicté pour eux son Testament et le Mémorial, l'obstination des souverains alliés à leur imposer toujours depuis 1791 la royauté des Bourbons, surtout par les traités de Vienne, monuments d'injustice et d'ambition, maudits par eux et par les peuples,

« à qui, pour abattre le lion, ces loups, disait Byron, avaient promis et repris leurs libertés. »

Ce n'est pas Byron seulement qui a chanté cet hymne de désespoir. Ce furent tous les poètes de la France d'alors, Hugo, Vigny, Lamartine, le chansonnier ou le chanfre populaire devant la gloire duquel Chateaubriand venait alors s'incliner, Béranger invoquant la Sainte Alliance des peuples contre celle des Rois, et le réveil de la France impériale. Tout un culte se constitua, avec ses images de piété, les estampes épiques de Janinet, de Charlet, de Raffet surtout, le biographe spirituel et ému des soldats républicains et des grognards, un culte qui n'était pas seulement celui d'un homme si grand, si malheureux fût-il, d'Austerlitz à Sainte-Hélène, mais le culte de la gloire française au service de la liberté. On oubliait le dictateur, pour ne penser qu'à l'homme unique qui, outre à la gloire d'avoir fondé la France moderne, avait rêvé pour elle l'honneur de constituer sous son égide une Europe où tous les peuples libérés des chaînes du passé féodal devaient réaliser un concert de liberté et de progrès pour le bonheur des uns et à la gloire « de ce peuple français qu'il avait tant aimé ».

Ainsi par la légende se poursuivait l'histoire que les Français avaient voulu faire et qu'ils ne se résignaient pas d'avoir manquée, non pas la leur seulement, mais celle des nations libres. Légende en effet avec son héros principal, le petit Caporal, le bicorné en travers de la tête, la longue redingote grise, les mains derrière le dos, l'œil méditant sur l'avenir, le regard d'acier qui déconcertait M^{me} de Staël. Légende avec ses martyrs, Ney, Clauzel le duc de Reichstadt, l'enfant impérial livré par sa mère à la prison de Metternich, avec ses preux, défilant sur les scènes de théâtre, dans le diorama inventé par Daguerre, et les tableaux pathétiques accrochés aux murs des auberges villageoises, comme la mort du brave Poniatowski noyé dans l'Elster. Lorsque Louis-Philippe, poussé par l'opinion qu'il avait cru satisfaire en organisant les sal-

les militaires de Versailles à « *toutes les gloires de la France* » ramena aux Invalides en 1840 les cendres de l'Empereur ; le culte eut désormais ses reliques « confiées à la garde des défenseurs de la patrie dans un monument durable comme le souvenir des héros. »

*La France
au service des
nations.*

Et dans cette religion faite de légendes et aussi d'hommages que la France se rendait à elle-même communieront longuement des Français de tous les partis et de tous les âges, les Républicains évoquant les souvenirs des temps où la nation appelait à la liberté et à l'union les peuples et combattait pour eux, les anciens compagnons d'armes, officiers, soldats de Napoléon ou leurs enfants. Ce fut pour la jeunesse des deux Restaurations la façon de protester contre la défaite à laquelle elle ne se résignait point, contre un régime d'oppression imposé par les Alliés depuis 1815 aux autres nations, belge, polonaise, espagnole, grecque, italienne. Il lui semblait qu'en évoquant le souvenir de l'Empereur qui avait fait trembler les rois, en Prusse, en Autriche et le tsar acharnés à sa perte et ligués en 1813 pour ramener les peuples sous le joug, elle s'affermirait en sa croyance à la mission qu'elle avait reçue des ancêtres pour le salut des nations et sa propre gloire.

En vain les gouvernements qui se succédèrent à Paris, soucieux de procurer aux Français le bienfait de la paix au lendemain de si longues épreuves, essayèrent-ils de détourner d'eux les risques du mirage qui les attirait, le péril de leurs menaces à des souverains, et à des politiques comme Nicolas I^{er} ou Metternich toujours prêts à se coaliser contre eux, à lancer sur le Rhin leurs armées et leurs peuples, en 1840 comme en 1815. Ils supportaient impatiemment cette politique de modération, de sagesse et d'intérêt qu'en 1829 la Ferronays et Rayneval, disciples de Vergennes, formulaient dans les mêmes termes à Charles X que leur maître à Louis XVI, et que Louis-Philippe mit en pratique, de 1830 à 1840, aux dépens de

sa popularité : « Il y a entre les prétentions exagérées de domination qui ont accumulé tant de désastres sur notre patrie et l'abnégation à laquelle elle a été réduite par les conséquences de ces désastres une juste mesure dont il ne faut plus s'écarter, celle d'une influence modérée comme la justice et puissante comme la raison. Notre sagesse, l'empire de nos mœurs, la situation de notre pays nous assignent ce rôle : il convient de le remplir. La prospérité de tous les Etats est solidaire. La France en est, en quelque sorte, le point central, le lien commun. Elle a besoin de la paix, et la paix a besoin d'elle. »

Malgré la haute raison qui s'exprimait ainsi, c'était un autre rôle dont la nation rêvait obstinément. La guerre même ne l'effrayait pas pour le remplir. Ses deux révolutions, en 1830 et 1848, se firent en partie pour frayer la route à la démocratie, en partie aussi avec le désir de présenter à l'Europe le drapeau tricolore de la liberté. « Nous regardions moins, disait en 1830 Cavaignac, du côté de Saint-Cloud que du Rhin. » Les Français d'alors n'entendaient pas Metternich, agacé, dire à Vienne : « Tout pour la France et par la France est un mot qui sonne bien à des oreilles françaises, mais qui déchire toutes les autres. » Quand ils apprirent en 1840 que le chancelier d'Autriche s'était accordé avec Palmerston et le tsar pour signer sans eux le traité de Londres, ils s'indignèrent et pour un peu eussent couru aux armes en faveur de Mehemet-Ali, « ce fils des Révolutions », héritier de l'œuvre de Napoléon en Egypte, opprimé par l'Europe. Ils se réjouirent en revanche que leur effort démocratique en 1848 eût mis fin au règne de Metternich, rendu l'espérance aux nations. La légende napoléonienne qui incarnait les leurs les disposa au rétablissement de l'Empire par Napoléon III. Ils applaudirent à la revanche du neveu de leur Empereur sur le tsar. Ils s'associèrent à ses entreprises pour détruire les traités de Vienne, libérer les Italiens du joug de l'Autriche, achever l'indépendance de la Roumanie, et se firent gloire d'avoir accompli au service des nationalités, dans l'unité

italienne, et le rassemblement des Allemands autour de la Prusse, la mission de propagande armée dont ils s'étaient crus, au cours du siècle, capables et dignes.

*Le principe
des nationalités
contre
la France.*

Les événements de 1870 portèrent un coup brutal à ces illusions, à cette politique d'intervention. Elle avait en définitive procuré à la nation plus de jalousies que de sympathies parmi les autres nations inquiétées de ses démarches qui dérangent leurs calculs, alarmaient leurs intérêts ou leurs ambitions. Dans un nouvel effondrement du régime impérial, Sedan lui rappela durement Waterloo : elle se vit alors en sa détresse abandonnée de toute l'Europe, seule à la merci de son vainqueur. La Prusse invoquait, pour la rejeter loin du Rhin vers la mer, le même droit national qu'elle avait proclamé en 1789, mais en négligeant la règle essentielle de ce droit, la consultation des Alsaciens arrachés par la conquête prussienne à leur patrie. Ainsi cette croisade en faveur des peuples, cette action extérieure, généreuse en son principe, parfois turbulente et trop glorieuse en ses manifestations, eut un résultat pire que les traités de Vienne : le traité de Francfort mutila la France de deux de ses provinces et ramena ses frontières en arrière de cette cité de Metz, française depuis plus de trois siècles. Trois siècles de recul pour quelques mois de défaite, quelle menace grosse de périls plus graves encore peut-être pour l'unité française dans cette indifférence absolue de l'Europe ! Des deux voies où la démocratie française s'était engagée par la Révolution, poursuivant par une double tradition nationale chez elle l'achèvement de son unité morale et matérielle, et au dehors la propagande de ses croyances ou de ses idées, le choix était périlleux, et lui fut encore cruel. Ses malheurs de 1871 réveillèrent l'écho du langage de Danton à la Convention le 13 avril 1793, lorsque les coalisés réunis à Anvers préparaient l'invasion et le démembrement de la France : « dans un mouvement d'énergie

vous avez rendu un décret portant que nous donnerions protection aux peuples qui voudraient résister à l'oppression de leurs tyrans. Il faudrait avant tout songer à la conservation de notre corps politique. »

*La restauration
après Sedan
de l'unité
française.*

Depuis 1871 jusqu'à la fin du siècle, les Français, instruits par une expérience plus douloureuse encore, n'ont plus songé qu'à cette nécessité, libérant leur domaine, faute de pouvoir en refaire de sitôt l'unité, au prix de la rançon payée dans le plus court délai au vainqueur, se hâtant de rétablir leurs armées et d'établir des forteresses sur leur frontière de l'Est, cherchant les moyens de suffire à toutes ces charges dans la mise en valeur de leurs ressources matérielles, l'accord de leurs institutions avec les mœurs démocratiques, l'éducation du peuple et le progrès de la science.

Mais ceci encore n'est plus le passé que seul nous voulons évoquer. Cette œuvre de redressement en effet s'est opérée fiévreusement sous les yeux de notre jeunesse élevée dans le deuil et sous la menace, mais toujours confiante dans les destinées « d'une des plus hautes figures de nation qui aient illustré l'histoire », nous disait alors notre maître Ernest Lavisse. L'histoire nous aura peut-être permis d'en dégager les traits essentiels conservés par elle à notre piété.

*La nouvelle
figure
de la France
dans le monde.*

Image cependant qui, sous ces seuls traits, serait incomplète, inégale à la grandeur du modèle. Le général Mangin se plaisait à dire dans une formule heureuse : « Il ne faut jamais oublier que la France est une nation de cent millions d'hommes ». Au delà de la vieille France, du domaine européen où se sont forgées ses destinées et son individualité, il y a la Nouvelle France qui s'appelait ainsi, voilà déjà plus de trois siècles, quand Champlain, Richelieu et Colbert plantaient au Canada une colonie (c'était leur langage

même), cette admirable greffe française qui a donné naissance à une seconde nation, nation de laboureurs experts à défricher les forêts comme leurs ancêtres autrefois dans la mère patrie, comme elle défendue, aux heures tragiques, par ses croyances et sa passion pour la liberté.

On se prépare à célébrer à Alger, l'an prochain, le centenaire d'un passé moins lointain, moins mêlé de tristesses, mais entré lui aussi, et déjà profondément, dans l'histoire : tant cette œuvre nationale, cette troisième France africaine solidement constituée, au milieu d'une population musulmane, rayonne d'énergie et de forces d'attraction sur toute la Berbérie, Ile-de-France, pourrait-on dire d'elle comme du noyau primitif de l'unité française, entre les mers et les déserts, la civilisation et la barbarie.

Ces essais français, atlantiques ou méditerranéens, ces rejetons d'Amérique ou d'Afrique sont nés moins du sol traditionnellement exploité par nos ancêtres que de ses côtes dont la double façade s'ouvre vers l'Ouest et le Sud, avec ses ports de pêche ou de commerce, petits et grands : Dunkerque et Dieppe, Le Havre, Saint-Malo, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Cette et Marseille, témoins et foyers des plus belles énergies nationales, consacrées, comme on disait, aux *aventures de mer*, aux entreprises lointaines.

Entre la mer, les mondes nouveaux, et le vieux continent où se déroulaient ses destinées, entre « le plancher des vaches » et les « aventures », les Français, depuis Champlain, ont beaucoup hésité, victimes de ce qu'on pourrait appeler le préjugé continental, une de leurs traditions encore, et non des meilleures. Tout au début de leur essor colonial, les appels de pionniers convaincus et éloquents parfois, tels que Champlain, Pontrincourt, de Razilly ne laissaient que trop indifférents leurs compatriotes terriens endurcis qui redoutaient le risque de la navigation et des entreprises. Ils étaient émouvants pourtant. ces appels :

« France, Ancienne nourrice des lettres, recours des affligés, très chère mère, il faut faire une alliance imitant le cours du soleil. Que continuellement votre justice, votre piété se transportent par vos enfants à la nouvelle France ! Cette province sera digne d'être votre fille ». Montchrétien, en 1615, donnait de cette indifférence qui désolait les hommes de foi et d'action, Brantôme lui-même, des raisons dont nous éprouvons après trois siècles encore la justesse : « Il est bien difficile à ceux qui se trouvent à l'aise, surtout s'ils ont reçu quelque incommodité en un trajet de mer, de se hasarder à l'entreprise d'un voyage au long cours. Je mets surtout en avant cette cause, l'aménité des lieux où nous naissons, l'éloignement de la mer, le commerce d'un air doux et salubre, l'art délicat du boire et du manger. L'usage et la commodité est cause que nous avons peu entrepris par mer. »

Depuis lors, sont venues les critiques de Sully sur les « arpents de neige » du Canada abandonnés plus tard si aisément malgré l'héroïsme de Montcalm, les furieuses attaques des parlementaires et de la presse contre la monarchie de Juillet et sa politique algérienne, qui se renouvelèrent contre Jules Ferry le Tunisien, le Tonkinois. Que d'assauts répétés à la confiance que la nation aurait dû avoir dans l'esprit d'entreprise de ses populations maritimes, l'audace et le génie de ses explorateurs, hommes de foi, de science et d'action, dans leur œuvre qui dans le passé toujours a été moins d'aventures que d'intérêt vraiment national, de conquêtes que de civilisation.

Et voilà qu'après 1871, au moment où son destin qu'elle n'avait pas su prévoir la rejetait meurtrie et inquiète en deçà des Vosges, une ère nouvelle vint s'ouvrir qui lui réservait, si elle en appréciait mieux qu'avant les tendances, des compensations décisives. C'était l'époque où de nouveaux continents comme l'Afrique et l'Asie s'ouvraient à l'activité des Européens, obligés par les progrès de leur industrie à se créer des débouchés, rapprochés

par ces progrès réalisés dans le mode des transports sur rails et à vapeur, de nombreux et nouveaux centres de consommation et de matières premières. Alors aussi se constituaient, dans d'autres continents plus anciennement occupés par eux, des nations, des empires, enfants de l'Europe grandis, adultes, indépendants et riches, tels que les Etats-Unis d'Amérique ou d'Australie, les peuples canadien et afrikander, les nations Sud-Américaines à qui les Océans servaient désormais de liens par des routes abrégées. De vieux et grands peuples, oubliés comme la Chine, le Japon surtout, se réveillaient, tendaient à se moderniser, s'ouvraient au commerce, aux influences, aux leçons de la civilisation occidentale, tandis qu'en Orient la Russie et l'Angleterre étendaient jusqu'aux extrémités de l'Asie leurs domaines coloniaux, contigus et rivaux, aux portes du Turkestan et de l'Afghanistan.

Ce fut enfin une grande date dans l'histoire du monde, plus importante au regard de l'histoire qu'léna ou Sedan, que l'année 1869 où pour la première fois les marines d'Europe se virent ouverte, à Suez, la voie de l'Atlantique et de la Méditerranée au Pacifique, où le général Grant, Président de l'Union américaine posa le premier boulon du Transcontinental Railway, cette grande route terrestre orientée en sens inverse du Pacifique à l'Atlantique.

Par la curiosité qu'éveillaient en France, parmi les savants, et dans la jeunesse, des événements d'une portée si grande qu'on n'en avait pas connu de tels depuis la fin du xvi^e siècle, un nouvel avenir se préparait. Des points d'appui au delà des mers restaient encore à la France, dans l'Algérie occupée jusqu'aux Oasis, au Sénégal où Faidherbe commençait la pénétration africaine, en Egypte où de Lesseps avait fait prévaloir l'initiative bienfaisante de notre pays, en Cochinchine enfin, amorce involontairement créée par le gouvernement impérial d'un domaine riche de promesses; autant de pierres d'attente d'un grand édifice qui pou-

vait se reconstruire, ou se construire, si les Français le voulaient.

Ils devaient hésiter encore, parfois, soit pour les motifs qui avaient retenu leurs ancêtres, soit par la crainte que cette grande entreprise, à laquelle l'Allemagne sembla les inviter, ne fût un piège tendu pour affaiblir leur résistance sur les Vosges, pour les brouiller avec les nations maritimes. Ces hésitations, après des lûtes parfois âpres capables d'écarter encore la nation de son avenir, devaient céder à l'héroïsme, à l'esprit d'apostolat et de sacrifice, au génie même de tous les hommes de science et de foi, de conscience et de courage dont les Gestes allaient poursuivre à travers le monde la mission de civilisation reçue des ancêtres. Et parmi eux Joffre, Galliéni, Lyautey, Mangin, Gouraud se préparaient, en créant cette nouvelle France et avec ses ressources mêmes, à participer glorieusement, à l'heure décisive, au salut de la France attaquée sur le Rhin.

A l'effort de ces hommes d'action, des hommes de pensée et d'étude joignaient l'effort d'une propagande raisonnée et chaleureuse auprès de la nation. Ce que Vidal de La Blache, entre autres, demandait à la science géographique, c'était de guider la France vers les destinées qui s'ouvraient à elle dans le monde élargi jusqu'aux limites de la planète, exploré sans relâche par les plus hardis, les plus généreux de ses enfants.

A la science de ce maître, j'ai fait appel au début de cet Essai sur le passé de la France, que j'arrête volontairement au seuil des années où lui-même s'attachait à la géographie pour nous l'enseigner, où de la vieille France étudiée et décrite par lui avec amour et méthode, une nouvelle France allait encore renaître au gré de ses espérances et de ses convictions.

C'est encore à lui, pour conclure, que j'ai demandé les belles pages de conseils, heureusement suivis par la nation et ses chefs depuis 1880, qu'il leur donnait sans relâche, jusqu'à l'épreuve de 1914, décisive pour sa sûreté et sa grandeur :

« La France, hypnotisée par sa frontière de l'Est prononcerait-elle ce que Dante a appelé le *grand refus*? Une nation en qui s'est manifestée depuis ses désastres une telle faculté de renouvellement et de vie, pouvait-elle sans un démenti formel se retrancher dans une abstention qu'on pût interpréter comme un aveu de faiblesse? Une question suprême était engagée dans ce qu'on appelle la politique coloniale. Avec sa haute culture scientifique et économique, sa production industrielle, ses capitaux, la France a besoin de débouchés qui lui appartiennent. C'est une nécessité pour elle de se garantir une situation territoriale qui la mette à l'aise, qui assure à sa puissance économique les conditions d'air et d'espace dans lesquelles elle puisse se mouvoir avec indépendance. Telle est l'âpreté de la concurrence actuelle entre les grandes nations productrices qu'elle ne tarderait pas à expier un moment de défaillance par une forme plus ou moins déguisée de vasselage économique...

« Un Empire colonial mérite d'occuper l'attention et l'effort, non de quelques spécialistes, mais de la France entière. Il représente notre avenir dans le monde ».

« Non plus une province, disait déjà Champlain, non plus un royaume, mais tout un monde beau en perfection ».

Telle est, en vérité, la France du temps présent ajoutée depuis le xix^e siècle à celle du passé.



Date Due

[illegible]

Demco 293-5

DC
39
.B76

90162

